

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالتان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

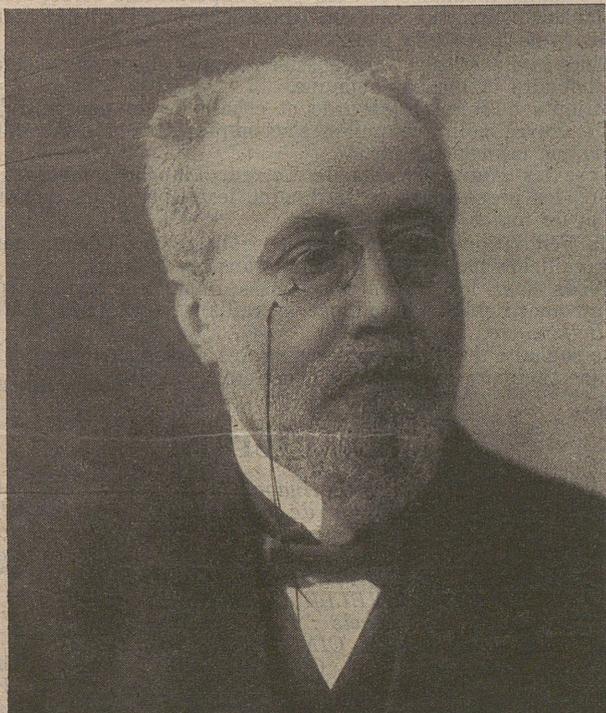
Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête
 auprès des personnalités politiques et littéraires

V.

Alphonse Aulard



M. A. AULARD, professeur honoraire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, est né à Montbon (Charente), le 19 juillet 1849.

Il est :
 Président de la Société de l'histoire de la Révolution française,

Président de la Commission supérieure des Archives,
 Vice-Président de la Fédération française des Associations
 pour la Société des Nations,
 Vice-Président de la Ligue des droits de l'Homme,
 Commandeur de la Légion d'honneur.

Principal ouvrage : HISTOIRE POLITIQUE DE LA
 RÉVOLUTION FRANÇAISE, traduit en anglais, allemand,
 russe et polonais.

M. Aulard, qui a toujours mené de front son activité
 scientifique et son activité civique, est membre du Conseil
 politique du grand journal républicain français LE QUO-
 TIDIEN.

Cher Monsieur Barbusse,

Il serait excellent que les peuples balkaniques se fédé-
 rassent en une république, excellent pour eux, excellent pour
 l'Europe, pour l'humanité ; car ainsi un des plus gros roques de
 guerre se trouverait éliminé.

En attendant, une bonne préparation à cette si souhaitable
 fédération, ce serait la conclusion d'un traité d'arbitrage entre
 les Etats balkaniques. Récemment, à Varsovie, au Congrès des
 Associations pour la Société des Nations, j'ai soumis cette idée
 à des représentants de la Grèce, de la Bulgarie et de la Rou-
 manie (il n'y avait point de Yougoslaves présents), et je dois
 dire qu'ils l'ont accueillie avec enthousiasme. Leurs journaux ont
 accueilli avec bienveillance une lettre où j'ai publiquement déve-
 loppé cette idée. M. Rentis, ministre des affaires étrangères de
 Grèce, s'occupait même de réaliser ladite idée, mais le voilà
 démissionnaire.

Je suis donc un partisan convaincu d'une fédération balka-
 nique, surtout si elle est républicaine. Mais ce ne serait possible
 que si chacun des quatre Etats intéressés avait un gouvernement
 de liberté et de démocratie, ce qui n'est pas le cas actuel.

Alphonse Aulard

Daniel Renoult

DANIEL RENOULT, né en 1880, travailla durant de
 longues années à l'organisation politique et économique
 des ouvriers et paysans de sa contrée d'origine, le départe-
 ment de Seine et Marne. Journaliste, il était dès 1908 aux
 côtés de Jaures à L'HUMANITÉ. Mobilisé pendant la
 guerre, il reprit son activité politique à la fin des hostilités,

dans le POPULAIRE de Jean Longuet et de Paul Faure, et il mena d'énergiques campagnes contre la droite du Parti, contre les traités impérialistes, pour le rétablissement, dans les rangs ouvriers, de la tactique de la lutte de classe. Il fut des premiers en France à défendre la Révolution Soviétique.

Fin 1918, après la défaite et le retrait des socialistes réformistes de la direction du Parti et de son journal, Daniel Renoult rentre à L'HUMANITÉ, où il mène la campagne qui aboutit au vote de la majorité du Parti de l'adhésion à l'Internationale Communiste (Congrès de Tours, 1920).

De 1921 à 1923 Daniel Renoult fut directeur de L'INTERNATIONALE, le journal du soir du Parti.

Chargé l'été dernier par le «Secours rouge» et L'HUMANITÉ d'aller enquêter en Bulgarie sur la Terreur Blanche, il s'acquitta de sa tâche avec une conscience parfaite. Contraint de se rendre à Sofia sous un faux nom, il dépista la police, pénétra dans tous les milieux, et son enquête, publiée dans L'HUMANITÉ (La F. B. a donné des extraits de cette intéressante enquête), révéla au grand public français toute l'horreur du fascisme dans les Balkans.



Daniel Renoult ne s'est pas contenté de publier le récit de son voyage. Il s'est donné de tout cœur à la cause des peuples balkaniques opprimés, à celle de la Macédoine martyre en particulier, et, par la parole et par la plume, il poursuit avec vigueur sa campagne contre la réaction fasciste.

La Fédération Balkanique! C'est une des plus vieilles revendications de la conscience humaine.

Il y a un demi-siècle, lorsque l'Empire Ottoman était encore tout-puissant, les plus nobles esprits républicains et socialistes cherchaient, dans l'établissement de cette Fédération, la solution juste et définitive de la question d'Orient.

Depuis, l'idée de la Fédération a été reprise par les socialistes. La Deuxième Internationale lui a consacré maintes résolutions favorables.

Je parle, et la précision est utile, de résolutions prises avant la guerre; car, depuis, les choses ont changé.

Aujourd'hui les socialistes, sans renier l'idée même de la Fédération, n'en font plus l'objet de leur revendication systématique.

Il est facile de comprendre pourquoi.

Le principe même de la Fédération exige que toutes les nationalités balkaniques s'unissent, et, abstraction faite du rapport des forces entre elles, scellent un pacte comme jadis les délégués des cantons suisses, d'égal à égal.

Il en résulte que la condition même de la création d'une Fédération Balkanique, c'est l'émancipation de toutes les races, de toutes les minorités nationales dans les Balkans; et d'abord, l'établissement de nouvelles frontières selon la justice, selon le vœu des populations.

En d'autres termes, l'idée même de la Fédération est subversive du traité de Versailles et des traités annexes, traités de Neuilly, de Trianon, etc.

Ces traités, plus infâmes que ceux que signèrent à Vienne, en 1815, les autocrates de la Sainte-Alliance, ont couronné des iniquités historiques révoltantes.

La pire de toutes, c'est l'interdiction à la Macédoine d'exister comme nation.

Le peuple macédonien a été écartelé entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

Or, cette injustice qui crie vers le ciel, elle a été commise, ne l'oublions pas, avec l'assentiment ou grâce à la résignation, des démocrates occidentaux et des socialistes interalliés.

Les derniers surtout avaient proclamé, particulièrement à la fin de la guerre, que les peuples se battaient pour le droit des nationalités.

Ce droit, il paraît qu'il valait pour permettre à la dynastie des Karageorgevitch d'enfler sa puissance au point d'apparaître comme l'héritière des pouvoirs des Habsbourg.

Mais il ne valait pas pour assurer au malheureux peuple macédonien l'indépendance que, depuis tant d'années, il réclame les armes à la main.

C'est un fait! Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le principe des nationalités, la défense des minorités, partout, dans les Balkans comme aux colonies, toutes ces grandes idées c'est l'Internationale Communiste qui les relève, qui les brandit comme des drapeaux abandonnés, devant la carence, devant la faillite de la Deuxième Internationale.

Ténébreuses manœuvres de Moscou! diront certains. Il n'y a de ténèbres que dans l'esprit de ceux qui ont trahi leur doctrine et leurs principes.

C'est un fait, je le répète, que les communistes soient aux côtés des peuples opprimés dans le monde entier.

Mais cela ne doit pas arrêter tous ceux qui veulent défendre ces peuples.

Les travailleurs socialistes, les libéraux honnêtes peuvent et doivent se prononcer, obliger leurs nouveaux chefs à rectifier une conduite politique déplorable.

Cette union de tous les hommes de bonne volonté peut permettre de poser en pleine lumière la question des peuples opprimés et d'abord la question macédonienne.

Elle doit fournir les moyens de renverser les Tsankoff, les Pangalos, les Ahmed Zogou, les Pachitch, les dictateurs roumains et hongrois.

La chute de ces gouvernements sanglants est une préface nécessaire à toute œuvre de justice dans les Balkans.

Les peuples balkaniques libérés pourront alors se rapprocher, émanciper d'un commun accord les minorités opprimés, rétablir l'indépendance albanaise écrasée par l'impérialisme serbe, ressusciter la Macédoine qui se lèvera du tombeau à l'appel fraternel des autres nations de la péninsule.

Alors la Fédération sera possible comme elle sera nécessaire pour défendre la liberté commune.

J'ajoute qu'il serait absurde et criminelle de penser qu'une pareille œuvre politique puisse s'accomplir sans une révolution économique correspondante.

Avec les gouvernements de Terreur Blanche tomberont les féodaux, les possesseurs de latifundia, les oppresseurs de toutes races et de toutes religions.

La Fédération Balkanique doit se baser sur l'émancipation des travailleurs paysans et ouvriers dans les Balkans.

Telles sont les franches réponses qu'un communiste peut faire au questionnaire établi par le vaillant journal: *La Fédération Balkanique*.

Je souhaite que les représentants des autres partis répondent à ce questionnaire avec la même netteté.

Daniel Renoult

Louis Piérard

Né à Frameries (Borinage) le 6 février 1886, Louis Piérard a collaboré à de nombreux journaux belges, français, anglais et tchèques. Fin lettré (il préside le club des écrivains belges) il a donné, outre des études dans la REVUE DE PARIS, le MERCURE DE FRANCE et l'EUROPE NOUVELLE une série d'ouvrages très remarquables, parmi lesquels: IMAGES FORAINS, EN WALLONIE, DE MOINS CINQ À LA DELIVRANCE, LA HOLLANDE ET LA GUERRE, SOUS LES ARMES, SOUS LA BOTTE, EN EXIL, FILMS BRÉSILIENS, VINCENT VAN GOGH, etc. Il est aussi l'auteur des nouvelles LES TROIS BORAINS.

Il a été élu député en 1919 par la circonscription de Mons. Il est Vice-Président de la Section d'Art du Parti Ouvrier Belge.

A plusieurs reprises au cours de ces dernières années, l'Internationale ouvrière et socialiste reconstituée s'est occupée du problème balkanique.

On lui a consacré un passage important de la résolution finale du congrès de Hambourg. Depuis lors, des conférences spéciales convoquées à l'initiative du B. S. I. ont eu lieu à Bucarest, à Vienne, à Prague.

L'Internationale ne saurait prêter une attention assez soutenue aux questions balkaniques. Est-il besoin de répéter que le feu couve sans cesse là-bas et que le danger de guerre, d'une conflagration capable de gagner toute l'Europe, y est, pour ainsi dire, permanent? Serajevo n'est pas si loin de nous.... On a comparé la péninsule des Balkans à bien des choses. Pour moi, je me permets de penser au chaudron dans lequel les sorcières de *Macbeth* mélangeaient les ingrédients les plus bizarres et les plus divers.



A surveiller, ce chaudron-là !...

De tous les traités de paix (Versailles, Saint-Germain, Trianon, Neuilly, les traités de grande banlieue, comme les appelait spirituellement un député français) je crois bien que les deux derniers sont les moins heureux. Les autres, assurément, ne sont pas immuables. Ils contiennent des choses indéfendables, comme le statut de Danzig. Il est fatal qu'on remanie tout cela un jour, mais je ne suis pas de ceux qui vouent en bloc le traité de Versailles à l'exécration universelle. Je ne puis pas oublier que dans cet ouvrage considérable, touffu, touchant à tant de questions complexes, il y a tout de même la charte du travail, le pacte de la Société des Nations, et la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France qu'aucun socialiste, je l'espère, ne déplore.

Par contre, il y a dans les traités qui ont réglé le statut des territoires balkaniques des choses qui sont pour ainsi dire une prime à la guerre. Je songe notamment au partage des populations macédoniennes entre trois pays différents. Ce n'est donc pas assez que la Pologne ait été écartelée pendant des siècles ?

Il faut que les partis socialistes des pays intéressés, sous l'égide de l'Internationale, trouvent une solution commune, une solution de justice et de sagesse, à ces problèmes difficiles et angoissantes. Cette solution, je crois qu'on peut la trouver, en effet, dans le sens d'une fédération des peuples balkaniques.

On parle beaucoup, depuis quelques temps, des Etats-Unis d'Europe. Fort bien ! Bel idéal. Il ne date pas d'hier. Le père Hugo l'a formulé d'une façon retentissante. Mais j'aime les réalités et je me défie quand le comte de Coudenhoven-Kalergi en Allemagne, quand Trotzki en Russie, nous parlent des Etats-Unis d'Europe comme d'une machine de guerre contre l'Amérique capitaliste. Certes, celle-ci me dégoûte, elle se conduit d'une façon infâme. Elle a fait de Shylock son père spirituel. Mais de formations « anti » quelque chose. Tout cela respire encore la guerre.

Avant de vouloir faire les Etats-Unis d'Europe, qu'on fasse la fédération balkanique, plus facile à réaliser tout de même et qui est une affaire autrement plus urgente. Ma conviction pro-

fonde est, d'ailleurs, que le fédéralisme régira l'Europe pacifiée de demain.

Louis Piérard

Bernard Lecache

Ecrivain et journaliste.

Né en 1895 à Paris, de parents juifs-russes. Naturalisé français. Etudes : Enseignement primaire, secondaire, cours de la Sorbonne.

Encore étudiant, il fait son apprentissage de journaliste. Journaliste depuis 1913. Collabore à de nombreux journaux, revues, périodiques français et étrangers. Publie de grands reportages européens, des critiques, des enquêtes.

Rédacteur au BONNET ROUGE (jusqu'à la guerre), à la VÉRITÉ, au JOURNAL DU PEUPLE (où il est rédacteur en chef).

Il vient de publier un roman juif : JACOB. La critique lui en a fait compliment. Il prépare d'autres romans.

Mon cher camarade,

Je réponds volontiers à l'enquête grave et haute que vous avez entreprise. C'est un devoir pour moi, et un plaisir.

A votre première question, il m'est aisé de répliquer : La situation actuelle de la Macédoine est une honte pour l'Europe. La mauvaise paix — la paix capitaliste — que nous subissons a rendu plus périlleuses et plus nocives encore, qu'avant 1914, les questions des minorités ethniques. L'exemple macédonien



précise la précarité de l'apaisement européen. Tant qu'il ne sera pas réformé, cet exemple, les conflits menaceront. Et la justice est loin de tout cela. Ce que je dis de la Macédoine peut s'appliquer sans réserve à tous les Balkans où, plus que jamais, sont entretenus les foyers de désordre. Les grandes puissances, en n'y mettant pas fin, en laissant subsister, en encourageant parfois l'oppression des minorités nationales, en tolérant la suppression des libertés les plus élémentaires et les plus naturelles, en assistant aux exactions et méfaits des oppresseurs, en ne brisant pas les antagonismes des états balkaniques, sont criminelles. Leur responsabilité devant les hommes et devant l'avenir monte, devient énorme.

Une solution équitable : la Fédération démocratique des Balkans. Et c'est en quoi votre effort est louable. Les peuples, pour se fédérer, devront secouer le joug de leurs gouvernants actuels. Ils choisiront, s'ils veulent durer, des hommes éprouvés et sincères qui ne craindront pas d'appliquer un régime salubre, de nettoyer les administrations et les casernes. Non loin des Balkans, il y a un grand exemple....

Cordialement à vous

Bernard Lecache

La presse et notre Enquête

Notre Enquête a été accueillie avec un vif intérêt par la presse.

Dans le *Combat Social*, paraissant sous la direction du citoyen Bracke, l'écrivain et le militant socialiste bien connu Jean Zyromski lui consacre l'article suivant :

Une enquête de la Fédération Balkanique

A plusieurs reprises il nous est arrivé de signaler les périls courus pour la paix du fait de la situation de la péninsule balkanique. Les traités de 1919 n'ont pas hélas diminué les germes du conflit de la traditionnelle question d'Orient.

On apprenait autrefois que la présence des Turcs en Europe constituait la « Question d'Orient ». L'oppression par l'Empire Ottoman des populations chrétiennes des Balkans était stigmatisée avec indignation.

Les Turcs n'occupent plus en Europe qu'une portion de la Thrace et cependant les difficultés balkaniques sont loin d'être aplanies. Les Etats Balkaniques tels qu'ils sont constitués sont en proie à des rivalités très âpres. La Bulgarie réclame un accès à la mer Egée. La Yougoslavie veut un débouché commercial à Salonique. Les minorités nationales englobées dans des Etats différents revendiquent des status nationaux et culturels.

Les frontières ont été délimitées sous l'influence exclusive de la victoire militaire. Et en outre, sont installés, dans chaque pays, des gouvernements profondément réactionnaires qui sont incapables de concevoir un ordre balkanique rationnel.

Devant cette situation qui compromet gravement la paix européenne, des campagnes énergiques sont engagées dans l'Europe entière par des groupements divers. Parmi celles-ci, il faut citer le mouvement déclenché sous l'égide de la FÉDÉRATION BALKANIQUE, revue publiée à Vienne par des révolutionnaires macédoniens exilés. Comme le titre même de la revue l'indique, une propagande vigoureuse est menée en faveur d'une Fédération des peuples des Balkans, qui permettrait de régler les conflits politiques et économiques de la péninsule.

Actuellement la FÉDÉRATION BALKANIQUE publie une enquête faite auprès d'un certain nombre de personnalités littéraires, et de militants appartenant aux Partis de gauche et d'extrême gauche sur ce sujet essentiel pour la paix de l'Europe.

Pour la Fédération ouvrière des Balkans

La Vague, paraissant sous la direction de J. Brizon, M. Délépine, J. Longuet, R. Verfeuil, écrit :

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE, organe des travailleurs révolutionnaires des Balkans, publie une très importante enquête sur la situation dans la péninsule et sur les moyens d'y établir la paix en libérant les peuples des jougs militaires et oligarchiques.

Elle a publié, en son dernier numéro, les opinions de Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski et Henri Torrès.

Tous concluent à la création d'une Fédération qui abolisse les oligarchies actuelles et qui s'appuie sur les prolétariats ouvriers et paysans de l'Adriatique à l'Archipel et des Carpathes au Péloponèse.

Nos nouveaux collaborateurs

Nous sommes heureux d'annoncer que nous avons assuré la collaboration d'éminents amis français, tels que Daniel Renoult, rédacteur à *l'Humanité* et le secrétaire dévoué du « Comité de Défense des victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans » ; Henri Torrès, le vaillant avocat parisien bien connu, Jean Zyromski, le leader autorisé de la gauche socialiste en France, qui ont bien voulu nous assurer de leur précieux concours.

Un document historique

Déclaration de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée)

Appel au peuple macédonien, à l'opinion internationale !

Le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée), publie une déclaration, dans laquelle il expose son point de vue sur la question macédonienne, lançant en même temps un appel au peuple macédonien et à l'opinion publique internationale, pour leur demander de soutenir l'Organisation dans son âpre lutte pour la Macédoine indépendante et la Fédération Balkanique.

Le point de vue de l'O. R. I. M. (Unifiée) étant celui que nous défendons toujours dans la Fédération Balkanique nous nous empressons de reproduire dans nos colonnes ce document historique.

La situation du peuple macédonien dans les trois parties de la Macédoine, devient de plus en plus insupportable. Si différents qu'ils soient, les moyens dont se servent les gouvernements bul-

gare, serbe et grec pour opprimer le peuple macédonien se ressemblent tous en un point : ils ont soumis le peuple macédonien tout entier à un régime de terreur, de tortures et de meurtres.

Dans la Macédoine sous la domination bulgare, le gouvernement de Tsankoff se sert de tous les moyens dont dispose la dictature militarofasciste pour opprimer le peuple macédonien. Il arrête, bat, soumet à des méthodes d'inquisition ; il tue tout Macédonien qui lutte pour l'indépendance du mouvement libérateur, qui ne veut pas vendre les intérêts et l'idéal du peuple à la dictature réactionnaire sanglante, qui veut la libération et l'unité de la Macédoine.

Dans la Macédoine sous la domination serbe, le gouvernement poursuit systématiquement une politique d'assimilation et de dénationalisation du peuple macédonien, en même temps qu'il applique l'arbitraire administratif, l'oppression morale et l'injustice politique.

Dans la Macédoine sous la domination grecque, le peuple macédonien est expulsé de ses foyers. La politique réactionnaire et de violences qu'on y applique atteint toutes les nationalités macédoniennes. Pillée, privée de tous les moyens d'existence, la population est obligée de chercher un abri à l'étranger, augmentant ainsi le contingent des malheureux réfugiés.

Telle est aujourd'hui la situation du peuple macédonien. Les régimes sous lesquels il est obligé de vivre actuellement sont oppressifs et sanglants.

Le peuple macédonien s'est rendu compte que les gouvernements « chrétiens » balkaniques ont toujours considéré la Macédoine et le peuple macédonien comme des objets de conquête et d'exploitation. Il s'est convaincu que ces gouvernements se sont toujours efforcés de semer la discorde et la haine entre les militants macédoniens, de profiter de ces animosités pour des buts personnels, politiques et de partis, et de se servir de l'action libératrice macédonienne comme d'un instrument pour leur politique impérialiste. Le peuple macédonien constate qu'actuellement encore ces gouvernements agissent envers lui comme envers un peuple étranger conquis. Il s'est bien rendu compte que ces gouvernements sont ses oppresseurs et qu'ils l'ont rendu esclave. Cela devient aussi clair en ce qui concerne les nationalistes et réactionnaires macédoniens qui avaient réussi à s'approprier le nom de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne.

Sous la pression des masses populaires macédoniennes de la région de Pétritch, et des artisans, des ouvriers, des paysans, des émigrés et des réfugiés macédoniens en Bulgarie ; sous la pression des Macédoniens groupés dans l'Organisation de Saint-Elie (Ilinden) et qui, dans leur memorandum d'avril 1925, avaient élevé une voix puissante en faveur d'une Macédoine indépendante et de la Fédération des Balkans, en se déclarant contre toute ingérence du gouvernement bulgare dans les affaires macédoniennes — *d'une part* — ; par la persécution des révolutionnaires et des émigrés macédoniens, l'internement de plusieurs centaines d'entre eux en différents lieux de la Bulgarie, l'interdiction de tous les journaux macédoniens en Bulgarie : en un mot, par les poursuites et violences auxquelles le gouvernement Tsankoff avait soumis la pensée macédonienne et les Macédoniens luttant pour l'indépendance de leur pays — *d'autre part* — il se créa, au début de 1924, une telle disposition d'esprit parmi les masses populaires macédoniennes contre le gouvernement fasciste bulgare, que la révision de la ligne politique observée jusqu'alors et l'adoption d'une nouvelle plate-forme dans l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne s'imposèrent, même aux leaders de l'O. R. I. M., comme T. Alexandroff et Al. Protoguéroff.

Après avoir examiné à fond leurs conceptions et leur activité, T. Alexandroff, Al. Protoguéroff et P. Tchaouloff, membres du Comité central de l'O. R. I. M., proclamèrent dans un « Manifeste au peuple macédonien, à la population en Macédoine et aux révolutionnaires macédoniens », les nouvelles directives de l'Organisation Révolutionnaire. Dans ce Manifeste, signé le 6 mai 1924, ils déclarèrent au peuple macédonien qu'aucun des gouvernements balkaniques ne songeait à la libération et à l'unification de la population macédonienne, que chacun de ces gouvernements tendait à conquérir les parties de la terre macédonienne détenues par les Etats voisins, et que cette tendance à s'emparer de nouveaux territoires était un danger permanent pour la paix entre les peuples balkaniques. En outre, le Comité central de l'O. R. I. M. déclarait que la libération et l'union de la Macédoine n'étaient possibles que si le peuple macédonien menait une lutte révolutionnaire indépendante, en travaillant à l'union des forces dispersées du mouvement libérateur macédonien en un front révolutionnaire macédonien commun. Ils annoncèrent que l'O. R. I. M., collaborant étroitement avec tous les mouvements révolutionnaires et avancés des Balkans et de l'Europe — s'appuyant sur le front unique balkanique — renforcerait son activité révolutionnaire pour la liberté et l'indépendance de la Macédoine et la création d'une Fédération balkanique, assurant par ce moyen la paix dans les Balkans et contribuant ainsi à l'affermissement de la paix dans toute l'Europe.

Le Manifeste fut accueilli avec enthousiasme par les masses populaires macédoniennes. Mais les gouvernements balkaniques en furent alarmés. Le gouvernement Tsankoff eut particulière-

ment peur des mots d'ordre qui y étaient proclamés. Aussi se servit-il de tous les moyens pour forcer Alexandroff et Protoguéroff à refuser leurs signatures. Et ces derniers renièrent le Manifeste, qu'ils déclarèrent une mystification.

Cependant les mots d'ordre proclamés dans ce document historique furent entendus par les masses macédoniennes, qui s'approprièrent les principes qui y étaient proclamés. La dictature fasciste bulgare comprit le danger qui menaçait sa souveraineté.

Après les consultations qui eurent lieu pendant les mois d'avril et de mai 1924, dont le résultat fut l'élaboration et la signature du Manifeste, le gouvernement Tsankoff ne pouvait plus croire à Alexandroff, malgré que ce dernier eut publiquement renié sa signature. Aussi, le gouvernement Tsankoff tua-t-il Alexandroff avec le concours de Protoguéroff. Et, devant l'opinion publique bulgare et macédonienne, il essaya de présenter le meurtre d'Alexandroff comme le résultat du complot de la gauche du mouvement macédonien. Il fit cela pour abattre la gauche de l'O. R. I. M. qui avait réussi à grouper l'émigration entière macédonienne en Bulgarie et toute la population de la région de Pétritch autour des mots d'ordre proclamés dans le Manifeste, et dans l'espoir de justifier ou au moins d'expliquer devant les peuples bulgare et macédonien en Bulgarie les massacres des véritables révolutionnaires macédoniens qui étaient contre sa politique de conquêtes et de meurtres.

Grâce au concours de Protoguéroff, Iv. Mikhaïloff, Bajdaroff, Parlitcheff, Moneff et d'autres traitres à la cause macédonienne, le gouvernement fasciste bulgare massacra, en septembre 1924, 160 révolutionnaires macédoniens, dont Dimo H. Dimoff, Sl. Kovatcheff, Ar. Yovkoff, Tch. Kantardjiev, Al. Bouïoff. Le gouvernement du professeur sanglant Tsankoff qui, avec le concours actif de cette même bande dont le chef est Protoguéroff, massacra en septembre 1923 plusieurs milliers de paysans et ouvriers bulgares à Ferdinand, Berkovitz, Lom, Sarambey, dans l'arrondissement de Samokov, à Bélioivo, à Tatar-Pazardjik, à Plovdiv et ailleurs en Bulgarie, et plus de cent révolutionnaires macédoniens dans les régions de Gorna-Djoumava et Méhomia — continue à massacrer quotidiennement des révolutionnaires, des paysans, des ouvriers, des intellectuels macédoniens. Rien que dans la région de Pétritch, le nombre des massacres pendant cette année dépasse la centaine. Le gouvernement Tsankoff ne se contenta pas de massacrer les adversaires de sa politique de conquêtes en Bulgarie. Il envoya ses émissaires à l'étranger. Ceux-ci réussirent, avec le concours de ses légations et consulats, à tuer deux éminents révolutionnaires macédoniens : P. Tchaouleff, tué à Milan le 23 décembre 1924, et T. Panitz, tué à Vienne le 8 mai 1925.

Mais, malgré les violences et les meurtres qu'on commet journellement sur les masses populaires en Macédoine bulgare, sur les réfugiés et émigrés macédoniens en Bulgarie et à l'étranger, les principes de la nouvelle lutte révolutionnaire proclamés dans le Manifeste devinrent un nouveau *credo* pour le peuple macédonien habitant en Bulgarie. Ces principes furent acceptés aussi par les masses macédoniennes de toutes les nationalités en Macédoine serbe et grecque et par les groupes macédoniens qui se sont mis au service du peuple.

Sur la base de ces principes, le mouvement révolutionnaire macédonien s'unifie aujourd'hui.

L'union du mouvement révolutionnaire macédonien en une organisation révolutionnaire unique signifie avant tout qu'on met fin aux luttes entre les différentes organisations et groupes macédoniens.

Nous, les représentants de ces organisations et groupes macédoniens, annonçons au peuple macédonien que l'union des forces dispersés du mouvement révolutionnaire macédonien et le front unique révolutionnaire macédonien sont un fait accompli.

A la Conférence constitutive du mouvement révolutionnaire macédonien unifié qui a eu lieu au mois d'octobre, furent représentés toutes les organisations et tous les groupes en Macédoine qui acceptent les principes exposés dans le Manifeste.

En même temps que les représentants de la gauche de l'O. R. I. M. et les comités et groupes nouvellement organisés sur la base du Manifeste en Macédoine, participèrent à la Conférence constitutive des militants du groupe des anciens révolutionnaires de Serrès et des militants de l'Union des émigrés communistes, de l'Union de l'émigration macédonienne et de l'organisation « Ilinden » des émigrés.

Nous parlons au nom de tout le peuple macédonien !

Nous nous présentons comme les représentants de tout le peuple macédonien, non seulement parce que nous sommes les mandataires de ses organisations et groupes, mais encore parce que seul notre programme correspond à l'idéal et aux aspirations du peuple tout entier.

Nous avons nommé notre organisation O. R. I. M. (Unifiée) parce que les dirigeants des organisations et groupes que nous représentons ont été — quelques-uns moins, d'autres plus — des militants de l'O. R. I. M., lorsqu'elle avait un caractère populaire ; parce que nous sommes les interprètes du grand idéal des fondateurs et des militants de l'Organisation dans ses premières années, lorsqu'elle tenait haut le drapeau de l'indépendance du

mouvement révolutionnaire macédonien et luttait sincèrement pour l'autonomie de la Macédoine. Nous tiendrons bien haut, nous aussi, le drapeau révolutionnaire.

L'O. R. I. M. (Unifiée) luttera contre le gouvernement fasciste de Tsankoff, qui massacra des centaines de valeureux révolutionnaires macédoniens, assassina tous les jours des militants macédoniens sincères, et prive ainsi la pensée indépendante macédonienne de toute possibilité de s'affirmer. Elle luttera contre ce gouvernement qui, étant le plus grand responsable de l'expulsion des réfugiés macédoniens (il porte la responsabilité principale de l'émigration de la population macédonienne), manifeste une indolence et une négligence criminelles et se moque des souffrances de ces malheureux, qui abandonnent en masses leurs foyers, s'enfuient, nus et affamés, en Bulgarie et errent dans ce pays où ils meurent tous les jours de faim et de maladies.

L'O. R. I. M. (Unifiée) luttera contre la politique d'oppression des dirigeants de Belgrade qui massacrent en masses les populations macédoniennes ; qui emprisonnent, battent et tuent des innocents : des hommes, des femmes et des jeunes gens ; qui oppriment le peuple macédonien aussi bien politiquement qu'économiquement, socialement, culturellement et nationalement ; qui donnent aux gros propriétaires tous les droits et toute les libertés pour exploiter la population rurale et qui, non seulement ne donnent pas la terre à ceux qui n'en ont point ou qui n'en ont qu'un tout petit lopin, mais qui s'emparent du peu de terre que possède le paysan macédonien, pour y installer des colons des différents coins de la Yougoslavie, s'efforçant de changer ainsi le caractère ethnique de la Macédoine. Elle luttera contre ces potentats qui attentent aux sentiments les plus chers du peuple macédonien, privé par eux de toutes les libertés culturelles et nationales, et poursuivent avec raffinement leur politique d'assimilation et de dénationalisation, ne s'arrêtant devant aucun moyen pour démoraliser le peuple.

L'O. R. I. M. (Unifiée) luttera contre la politique de violence des gouvernants d'Athènes qui appliquent les mêmes méthodes barbares que Pachitch pour anéantir le peuple macédonien ; massacrent des paysans macédoniens (Tarlis, Boutim, Livadichté) ; maltraitent, exilent et tuent les laborieux paysans, ouvriers et artisans macédoniens ; terrorisent politiquement et exploitent économiquement les masses, secondés en cela par différences sociétés capitalistes étrangères ; expulsent, par la violence, de leurs foyers toutes les nationalités non-grecques de la population macédonienne ; pillent leurs biens pour les donner aux émigrés de l'Asie Mineure, du Caucase et de la Thrace, ces frères de malheur du peuple macédonien, victimes de la politique impérialiste du gouvernement grec et de ses protecteurs. L'O. R. I. M. (Unifiée) luttera contre la dictature des potentats grecs qui, dans leur tendance à changer le caractère ethnique du pays, à l'instar des gouvernants serbes, poursuivent avec perfidie leur action satanique en vue de dénationaliser et d'assimiler la population qui ne fut pas expulsée de ses foyers.

L'O. R. I. M. (Unifiée) luttera contre les leaders de l'organisation fasciste bulgare-macédonienne : Protoguéroff, Mikhaïloff, Bajdaroff, Parlitcheff, et contre ceux de l'« Oudroujénie » du gouvernement serbe : Kalamatieff, Tsiklief, H. Rindoff, ces traitres à la cause macédonienne ; elle mènera la lutte contre eux jusqu'à leur écrasement complet.

Nous nous adressons à ceux des Macédoniens qui continuent à prêter leur appui moral et matériel à l'Organisation de Protoguéroff et Mikhaïloff, et leur disons : L'appui que vous prêtez à cette Organisation est un appui donné, non pour libérer la Macédoine mais pour l'enchaîner plus encore. En soutenant cette Organisation, vous aidez le gouvernement qui massacra 20.000 paysans, ouvriers, artisans, intellectuels et jeunes gens bulgares, les uniques amis sincères de la libération et de l'union du peuple macédonien ; en participant à cette Organisation ou en lui donnant votre appui moral et matériel, vous devenez complices de la trahison envers le peuple macédonien, parce que cette Organisation continue à soutenir Tsankoff, même après qu'il a vendu les intérêts du peuple macédonien au plus grand ennemi de la liberté de la Macédoine, au gouvernement Pachitch.

Nous nous adressons à tous ces Macédoniens qui, ne comprenant pas le vrai caractère de cette Organisation, y participent, et nous les invitons à la quitter.

Nous nous adressons à tous les Macédoniens de la région de Bregalnizza qui sont liés au groupe « Oudroujénie » de Kalamatieff et des bandes de Tsiklief et C^o et leur demandons de se déclarer contre ces traitres qui se sont mis au service du gouvernement Pachitch pour pratiquer sa politique d'assimilation et de dénationalisation, en vue de démoraliser la population macédonienne.

Nous nous adressons à tous les émigrés de Bulgarie, de l'Europe centrale et occidentale, et d'Amérique, et les adjurons non seulement de refuser leur concours moral et matériel aux diverses organisations fascistes macédoniennes qui desservent la cause de la Macédoine et aident la réaction sanglante balkanique, mais de soutenir notre lutte qui, seule, apportera la libération et l'union de la Macédoine et la fédération du peuple macédonien avec les autres peuples balkaniques.

Nous nous adressons à la jeunesse macédonienne à l'étranger et l'invitons à se déclarer contre les assassins du peuple macédonien qui, par le massacre des véritables révolutionnaires macédoniens et par rôle de mercenaires qu'ils jouent au service des oppresseurs du peuple macédonien et de Tsankoff, discréditent et déshonorent le mouvement révolutionnaire macédonien devant l'opinion publique étrangère; nous l'invitons aussi à se déclarer contre les diverses organisations mercenaires macédoniennes et à soutenir l'action de l'O. R. I. M. (Unifiée).

Nous nous adressons à tous les Macédoniens qui, ne croyant plus à la possibilité de la libération et de l'union de la Macédoine, ont été jusqu'à présent et continuent encore à rester en dehors des organisations et groupes que nous représentons, et les appelons à soutenir notre lutte. *Car notre organisation est l'unique force révolutionnaire dans le mouvement libérateur macédonien. Hors de l'O. R. I. M. (Unifiée) il n'y a pas de force révolutionnaire en Macédoine!*

La lutte du peuple macédonien pour une Macédoine indépendante et pour une Fédération Balkanique trouve des sympathies et des appuis chez les peuples opprimés des pays balkaniques qui, eux aussi, supportent les coups de la réaction balkanique. Les Croates, les Albanais, les Monténégrins, les Slovènes, les Bosniaques, les Thraces, les Dobroudziens et les autres peuples balkaniques se trouvent dans la même situation que le peuple macédonien. Eux et nous, nous avons les mêmes ennemis : les gouvernements réactionnaires balkaniques. Nous avons ensemble les mêmes intérêts. Nous aspirons ensemble à conquérir la libération nationale. Nous voulons que la liberté conquise soit durable, et cela ne sera possible que par la Fédération de tous les peuples balkaniques en une unité politique.

La lutte des peuples balkaniques opprimés est commune. Ces peuples sont prêts à soutenir de toutes leurs forces le combat du peuple macédonien, pour la libre détermination nationale, de même que le peuple macédonien, de son côté, est prêt à donner tout son appui à leurs luttes pour leur libération nationale.

De plus, dans notre bataille pour la Macédoine indépendante et la Fédération Balkanique, nous avons les sympathies et le soutien des classes opprimées des Balkans. Les ouvriers et les paysans bulgares, serbes et grecs ont prouvé en fait qu'ils sont les amis sincères de la libération des peuples balkaniques opprimés. Ils ont soutenu et soutiennent toujours notre lutte. Nous, de notre côté, de même que les organisations révolutionnaires et groupes révolutionnaires des peuples balkaniques opprimés, nous appuierons la lutte des classes laborieuses pour le renversement des dictatures fascistes dans les pays balkaniques. Car nous savons que tant que ces dictatures existeront, la libération des peuples balkaniques et leur union en une Fédération Balkanique sera impossible.

La situation actuelle dans les Balkans a dicté la formation du front unique révolutionnaire balkanique.

Ce front fut créé et existe par la force des conditions actuelles des pays balkaniques.

Déterminant nos rapports envers les divers facteurs politiques hors des Balkans, nous déclarons :

L'O. R. I. M. (Unifiée) ne peut avoir confiance en la politique balkanique des Etats européens occidentaux qui élaborèrent et signèrent les traités de paix d'esclavage pour le peuple macédonien, sanctionnèrent les traités spéciaux pour l'émigration de la population macédonienne et qui soutiennent ces traités et sont prêts à appuyer les gouvernements balkaniques actuels contre les fils de la Macédoine qui luttent pour l'annulation de ces traités, la libération et l'union de la Macédoine.

Mais l'O. R. I. M. (Unifiée) sait que ces traités sont condamnés en Europe et en Amérique par les masses laborieuses. Elle sait que l'opinion publique avancée du monde entier est contre la situation créée par ces traités dans les Balkans et en Macédoine.

Nous faisons appel à ces facteurs importants de la politique internationale pour soutenir notre lutte.

Au nom de la Macédoine indépendante et de la Fédération Balkanique, nous continuerons l'action révolutionnaire. Au nom de ces grands buts, nous mènerons notre propagande à l'étranger. Au nom de ces principes, nous adresserons notre appel à toutes les organisations et toutes les personnes à l'étranger qui luttent contre les régimes sanglants du monde, pour soutenir notre combat.

Nous sommes convaincus que c'est seulement par la lutte révolutionnaire, menée de concert avec les peuples et les classes opprimés des Balkans, que le peuple macédonien obtiendra sa libération et son union, et que les peuples balkaniques parviendront à vivre en liberté.

Vive la lutte révolutionnaire indépendante!

Vive le front unique révolutionnaire macédonien!

Vive le front unique révolutionnaire balkanique!

Vive la Macédoine libre et indépendante!

Vive la Fédération Balkanique!

Octobre 1925.

Le Comité Central de l'O. R. I. M. (Unifiée).

Buts et caractère de l'O. R. I. M. (Unifiée)

Afin que nos lecteurs aient une idée plus précise des buts et du caractère de cette Organisation populaire révolutionnaire dans laquelle sont groupés tous les Macédoniens honnêtes, nous reproduisons dans nos colonnes quelques extraits de ses statuts :

STATUTS de l'O. R. I. M. (Unifiée).

I. Buts, devoirs et caractère.

Art. 1. L'O. R. I. M. (Unifiée) a pour tâche :

De conquérir la liberté et l'indépendance de la Macédoine dans ses frontières géographiques et économiques et de former d'elle une unité politique autonome faisant partie, comme membre à droits égaux, de la future Fédération Balkanique.

Art. 2. L'Etat indépendant et libre macédonien sera établi sur la base de l'entière égalité des droits nationaux, politiques, civils et culturels de toutes les nationalités qui le peuplent.

Art. 3. Pour atteindre ce but, l'O. R. I. M. (Unifiée) travaillera pour :

a) La formation d'une organisation de masses révolutionnaires embrassant les masses populaires dans les trois parties de la Macédoine partagée entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, ainsi que toute l'émigration macédonienne se trouvant au dehors des frontières de la Macédoine, et la préparation de ces masses pour une insurrection populaire générale.

b) Unir toutes les forces populaires macédoniennes en attirant dans ses rangs tous les groupes, organisations, personnes, de tous les milieux sociaux, sans distinction de nationalité, de sujétion, de religion ni de sexe, qui acceptent sincèrement le but, les principes, les idées et les procédés d'action de l'O. R. I. M. (Unifiée).

c) Entrer en relations étroites avec toutes les organisations et tous les partis national-révolutionnaires et social-révolutionnaires des Balkans qui soutiennent le principe d'auto-détermination des peuples et qui sont prêts à collaborer de fait pour la création d'une unité macédonienne indépendante et politique.

d) Dans les conditions actuelles de complète oppression nationale, politique et économique, à laquelle est soumis aujourd'hui le peuple macédonien, l'O. R. I. M. (Unifiée) se pose comme tâche essentielle de lutter pour la conquête de la liberté de langue et d'instruction culturelle pour toutes les nationalités en Macédoine, pour la conquête des libertés politiques et de l'égalité des droits, pour donner des terres aux paysans et un large soutien aux classes économiquement faibles.

Art. 4. L'Organisation déclare être, — ce but et cette tâche ainsi posés, — de son caractère, révolutionnaire. Elle agit conspirativement. Mais elle n'exclue pas la lutte légale dans toutes ses manifestations possibles, selon les endroits et selon les circonstances. La lutte légale contribuera au large développement de l'activité de propagande et d'organisation de l'O. R. I. M. (Unifiée) et consolidera et approfondira ses liens avec les masses populaires.

En combattant le fascisme dans les Balkans, nous combattons pour notre propre cause

Impatiemment attendue, la confirmation de la nouvelle démission de M. Bratiano ne nous est pas encore parvenue, mais il semble que la chute du cabinet libéral n'est plus qu'une question de jours.

Comment pourrait-il en effet se remettre de la commotion que lui ont portée les élections municipales, qui, malgré l'abstention fâcheuse du parti tsaraliste dans un nombre considérable de communes rurales, ont permis de mesurer l'impopularité du gouvernement.

C'est dans les grandes villes en même temps que dans les provinces du nouveau royaume que l'opposition a remporté ses plus décisifs succès. Il n'est sans doute pas indifférent de marquer à ce propos que la campagne menée en Europe occidentale au bénéfice des minorités ethniques de la Roumanie, l'agitation au tour de ce grand procès de Tatar-Boumar qui a symbolisé les atrocités du régime libéral en Bessarabie, ont contribué dans une certaine mesure à précipiter la défaite de M. Bratiano.

Le contact entre les représentants de l'opinion intellectuelle et ouvrière de la France et les milieux agissants de l'opposition roumaine se solde déjà par d'appréciables résultats.

Pendant l'œuvre d'information et de documentation que nous avons les uns et les autres poursuivie là-bas et à laquelle Henri Barbusse a attaché l'émouvant prestige de son nom, cette œuvre serait vaine si nous n'amenions pas, sous la pression de notre opinion, nos gouvernements à révoquer le concours qu'ils ont

prêté aux régimes balkaniques qui se réclament avec plus ou moins de franchise du fascisme et de la terreur.*)

Il y a plusieurs mois que nous faisons grief aux représentants de la France de lier notre pays au sort de la dictature de M. Brătianu et que nous dénonçons les dangers qu'une pareille solidarité pouvait nous faire courir à la veille même de la chute certaine d'un gouvernement qui avait coalisé contre lui toutes les forces vives de l'opinion roumaine.

Est-il encore temps pour le quai d'Orsay de se dégager de cette aventure où l'on a singulièrement compromis notre renommée? N'est-il pas suffisamment démonstratif le scandale des faux-monnayeurs hongrois qui étaient hier les protégés officiels de notre diplomatie et représentaient pour elle dans les Balkans les parangons de l'ordre et de la civilisation occidentale en face de la « barbarie moscovite »?

Ignore-t-on quelles affinités au-dessus des conflits des nationalismes unissent à l'amiral Horthy et au comte Bethlen, M. Jean Brătianu et que tous les gouvernements terroristes jouent là-bas la même carte? Aurons-nous demain en Roumanie la révélation d'un scandale du même ordre qui vérifiera ce que nous savons des liaisons entre les fascistes de Hongrie, ceux de Roumanie et ceux de Bulgarie?

La chute de Tsankoff, balayé par la protestation de l'opinion internationale, n'a pas hélas comporté pour le peuple bulgare la fin de ses souffrances et l'abrogation d'un régime de violences et d'assassinats légalisés.

Pendant que nos représentants à la Société des Nations et certains de nos journaux qui se réclament de l'orthodoxie cartelliste exaltent les champions de la démocratie bulgare, de nouvelles sentences de mort sont prononcées là-bas, par dizaines. Il faut élever un barrage à ce fleuve de sang.

Je ne me lasserai jamais de répéter que la France exerce là-bas une influence telle qu'il lui suffirait de parler pour être entendue.

Imposons à nos gouvernements un devoir auquel ils se débattent.

En remplissant à l'égard des Bessarabiens, des Roumains ou des Bulgares opprimés, des obligations de solidarité élémentaires, c'est notre propre partie que nous jouons contre le fascisme qui a su, lui, affirmer, à travers toute l'Europe, sa solidarité.

Tous les points marqués contre Liapcheff, contre Brătianu ou Bethlen, contre Mussolini ou contre Primo de Rivera, gardent leur valeur pour la bataille que nous allons mener chez nous contre leurs émules, avant-gardes françaises de la réaction internationale.

Henri Torrès

Pour la Fédération Balkanique

I

Les ports et les débouchés économiques

Une des causes les plus fréquentes des rivalités et des difficultés internationales réside dans la recherche et la possession de débouchés maritimes. L'accès à la mer, à une mer libre, est une condition d'indépendance pour un Etat.

Les Etats enclavés, en effet, trop souvent dépendent au point de vue économique des Etats limitrophes, à moins que des conventions ne viennent définir le droit de libre transit et de libre communication.

Dans la péninsule balkanique, ces questions ont toujours été au premier plan. Déjà avant le remaniement de la carte politique après la dernière guerre, la situation de la Serbie comprimée entre la Turquie, la Bulgarie et l'Empire Austro-Hongrois était une source de conflits. La Serbie n'avait pas la liberté de ses exportations; on se souvient des manœuvres et des procédés de la douane impériale austro-hongroise et de l'utilisation savante et hypocrite des mesures de prophylaxie et d'hygiène pour arrêter l'exportation du bétail serbe.

La Serbie cherchait tout naturellement un débouché vers l'Adriatique, mais la diplomatie austro-hongroise veillait et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine rejeta la Serbie vers la Mer Egée, d'où le conflit serbo-bulgare, entretenu par les Empires Centraux. La Serbie, déçue dans ses ambitions adriatiques, se tourna vers le Vardar et la Macédoine.

La Bulgarie avait de son côté engagé sa politique vers l'obtention des quatre fenêtres maritimes: Mer Egée, Mer de Marmara, Mer Noire, Adriatique. C'était le programme du grand impérialisme bulgare qui fut réfréné au Congrès de Paris.

La Guerre Mondiale est venue accroître ces difficultés. La Yougoslavie, en atteignant le littoral adriatique, se heurtait à l'Italie; c'est la question de Fiume, de Zara, de Spalato, de Raguse — c'est la question dalmate.

L'Italie méfiante surveille le débouché de l'Adriatique et le canal d'Otrante — c'est la question de Vallona et le problème albanais.

* On sait le grand rôle que M^e Henri Torrès a joué dans la défense des paysans de Tatar-Bounar et la campagne énergique qu'il a menée, à son retour, contre la dictature de Brătianu. —

N. D. L. R.

L'expansion hellénique jusque dans la Thrace occidentale oppose la Grèce à la Yougoslavie qui veut son débouché sur la Mer Egée; c'est le problème de Salonique.

Enfin la Bulgarie sacrifiée, dépeçée, meurtrie, réclame le débouché commercial sur la Mer Egée: Dédéaghatç; car elle ne possède plus sur la Mer Noire, mer fermée par le Bosphore, que Varna et Bourgas.

Cette esquisse très sommaire montre clairement l'étendue et la complexité de ces questions.

Si l'on veut suivre les méthodes traditionnelles des chancelleries, les conflits sont insolubles. Il ne s'agit pas de procéder à des annexions territoriales pour se ménager des débouchés maritimes. Le problème actuel est de rechercher dans quelle mesure des solutions économiques peuvent justement assouplir la brutalité des délimitations politiques.

Ce sont les nouvelles techniques internationales que le socialisme doit mettre sur pied s'il veut faire triompher une politique de paix réalistes.

La Péninsule Balkanique est une région où la recherche de telles solutions s'impose: Statut de Salonique permettant à la Yougoslavie d'utiliser ce port sans établir une souveraineté politique qui ne s'expliquerait en aucune façon; Statut de Dédéaghatç pour le débouché commercial bulgare — voilà deux points « névralgiques » à faire disparaître.

Mais il est évident que l'examen de pareilles solutions serait grandement facilité par la constitution d'une Fédération Balkanique reliant entre eux les peuples de la péninsule. Cette vieille revendication socialiste reste toujours aussi urgente, mais ce ne sont pas les gouvernements actuels qui sauront la réaliser.

La vie et la sécurité des Balkans, l'indépendance des peuples balkaniques sont pourtant à ce prix.

Jean Zyromski

Changement de régime ou changement de décor en Roumanie?

La Roumanie se débat dans une profonde crise. Crise non seulement économique — comme le démontrent les centaines de faillites quotidiennes, les dizaines de milliers de chômeurs, et les centaines de milliers de paysans affamés; non seulement politique — comme le démontrent le résultat des élections communales et l'introduction du régime électoral mussolinien; mais aussi une crise profondément sociale. Tandis que les Universités se ferment, terrorisées par les bandes fascistes qui contraignent la majorité des étudiants à la grève, nous voyons les barreaux proclamer la grève générale des avocats, pour protester contre les nouvelles lois qui transforment en mensonge avéré le peu de garantie que la procédure judiciaire donnait encore aux pauvres malheureux tombés aux mains de la justice oligarchique. Grève des universitaires et grève des avocats — voilà donc encore deux symptômes qui caractérisent assez la crise sociale qui ébranle la vie publique en Roumanie.

Chacun se posera la question: crise économique, crise politique, crise sociale — mais pas de crise gouvernementale? Il est vrai qu'on dit qu'à la fin du mois de mars les libéraux de Brătianu seraient... disposés à quitter le pouvoir. Quoique ce ne soit encore qu'une version, le départ des libéraux est loin de signifier une crise gouvernementale, un changement du régime gouvernemental. S'il se confirme que les libéraux quittent le gouvernement, cela signifierait en Roumanie à peu près la même chose que le départ de Tsankoff et l'avènement de Liapcheff en Bulgarie: un changement de décors dans le but de tromper les apparences, fortifiant en réalité le régime oligarchique.

La situation en Roumanie est telle que le départ des libéraux n'est déterminée que par la volonté des libéraux eux-mêmes. Il n'existe pas une force organisée les obligeant à partir, et, s'ils le voulaient, ils pourraient continuer à rester au gouvernement sans que personne puisse les en empêcher. M. N. Jorga, quoique inconstant et extrêmement variable, a parfois des scintillements d'esprit, ce qui lui a donné la possibilité d'embrasser la situation actuelle très exactement. M. Jorga est destiné à être l'un des facteurs essentiels de la future équipe gouvernementale; comme tel il aurait tout intérêt à présenter dès aujourd'hui ce gouvernement comme fort et imposé par la volonté populaire, par l'« opinion publique ». Et pourtant, même M. Jorga, en parlant de la « crise gouvernementale », est obligé de dire: « La façon dont on le tolère, est telle qu'il peut — le gouvernement actuel — se maintenir au moins pendant dix ans encore... S'il s'en va, se sera de sa part une faveur pour le successeur le plus commode. »

Telle est la situation.

Quelles en sont les causes? Nous les avons exposées dans nos articles précédents; et les lecteurs de *La Fédération Balkanique* les connaissent. En dehors de la terreur blanche, les libéraux ont encore deux aides: le premier est la platitude capitulaire des chefs de l'opposition; le second est le fait que l'opposition, pour s'attirer les bonnes grâces de la Cour, empêche et s'oppose à la mobilisation des masses, quoique seule une action des masses pourrait jeter à terre le gouvernement libéral et le régime oligarchique.

Après avoir constaté que certains journaux de l'opposition (*Adeverul, Lupta*, etc.) nous ont donné raison et ont reconnu que les dirigeants des partis d'opposition « orientent leur politique d'après les indications du Palais et de la camarilla », voici maintenant que les mêmes journaux confirment nos dires quant à l'attitude de ces dirigeants envers les masses : « Justement lorsqu'un mouvement des masses est nécessaire, l'opposition ne s'adresse point à celles-ci, mais se lance dans des discussions parlementaires et regarde sans trop s'émouvoir le pays se mettre à genoux. » Ces lignes sont de M. Mille, qui n'est pas le moins du monde radical ni révolutionnaire. Aussi sont-elles particulièrement intéressantes. M. Jorga reconnaît que le départ du gouvernement libéral serait un « acte de grâce » de sa part, c'est-à-dire une aumône des libéraux jetée dans un but intéressé. M. Mille nous déchiffre cet acte généreux. Pourquoi les libéraux peuvent-ils se permettre de tels gestes ? Parce que les chefs de l'opposition ne font pas appel au mouvement des masses, mais « se lancent dans des discussions parlementaires ».

Mais lorsque M. Mille, le journaliste de confiance du Parti National, un mortel dont les regards percent les coulisses politiques, ajoute que « l'opposition ne s'émeut pas trop à voir le peuple à genoux », cela sonne comme une complicité avec le gouvernement de la part des chefs de l'opposition — à plus forte raison lorsque ceci est dit par un personnage au courant de beaucoup de choses, comme l'est le directeur politique de la *Lupta*. En effet, la trahison s'étend et prend des formes concrètes. C'est pour cela qu'on peut parler à présent d'un « changement » imminent du gouvernement : l'oligarchie a reçu un nouveau renforcement et par conséquent elle peut se permettre un changement de figurants sans craindre un changement réel des choses. Après le pacte du Parti Libéral avec le Parti Hongrois, après le passage définitif et ouvert du Parti du Peuple aux côtés du gouvernement, *voici que le Parti National passe maintenant, lui aussi, avec armes et bagages dans le camp de l'oligarchie*, après que ses chefs eurent mené pendant deux années des négociations avec le Parti Paysan pour la constitution d'un bloc anti-oligarchique.

Le bloc de l'oligarchie se renforce justement au moment où la démocratie myope en envoyait l'annonce mortuaire à l'imprimerie. L'oligarchie peut maintenant se permettre un *intermezzo* sur le goût de « l'opinion publique ». Mais on ne doit pas oublier que les chefs nationalistes, qui ont joui de la confiance d'une partie de l'opinion publique parce qu'ils ont promis renverser le régime oligarchique, — ont cessé, en trahissant leur promesse solennelle, de représenter cette partie de l'opinion publique... Par contre, ils sont devenus « un successeur commode » du goût de l'oligarchie ; et en échange de leur trahison ils attendent que l'« acte de grâce » des libéraux, la cession formelle du gouvernement soit faite en leur faveur.

Comme opposition légale, il reste donc — pour le moment —, le parti paysan et les organisations ouvrières. Il est vrai que ces derniers temps les chefs du parti paysan se sont efforcés de s'approcher du Palais et d'inspirer la confiance à l'oligarchie. Ils ont gardé un mutisme absolu dans les questions fondamentales : l'abrogation de la Constitution et de la législation libérale, l'élargissement de la réforme agraire, l'amnistie, la suppression de l'état de siège, etc. En échange, ils répètent *urbi et orbi* que la « continuité » légale (c'est-à-dire la reconnaissance de l'œuvre législative et politique de M. Brătianu) est une nécessité historique qui ne peut être ignorée ; comme n'a pu l'être l'œuvre législative napoléonienne issue du coup d'Etat du 18 Brumaire, par la Restauration. Les agrariens roumains arrivant au pouvoir ne pensent donc pas faire table rase de l'œuvre du régime libéral. Mais tous ces reniements sont vains, toutes ces flatteries reptiliennes aux pieds du trône et dans l'antichambre de l'oligarchie sont vaines. En vain aussi fut agitée devant l'oligarchie l'assurance que seuls eux, les agrariens, pourraient faire reconnaître par les Soviets le rapt de la Bessarabie, parce que seuls eux ont du ... crédit auprès des Soviets. Tout cela est vain.

Les libéraux leur ont promis le pouvoir s'ils donnent les garanties qu'ils resteront bien sages. Les chefs paysans se sont empressés de donner toutes ces garanties, en trahissant leur programme et leurs engagements publics, et en se compromettant ainsi devant les masses. Et maintenant, une fois qu'ils sont compromis, l'oligarchie leur tourne le dos : « Nous n'avons plus besoin de votre trahison. »

Il n'est pas exclu que l'oligarchie ait suivi la même politique envers les chefs du Parti National, qui se sont rendus ouvertement et sans réserves en acceptant la plateforme gouvernementale de l'oligarchie. Quand ces derniers jours, M. Tatarescu, le ministre de l'Intérieur, a affirmé au Parlement que M. Maniu, chef du Parti National, en venant au gouvernement, ne pourra point supprimer et ne supprimera pas l'état de siège, n'accordera pas non plus l'amnistie, M. Maniu, qui était présent, *n'a pas fait le moindre mouvement de dénégation*. Précisément cette acceptation rendra très vite inutile l'*intermezzo* gouvernemental nationaliste-populiste. Car, d'une part, en continuant le régime de l'oligarchie et du Palais, ce nouveau gouvernement ne pourra aucunement apaiser la crise économique, politique et sociale — et

le mécontentement populaire ira grandissant ; et d'autre part, en voyant la réalisation du programme libéral, pourquoi les libéraux ne prétendraient-ils pas eux-mêmes, dans six mois d'après l'opinion de M. Vintili Brătianu, ou dans une année d'après celle de M. Al. Constantinesco, réaliser eux-mêmes leur propre programme avec plus de garantie et de compétence que des étrangers !

Quel que soit le changement à advenir dans le décor gouvernemental, il est clair que, tant sur le terrain économique que sur le politique, *aucun changement essentiel n'aura lieu*. Un seul changement se produira : au sein des masses. Elles comprendront la futilité des espérances placées en les chefs actuels de l'opposition unie et arriveront à la conviction que seul le front unique de combat des masses ouvrières, paysannes et « minoritaires » peut balayer définitivement le régime oligarchique.

I. Mateescu

P. S. — Le gouvernement libéral a démissionné et les derniers télégrammes confirment les suppositions de notre collaborateur : malgré l'abdication des chefs nationaux on a appelé au gouvernement l'homme de paille des libéraux, le général Averesco. N. D. L. R.

Nouveaux gibets en Bulgarie

Le ministre-président Liaptcheff montre chaque jour davantage que son gouvernement ne diffère en rien, absolument en rien, de celui de Tsankoff. La politique que le nouveau gouvernement fasciste poursuit ne consiste pas qu'à protéger des spéculateurs et des banquiers ; elle consiste en la terreur, les bastonnades, les violences, les meurtres et les « disparitions sans traces » ; en une insouciance criminelle des intérêts des ouvriers, paysans et artisans, des petits commerçants, des salariés de l'Etat, des réfugiés, des invalides, des pensionnés, etc. ; en la suspension des libertés constitutionnelles ; en la pleine liberté des facteurs irresponsables de massacrer des ouvriers et des paysans bulgares.

Une « amnistie » fut octroyée, mais elle n'était que pour les brigands et les voleurs.

En effet, l'« amnistie » atteignit bien aussi quelques centaines d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de jeunes gens, mais ce simplement pour jeter de la poudre aux yeux du peuple bulgare et faire accroire à l'opinion publique internationale qu'un changement aurait eu lieu dans le gouvernement de la Bulgarie. Cependant, ceux des émigrés qui tombèrent dans le piège de la dictature militaire payèrent cher leur crédulité. A peine de retour, ils devaient faire tout ce que les autorités exigeaient d'eux. Et ces derniers voulaient forger de nouvelles armes contre le parti communiste et l'union populaire agrarienne. Les émigrés devaient fournir les « preuves » des prétendus plans et conspirations de ces partis. Cette naïveté coûta la vie à bon nombre d'émigrés. Treize émigrés de la région de Kustendil furent massacrés dès leur retour dans leurs foyers. D'autres habitants de la région de Bourgas furent tués, ou vont l'être. Ceci fut communiqué dans le journal *Slovo* au public bulgare par l'obscurantiste et assassin bien connu, le général Yostoff, annonçant avoir lu dans les journaux et appris par des lettres privées que les « assassins » du lieutenant Péeff à Kayali « sont des amnistiés retournés dans leurs villages et reçus avec des fleurs, des chansons et des discours par l'instituteur et les élèves, et que l'un des assassins se serait vanté qu'ils étaient de nouveau organisés pour de nouveaux meurtres ». Pour sûr, ces émigrés, l'instituteur du village, et peut-être aussi quelques parents d'élèves, « disparaîtront sans traces ».

Après la suppression de l'état de siège, les tribunaux militaires cessèrent de juger des communistes et des agrariens. Mais le rôle de bourreaux qu'ils exerçaient, fut dignement assumé par les tribunaux civils. Les procès ne cessent point. Et comment cesseraient-ils ? Des milliers de détenus doivent être jugés ; beaucoup d'entre eux ne doivent pas vivre. Et les procès se suivent. Des sentences monstrueuses sont prononcées. Les procédés servant à tirer des « aveux » et la manière d'examiner ces procès sont ceux bien connus de la sanglante justice militaire. On tire des « aveux » par des bastonnades, par des tortures ; comme « témoins principaux » se présentent devant les tribunaux des fonctionnaires de la Sûreté Générale et diverses autres personnes envoyées par l'autorité policière. Les sentences sont stéréotypiques : les mêmes motifs, les mêmes peines que chez les tribunaux militaires.

Nous reproduisons en ce lieu deux procès dont les sentences prononcées provoquèrent une indignation particulière dans le pays et à l'étranger.

Procès contre les réfugiés à l'étranger — à Sofia :

118 personnes accusées ; 11 personnes condamnées à mort par pendaison sur une place publique, dont les accusés Peter Yaneff et Kiril Pavloff, anciens ministres dans le cabinet de Stambolitsky, avaient été brûlés il y a dix mois dans le four de la Sûreté Générale ; 16 condamnés à mort, dont l'exécution ne devra pas se faire sur une place publique ; 6 autres ont été condamnés aux travaux forcés pour de longues années ; et les amendes prononcées s'élevèrent à plusieurs millions de lewas.

Procès contre 151 « conspirateurs » à Sliven, dont 32 condamnés à mort, 12 à la prison perpétuelle et 26 à des peines de 1 à 15 années de prison.

Le gouvernement de la dictature militaire prépare de nouveaux gibets ... 59 nouvelles sentences à mort. Et si les citoyens bulgares condamnés dans le premier procès ne se trouvent heureusement pas en Bulgarie, par contre tous les condamnés à mort de Sliven sont dans les cachots de Liapcheff-Volkoff.

Ces sentences sont une nouvelle provocation de la Ligue des officiers envers le peuple bulgare, une nouvelle provocation envers les masses ouvrières et envers l'opinion publique à l'étranger.

G. Kazanovsky

Pangalos, président de la République

La vie politique et sociale de la Grèce traverse une nouvelle crise historique. Pangalos a institué la dictature et il s'efforce d'être un nouveau Mussolini, mais le Mussolini grec a et aura toujours des traits balkaniques. On peut même dire que notre héros Pangalos, est un Mussolini d'opérette.

Il y a quelques jours, les journaux annoncèrent la démission de M. Coundouriotis, le président de la République. La démission sans aucun motif d'un président d'une République constitue déjà une chose curieuse. C'était au lendemain de la proclamation, *sui generis*, de la dictature de Pangalos et à l'occasion de la « démission » du ministre de la marine, l'amiral Hadjikiakos, que l'on a parlé pour la première fois de la « démission » de M. Coundouriotis. Et toute la série des « démissions », des changements dans le gouvernement, et spécialement dans le corps des officiers supérieurs caractérise la crise de la vie politique en Grèce.

La démission du président, présentée comme le point culminant de la crise de ces derniers trois-quatre mois, montre :

a) Que la crise est bien plus profonde qu'elle n'est exposée devant « l'opinion publique » ;

b) Que la force de la dictature de M. Pangalos est bien plus grande qu'on ne le pense ;

c) Que les soi-disants partis de l'opposition bourgeoise ont été et restent, non pas des partis politiques, mais des coteries, des politiciens sans programme, sans racines dans les masses populaires, partant sans intérêt pour ces masses. Leur seul but est de s'enrichir — par la politique. Voilà « la voie dialectique » de l'homme politique grec !

Dans quelques jours aura lieu le « plébiscite » pour le nouveau président — malgré que la Constitution grecque dise que « l'élection du président de la République se fait par le Parlement ». Mais le Parlement n'existe pas pour M. Pangalos. Il y a quelques mois, en janvier 1926, le ministre-président voyant qu'il ne pourrait pas s'assurer une majorité dans le Sénat qui devait se constituer, ... ajourna *sine die* le Parlement qui, tout en donnant une majorité fidèle à la politique impérialiste et guerrière de l'Angleterre, ne fut pas toujours aussi servile à M. Pangalos. Alors, le Parlement fut considéré par M. Pangalos comme « anti-démocratique », et il préféra ... « prendre la responsabilité de la situation entre ses mains », afin, dit-il, « qu'en m'appuyant sur l'ilot national, c'est-à-dire sur la confiance des forces armées, je sauve la patrie... ».

Et l'on voit bien maintenant comment il a sauvé la patrie : les officiers tant soit peu capables ont été chassés de l'armée ; l'amiral Hadjikiakos, qui a réorganisé la marine, a dû démissionner ; le peuple travailleur a donné 25% de son argent pour l'emprunt forcé ; le nombre des chômeurs augmente ; les réfugiés crèvent de faim sous le beau ciel hellénique ; les anciens combattants restent dans les rues, tendant la main pour l'aumône... tandis que tout le pays est dirigé par des policiers et par l'ambassade anglaise.

On parle maintenant de la candidature de M. Pangalos à la présidence. Si les partis de l'opposition bourgeoise ont le courage (peut-être sous l'impulsion de la politique impérialiste de la France) de poser leur candidat, c'est sûr que M. Pangalos tentera d'exploiter sa ... popularité, car il prétend être aimé par tout le peuple grec. Il l'a déclaré lui-même le 24 février, de retour de Salonique, où il a tenu « un grand discours » ! M. Pangalos a dit aux représentants de la presse :

« Je suis enthousiasmé de la réception qui m'a été faite à Salonique. Elle a dépassé toutes mes prévisions. De l'aveu général, jamais il n'y eut, au cours d'une réception officielle, de manifestations spontanées aussi enthousiastes. Elles ont dépassé toutes celles qui ont été faites jusqu'ici aux rois ou aux premiers ministres. »

C'est l'argument dont il se sert pour prouver qu'il deviendra président de la République ! Et si cela ne suffit pas, en voici encore un : ce fut M. Pangalos qui eût l'idée géniale d'interdire aux femmes de porter les jupes plus courtes que 35 centimètres au-dessus du sol !

Ce sont deux qualités absolument nécessaires pour pouvoir être élu président d'une République « démocratique » : l'amour du peuple et ... le gardien de mœurs familiales ; deux qualités qu'a le candidat Pangalos !

Il sera donc président de la République ... si, par peur que le candidat de l'opposition se serve aussi de sa « grande popularité » dans le peuple, M. Pangalos ne trouve l'occasion d'ajourner *sine die* l'élection. Dans ce cas, le démocratisme de M. Pangalos sera unique dans le monde : il prouvera que pour le peuple travailleur de la Grèce, l'existence seule de M. Pangalos suffit, que cela seul le sauve !

20 mars 1926

K. Poulopoulo

La session de mars de la Chambre et du Sénat albanais

En mars, la Chambre et le Sénat albanais se réuniront en session ordinaire.

Nous ne savons pas au juste ce que ces institutions, au service de la dictature personnelle du Président actuel de l'Albanie et de l'étranger, vont arrêter, mais nous pouvons prédire avec assurance qu'on ne fera rien en faveur du peuple albanais, mais en faveur des voisins capitalistes de l'Albanie.

Lors de la dernière session de l'Assemblée Nationale, une commission parlementaire avait été formée pour tirer au clair l'activité de l'ancien ministre des finances Mufid Bey Libohova.

Mufid Bey Libohova, un italophile déclaré, a été l'un des collègues d'Ahmed Zogou avec lequel ce dernier travailla le plus étroitement à l'invasion de décembre 1924. Lorsque Zogou préparait ses bandes armées en Yougoslavie, Mufid en organisait en territoire grec. Après l'invasion, il fut nommé ministre des Finances par-intérim et ministre des affaires Etrangères.

Le portefeuille des finances a été très avantageux pour Mufid Libohova, qui se mit immédiatement à la besogne, octroyant des concessions à qui bon lui semblait. Nombreuses concessions furent accordées à des étrangers, toutes d'une importance vitale pour l'avenir économique du pays. Et le peuple apprenait avec étonnement que Mufid, dont la situation financière était loin d'être brillante, était parvenu à régler les dettes qu'il avait faites pendant plusieurs années, et qu'il disposait même de sommes importantes.

Ahmed Zogou, pour donner satisfaction, entre autres, au gouvernement de Belgrade, qui se plaignait des larges concessions données à l'Italie en Albanie, éloigna Mufid du ministère et donna l'ordre au Parlement d'ouvrir une enquête contre lui.

La commission, après avoir examinée la question, rédigea un rapport où elle énumère toutes les actions de Mufid et l'accuse de la haute trahison. La question doit venir devant le Parlement lors de la session actuelle.

Mufid ne nie aucunement avoir touché des sommes des concessionnaires, mais il déclare que cela a été fait « dans l'intérêt de la patrie » et refuse de donner des explications à la commission, la renvoyant au Président de la République « qui a eu connaissance de tout ce qui s'est passé ». Que le Président de la République Ahmed Zogou ait eu connaissance de toutes ces opérations avantageuses, et qu'il en ait reçu sa part de lion — nul ne l'ignore en Albanie, et point n'eût fallu pour cela les déclarations de Mufid bey.

Tel étant le fond de la question, nous sommes persuadés qu'Ahmed ne se hasardera pas à la porter devant le Parlement. Mais nous croyons que le Parlement sera saisi de la question de l'émission des billets de banque de la Banque Nationale, à laquelle il doit faciliter la mise en circulation de ces billets dans le pays.

Il ne faut pas oublier qu'en Albanie le commerce se fait en or napoléons — et en argent — couronnes —, et que les paysans refusent d'accepter des billets de banque avec lesquels ils eurent une très mauvaise expérience durant la guerre. Si donc l'on ne remédiait à cet état de chose, la concession de la banque perdrait beaucoup de sa valeur, car l'un des principaux objectifs était de donner du papier et de retirer l'or. Le Parlement qui n'existe que pour servir les intérêts étrangers, facilitera les concessionnaires dans leur besogne de pilliers du peuple albanais.

Le Parlement aura aussi à ratifier les concessions politiques accordées dernièrement aux Grecs, qu'on tient encore dans le plus grand secret. Le gouvernement fait publier par les journaux à sa solde (les seuls qui existent) que les résultats obtenus par les négociations avec la Grèce sont un grand succès pour le peuple albanais. Qu'il nous soit permis d'être pour le moins sceptique, car connaissant bien la mentalité des gouvernants grecs, leur prétention sur l'Albanie du sud, qu'ils appellent tout simplement *Vorios Ipiros* (Epire du Nord), et sur la population chrétienne de cette province qu'ils considèrent toujours comme des Grecs, alors qu'elle est absolument albanaise, de race et de langue, nous avons toutes les raisons d'éprouver des craintes.

Le gouvernement albanais et son Parlement ont aussi considéré comme de grands succès diplomatiques la cession de St. Naoum et de Vermochi à la Yougoslavie, et comme de grands succès financiers les concessions de la Banque et autres ; mais dans leur for intérieur une grande majorité des parlemen-

taires ont bien compris la portée réelle de ces concessions et cessions. Il y en a beaucoup qui avouent que ce furent des fautes impardonnables commises contre l'indépendance politique et économique du pays.

Mahlheureusement, la composition de la Chambre et du Sénat ne répondant pas à la volonté du peuple, ont peut s'attendre à tout de leur part. Les gens qui y siègent ne sont que des serviteurs du régime existant et n'ont d'autre volonté que celle de leur maître. Ces petits mercenaires du grand mercenaire ne font que ce que ce dernier leur ordonne. Il est arrivé à maintes reprises que des discours contre telle ou telle question furent prononcées, mais au moment de prendre la décision définitive y relative, on n'a jamais vu quelqu'un voter contre.

L'avenir nous montrera jusqu'à quel point nos craintes sont justifiées quant aux accords avec la Grèce. Mais nous pouvons affirmer d'ore et déjà avec certitude que toutes les questions qui seront résolues par la Chambre ou le Sénat ne le seront qu'au détriment du peuple albanais, qui, poings et pieds liés, est soumis à l'esclavage du militarisme de ses voisins et du capitalisme international.

Italie, mars 1926

K. G.

La responsabilité du gouvernement serbe dans la guerre mondiale

(A propos d'un discours prononcé à la Skoupchtina de Belgrade)

Le 26 février dernier, c'est pour la première fois qu'on entendit parler de la responsabilité dans la guerre mondiale au Parlement de Belgrade. Le débat se produisit à propos du budget de la Présidence du Conseil. Il vint de l'opposition, de M. J. Yovanovitch, leader du parti paysan serbe.

En parlant sur les grandes sommes que demande la Présidence du Conseil M. Yovanovitch attaqua sans réticence le ministre-président, déclarant que son principal argument contre les fonds secrets est que ces deux dernières années on ne fit rien pour contrecarrer une campagne « honteuse » qu'on mène à l'étranger « contre le royaume de Serbie, ses hommes d'Etat et son souverain ». Cette campagne consiste à dire « que la Serbie, le royaume de Serbie, et surtout son gouvernement sont responsables pour la guerre mondiale ».

M. Yovanovitch considère que les initiateurs de la campagne sur les responsabilités à porter devant l'humanité et devant l'histoire sont les professeurs patriotes allemands, qui ont réussi par une lutte tenace à faire accepter leur thèse par un nombre respectable de personnes en Angleterre, en Amérique et en France. Leur but est de dégager la responsabilité de l'Allemagne, sans égard sur qui celle-ci retombera. Ne pouvant réussir à faire porter la responsabilité à l'Angleterre et à la Russie, ils essaient de la faire retomber sur la Serbie. Et « grâce à notre nonchalance ils ont réussi, ces derniers temps, à faire croire en Amérique et en Angleterre que nous sommes vraiment responsables. Ils nous accusent d'avoir su en 1914 ce qu'on préparait à Sarajévo pour Vidovdan, et nous font le grief de n'avoir rien fait pour empêcher cet acte ». Ensuite M. Yovanovitch accuse Pachitch de n'avoir jusqu'aujourd'hui rien dit sur une question aussi importante. Il termine son discours par ces paroles : « Il est nécessaire que la Serbie sorte complètement intacte. En ne faisant rien et en laissant nos amis dans le doute, nous portons un coup dur à notre crédit à l'étranger. Et si plus tard nous avons des difficultés dans la question des réparations, la régularisation des dettes et dans notre crédit, croyez-m'en bien que ce doute en aura sa part et nous fera beaucoup de mal. C'est pourquoi, je crois qu'il est temps de parler sur cette question. »

Quelque regret qu'on ait que ces constatations fussent venir d'un chef de l'opposition appartenant au parti paysan, il est utile, même sur ce ton, qu'on ait commencé à parler sur cette question importante au Parlement.

Il est probable que ces affirmations gratuites pousseront quelques hommes en Yougoslavie, qui ont le courage de regarder la vérité en face et de défendre les intérêts du peuple malgré et contre les intérêts des souverains et des gouvernements — à exposer un autre point de vue sur la question de la responsabilité dans la guerre mondiale. La thèse, non des professeurs patriotes allemands, de qui, du reste, M. Yovanovitch ne diffère nullement par son degré de fanatisme nationaliste, mais celle de la vérité historique nous importe avant tout. Or, cette vérité pousse à la lutte contre l'oppression légalisée créée par le traité de Versailles; elle se confond avec l'intérêt actuel et futur de l'humanité.

Aujourd'hui, ce point de vue exact sur la question des responsabilités dans la guerre mondiale est accepté par tous les hommes libres d'Europe et d'Amérique.

Dans la discussion qui se développe de plus en plus ces dernières 5 ou 6 années, *La Fédération Balkanique* y a contribué largement, en révélant d'arguments jusqu'alors inconnus. Cela, pour démontrer que le gouvernement serbe et la Cour de Serbie sont responsables pour la guerre mondiale, car des mois avant l'attentat de Sarajévo, ils étaient au courant des préparatifs et ne firent rien pour l'en empêcher.

La thèse de *La Fédération Balkanique* ne fut réfutée et ne pourra l'être par le gouvernement serbe. Pour sanctionner le fait que le gouvernement serbe et la Cour de Serbie sont responsables pour la guerre mondiale, nous demandons la révision du procès de Salonique, qui n'est que l'épilogue de l'attentat de Sarajévo, afin qu'on puisse découvrir les véritables coupables de celui-ci.

Cela prouve que la thèse sur la responsabilité du gouvernement et de la Cour serbes — qu'il ne faut jamais confondre avec la Serbie et le peuple serbe — pour la guerre européenne, n'est pas la thèse des patriotes allemands, comme le prétend M. Yovanovitch, mais serbe.

Loin de nos la pensée de vouloir démontrer que la responsabilité pour la guerre européenne retombe exclusivement sur le gouvernement et la Cour serbes. Il y a d'autres grands coupables, qu'il ne faut nullement épargner. Mais dans cette question nous nous inspirons de l'auteur de *La biologie de la guerre*, du Dr. Nicolaï, qui dit : « Il ne faut chercher les responsabilités et les fautes des autres, mais les nôtres popres. » Et c'est notre devoir de serbes d'agir ainsi, car nous n'oublions jamais les intérêts des paysans et des ouvriers serbes. Nous n'affirmons pas que nos responsables le soient le plus. Il y a certainement de plus grands responsables. Petit Etat dépendant des puissances capitalistes étrangères, la Serbie était seulement une arme aux mains des tiers. Mais cela ne disculpe nullement la Cour et le gouvernement ni devant le peuple serbe ni devant le jugement de l'histoire. Ils sont des pions sur l'échiquier politique de la Russie tzariste et de la France, et cela fit débiter le carnage européen. Ce fait à lui seul suffit pour constater leurs responsabilités et leurs fautes.

Ce que nous prétendons est ceci. Le traité de Versailles est fondé sur le mensonge que seules les puissances de l'Europe centrale sont responsables pour la guerre européenne. Comme tel ce traité est impérialiste et a créé dans le monde, non la paix, mais un terrain propice pour de nouvelles guerres de conquêtes. Sans établir la responsabilité pour la guerre dans l'autre camp, la révision du traité de Versailles n'est pas possible, révision nécessaire pour rétablir l'équilibre social et la paix dans toutes les parties du monde. Pour établir les responsabilités des Alliés dans la guerre européenne il est nécessaire avant tout d'établir les nôtres. La responsabilité de la Cour et du gouvernement serbes est la clef, non seulement pour les démasquer, mais pour établir les responsabilités de la Russie tzariste, et par elle des autres pays alliés. Pour établir les responsabilités de la Cour et du gouvernement serbes dans l'attentat de Sarajévo et le déclenchement de la guerre, la révision du procès de Salonique est indispensable, car elle démasquera la Cour et le gouvernement serbes comme les seuls et uniques responsables de l'attentat de Sarajévo.

En énumérant ces vérités nous ne défendons aucunement la thèse allemande, mais par notre lutte nous voulons aider les amis de la liberté et du progrès de l'humanité à l'étranger, en même temps que ceux du pays qui aspirent à la paix et au bien être du peuple.

M. Yovanovitch, tout en interprétant fausement la responsabilité dans la guerre européenne, pour autant qu'elle concerne le gouvernement et la Cour serbes, a compris la grande importance de cette question. Cela, nous le lui reconnaissons, en même temps aussi qu'il est le seul qui ait fait une déclaration publique au Parlement yougoslave. Mais il y a une énorme différence entre sa thèse et la nôtre. Cette question doit être placée sur une plateforme juste, qui est la nôtre. De cela dépend sa solution et les résultats qui en découleront après celle-ci. Placée sur notre base, la question sera résolue aux dépens du gouvernement et de la Cour serbes. M. Pachitch prévoit cela et garde le silence ne voulant donner la moindre explication. M. Lioubomir Yovanovitch prononça des mots définitifs, dans sa déclaration connue sur l'attentat de Sarajévo. La solution de cette question donnera un grand résultat : le renversement de la monarchie yougoslave. C'est ce qu'exige la lutte des classes des ouvriers et des paysans yougoslaves, et la lutte pour les droits et l'égalité des peuples opprimés de la Yougoslavie.

M. Vladimirov

Protestation à Bruxelles contre la terreur blanche dans les Balkans

Bruxelles, Février 1926

(Correspondance spéciale)

La vaste salle du Lion d'Or à Bruxelles offrait hier soir un grandiose et émouvant spectacle de la solidarité internationale contre la barbarie sous laquelle gémissent les peuples balkaniques. Une foule compacte de Bruxellois, des classes les plus différentes, avait répondu à l'appel du Comité franco-belge pour la défense des victimes de la Terreur blanche en Bulgarie et dans les Balkans, récemment constitué sur initiative du Comité Parisien. Un meeting de protestation avait été organisé, et l'on avait tenu à ne pas manquer à ce devoir d'humains.

Quatre orateurs se dressèrent tour à tour — Daniel Renoult, Paule Lamy, Plisnier, Henri Torrès; quatre autorités; ils avaient visité eux-mêmes les pays balkaniques où se déroule la sombre tragédie; et leurs frémissantes paroles exprimaient l'horreur vécue, la révolte humaine ressentie à la vue des souffrances inouïes d'autres humains torturés et massacrés. Ils avaient vu ces tueries exécutées par des bandes soigneusement entretenues par les « gouvernements » afin de supprimer les mécontents; ils en ont rapporté le cauchemar de la bête égorgeant pour maintenir sa domination.

Daniel Renoult, parlant le premier, releva combien iniques ont été les traités dits « de paix » pour les masses du peuple; il en est résulté la continuation des revendications nationales — et, une répression sauvage. Puis il souligna comment les féodaux terriens enlevèrent tout moyen d'existence aux petits paysans qui, acculés, revendiquèrent le partage des terres et l'accession à la propriété rurale; une répression bestiale fut la réponse du gouvernement.

Daniel Renoult cite des faits, des précisions. On l'écoute, on frémit — et lorsque, à la fin de son exposé, il lance un appel ardent aux Belges de se grouper autour du Comité pour une action efficace en faveur des malheureux livrés à un arbitraire sans fin, tous les auditeurs lui témoignent leur sympathie pour l'œuvre humaine, humanitaire, qu'il a entreprise, à laquelle tous vont adhérer.

M^{lle} Paule Lamy lui succéda à la tribune. Elle releva en termes émus et émouvants le régime bestial des boyards, le règne sanguinaire des gendarmes. Les traités de paix, dit-elle, ont saboté la paix, et les gouvernements balkaniques ont saboté les quelques bribes en faveur des peuples que l'on pourrait peut-être obtenir de ces traités. Elle cite aussi des faits, des témoignages. Elle a vu — elle en frémit encore d'épouvante. Son émotion gagne l'auditoire. Et lorsqu'elle proclame que les gouvernements capitalistes de là-bas ayant besoin de capitaux occidentaux, il y avait donc là un moyen d'intervenir efficacement, on lui dit, par des applaudissements, combien l'on ferait tout pour trouver enfin le moyen de mettre une fin aux barbaries des gouvernements balkaniques.

M^e Plisnier élève ensuite sa voix puissante. Il a constaté en Bulgarie que, comme au moyen âge, la torture est dans ce pays un procédé d'instruction. Il cite de nombreux faits. Les murmures qui secouaient l'assemblée d'horreur se font plus frémissantes encore lorsqu'il relate comment un journaliste a été brûlé vif dans la chaudière du chauffage central de la préfecture de police à Sofia. M^e Plisnier commente aussi cette loi sur la sécurité de l'Etat qui, dans tous les pays balkaniques, a ouvert toutes grandes les portes à l'arbitraire et les monstruosité juridiques les plus iniques. Et les gouvernements en font dans les Balkans un abus bestialement cynique. Il ne comprend pas qu'en présence de tels actes de barbarie, les gouvernements d'occident, quoique bourgeois, ne s'en soient pas encore émus; aussi se demande-t-il si cette retenue des gouvernements et de la presse gouvernementale de l'Occident n'est pas en réalité la complicité du silence. Il demande, enfin, aux auditeurs leur appui pour mener à bonne fin l'œuvre difficile de la libération des peuples opprimés balkaniques, et il est salué par de vives marques de sympathie.

Vint enfin M^e Torrès. Il précise d'abord que le Comité de Défense des victimes de la terreur blanche en Bulgarie et dans les Balkans est en dehors de tout parti. En France on y voit des hommes comme Victor Bach, le professeur Langevin — et des ouvriers authentiques parisiens. Il déclare que Bruxelles, comme Paris, doit être le point de départ du mouvement contre la terreur blanche.

M^e Torrès, qui s'est rendu au procès de Tatar Bounar pour arracher quelques malheureux des griffes de la « justice » roumaine, fait le sombre tableau du martyr de la Bessarabie, où règnent, par la cruauté, tous les officiers compromis, tous les gendarmes voleurs. Ce pays, dont le sol est si riche et généreux, souffre de la famine, car le gouvernement roumain ne lui a donné ni wagons, ni transports, ni ports; les gens meurent de faim — alors qu'à 100 kilomètres de là se trouve le grand port d'Odessa! La Bessarabie, sous le régime des boyards, est devenu un foyer de troubles, d'excès, de frictions violentes pour l'Europe. Le feu de la guerre européenne y couve. « En défendant les victimes de la terreur blanche, conclut Torrès, n'oubliez pas que vous défendez vos enfants contre la nouvelle guerre européenne. »

Salué par des ovations, l'orateur termine son exposé et la foule, émue se disperse décidée à contribuer à l'œuvre du sauvetage des malheureuses populations balkaniques.

Louis Mesnard

Pour Voukachine Markovitch

La question du Monténégro reste toujours ouverte. Les hégémonistes de Belgrade ont beau faire croire qu'elle est définitivement résolue; les réalités, plus fortes que leurs désirs, sont là pour les démentir on ne saurait mieux. Le Monténégro sous

le joug aspire fermement à son indépendance et à sa libération. Le malaise général qui règne dans le pays, les soulèvements fréquents, l'insécurité, les luttes armées, les résultats électoraux — en sont autant d'éloquentes preuves.

Le nom du Dr Voukachine Markovitch — qui s'est réfugié dernièrement à Vienne pour échapper à la mort — est étroitement lié à ce mouvement libérateur. On peut même dire qu'il en est l'âme et l'étendard. Détenu dans la prison de la capitale autrichienne, le gouvernement de Belgrade s'empresse de demander son extradition, l'accablant des crimes les plus fantaisistes.

Heureusement que le nom de Voukachine Markovitch est trop connu pour que les ignobles calomnies des satrapes de Belgrade puissent être prises au sérieux par qui que cela soit. S'il y a quelqu'un pour lequel on peut dire que son passé répond de son présent, c'est bien le cas de V. Markovitch. Toute sa vie n'est qu'une longue suite de luttes pour les exploités et les opprimés. Le désintéressement absolu, les privations et la hardiesse la caractérisent. Cet inflexible révolutionnaire, toujours dans la mêlée, toujours sur la brèche, est un de ces chefs à qui ne répugne aucun travail, si modeste et si téméraire soit-il.

Le Dr Voukachine Markovitch a plus de 55 ans. Dès son jeune âge il quitte son pays natal, le Monténégro, pour continuer ses études en Russie. Là, il entre en contact avec les cercles révolutionnaires ouvriers et étudiants, auxquels il ne tarda pas à s'affilier et à y militer activement. Et depuis, sa vie sera celle de tous ceux qui travailleront inlassablement au renversement du régime tsariste. A la fin de ses études — qu'il termina à l'Université de Moscou — V. Markovitch s'installa en Russie, qu'il ne quittera définitivement qu'en 1921, époque à laquelle il rentra en Yougoslavie.

A peine rentré, son odyssée commence. Il est emprisonné à la Glavniatcha de Belgrade, où on le retient pendant un certain temps. Libéré, il repart pour le Monténégro. Là, il se rend immédiatement compte que les autorités veulent, à tout prix, se débarrasser de lui, partisan de l'indépendance sociale et nationale du Monténégro, car ils redoutent son agitation dans les masses paysannes, où il devient de plus en plus populaire. Pour échapper aux persécutions et à la mort des sbires de Belgrade, il gagne la montagne. Déclaré hors la loi, on donne 100.000 dinars à celui qui aura sa tête, morte ou vivante.

Des bataillons de soldats et de gendarmes sont envoyés à sa poursuite, mais il reste insaisissable. Ces dures années de vie qu'il vécut avec ses partisans, sont celles d'un combattant farouche prêt à tout, mais ne se soumettant jamais aux tyrans. C'est par sa grande popularité qu'on s'explique que malgré tous les traquenards qui lui furent dressés, il ne put jamais être attrapé, car les paysans du Monténégro l'idolâtrèrent, et chaque chaumière était un refuge pour lui.

On l'accuse d'assassinats et de crimes, tandis qu'on sait qu'il ne fit jamais rien que défendre sa vie et donner des soins, à ses risques, aux paysans malades. Comme on ne pouvait s'emparer de lui, on commença à terroriser les paysans de sa contrée — les Pipers — qu'on força à demander à Voukachine Markovitch de se rendre aux autorités, qui avaient donné leur parole d'honneur de le laisser en liberté. Parole d'honneur de satrapes! V. Markovitch fut de nouveau l'hôte de la prison de Cettigné, qu'il ne quittera qu'en s'échappant à nouveau, quelques mois après, dans la montagne.

Pour prouver les mensonges de la clique de Belgrade il suffit de rappeler qu'on l'inculpa d'avoir assassiné l'ingénieur Miouchkovitch. Or, au procès de Cettigné, qui se déroule depuis des mois, il fut prouvé et le tribunal fit sienne cette preuve, que l'assassinat de Miouchkovitch fut commis par les agents de Yovan Plaménatz, cet agent de l'impérialisme italien, traître à la cause du peuple monténégrin et laquais de Belgrade. Le tribunal demande même la comparution de Plaménatz devant lui pour répondre de ce crime. Mais le gouvernement, au lieu de laisser la justice agir, nomma l'assassin Plaménatz son ministre plénipotentiaire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Prague. Cela suffit, nous semble-t-il, pour voir combien peu sont fondées les accusations portées contre V. Markovitch.

Ne pouvant rien contre lui on se venge sur ses proches. Toute la famille des Markovitch est devenue une famille de martyres. Son vieux père fut malmené et traqué à maintes reprises. Sa nièce Stoya Markovitch, surnommée « l'héroïne de fer », après avoir échappé de la prison de Cettigné fut attrapée par les gendarmes et ramenée pour purger ses quinze années de prison, pour le seul crime de lutter pour l'indépendance du Monténégro. En condamnant si injustement cette jeune fille à quinze années, le tribunal de Cettigné condamnait à autant son frère Yolé.

En demandant l'extradition de V. Markovitch, Belgrade croit qu'il pourra enfin s'emparer de son redoutable ennemi. Il ne sera pas dit qu'il aura sa tête. Un pareil acte révolterait toute conscience humaine.

N. Mermet

REVUE DE LA PRESSE

Presse autrichienne

La déprivation des autorités roumaines

L'*Arbeiter-Zeitung* de notre ville publie dans son numéro du 12 mars sur deux procès qui ont lieu en Roumanie des détails que nous reproduisons :

« Devant la Cour militaire à Chisinau se déroule actuellement le procès dit « des soixante-cinq », dans lequel des communistes sont accusés d'avoir ourdi un complot à Chisinau et à Galatz pour renverser le gouvernement roumain. Au cours du procès, il a été cependant établi que toute cette affaire a été inventée de toutes pièces par des provocateurs de la Siguranza qui, pour avoir des preuves pour leurs combinaisons fantastiques, n'ont pas reculé devant les crimes et les bestialités les plus iniques. Des tortures inhumaines, épouvantables ont été infligées aux accusés par la Siguranza pour leur arracher des « aveux ». Car la Siguranza a besoin de ses « complots contre la sécurité de l'Etat » ; autrement, on n'aurait certainement plus besoin d'elle. Voilà comment, en Roumanie, les libéraux sauvent l'Etat. »

« Le procès « Fokker » met, par contre, en évidence la vertu civique des patriotes patentés des libéraux. Une maison étrangère reçut une commande d'aéroplanes. A leur livraison, il fut constaté que ces appareils étaient absolument inutilisables ; leur essai coûta même des vies humaines. L'affaire provoqua un énorme scandale, qui est jugé devant la Cour militaire à Bucarest. Le général Heutescu, chargé par le ministère de la guerre de surveiller la livraison, appelé comme témoin, fit des dépositions intéressantes. Il dit que cette commande avait été demandée d'urgence par le ministère de la guerre, et il ajouta : « Il n'y a aucune commande d'aéroplanes faite par nous sans qu'il n'y ait des personnes intéressées. Les unes sont intéressées, et les autres doivent en souffrir ! »

Ce ne sont pas les déclarations d'un révolutionnaire, ce sont celles d'un général, d'un spécialiste militaire, d'un expert qui s'y entend !

Le régime libéral a de précieux auxiliaires !

Presse roumaine

La grève des étudiants fascistes

La *Romania Muncitoare*, journal des ouvriers roumain de Paris, écrit : « Personne n'ignore que la grève fut soigneusement préparée par M. Tataresco, secrétaire d'Etat à l'intérieur, en vue de permettre à son gouvernement de prendre une revanche de l'échec subi aux élections municipales. C'est pourquoi les cahiers de revendications présentés au ministre de l'Instruction publique et au Sénat universitaire englobent une série d'exigences purement politiques. »

« La bête noire de l'antisémitisme roumain est de nouveau excitée. Et c'est sur ce terrain que M. Angelesco (le ministre de l'Instruction publique) et la délégation gréviste se trouvèrent dans un fraternel accord. »

« Nous ne pouvons pas légaliser le « Numerus clausus », l'étranger nous le défend ; mais nous le pratiquons en fait par la loi du baccalauréat. Sur 7500 candidats aux Universités qui se sont présentés en 1925, 2500 seulement ont été reçus. »

Voilà donc l'aveu ministériel. L'antisémitisme est en fonction et, si on ne peut pas le pratiquer légalement, on le pratique autrement.

Un autre désir des fascistes est à souligner dans leurs revendications : c'est celui d'exclure les étudiants suspects de sympathiser avec les communistes. Sous ce titre sont classés tous les étudiants anti-fascistes. Peuvent-ils jamais plaire aux bandes fascistes ? Certes, non. Et ils exigent l'exclusion de ceux-ci des Universités, des laboratoires, des foyers, etc.

La réponse de M. Angelesco fut, là aussi, un aveu d'intelligence avec les grévistes. « Faites-moi, a-t-il dit, une liste de tous les suspects d'idées subversives, et la Siguranza, d'accord avec les autorités universitaires, prendra les mesures nécessaires. »

* * *

« A Bucarest, personne ne prend au sérieux l'appel à la grève générale des étudiants, et celui-ci est resté sans écho. Ceux de Cluj et de Iassy, réunis en assemblées générales, ont rejeté la proposition de grève. Probablement que le seul mouvement de Bucarest suffira au gouvernement pour accomplir ses desseins réactionnaires. Dans cette période trouble pour lui, et à la veille des élections législatives, il a besoin d'auxiliaires. »

Les journaux roumains publient d'ailleurs de longues listes des étudiants et étudiants juifs qui ont été maltraités par les fascistes. Beaucoup ont dû être internés à l'hôpital. Ont été d'ailleurs malmenés des étudiants roumains aussi qui s'opposent à la terreur gréviste des étudiants fascistes.

L'Adeverul du 14 mars écrit entre autres :

« Les luttes de l'Université ont pris le caractère d'une vraie guerre. En effet, hier, à deux cours, le gréviste ont jeté des gaz asphyxiants. Le fait est confirmé par le Sénat Universitaire. »

Mais les étudiants ne sont pas coupables. Les autorités les ont laissés « jouer » un peu avec les juifs. Des carreaux ont été brisés, des têtes ont été cassées, seulement de « certains » ; d'ailleurs les coups ne paraissent pas être mortels. Aujourd'hui, la gravité s'accroît : le gaz asphyxiants sont entrés en fonction, et il paraît que ces gaz attaquent tous les poumons ... indifféremment des religions. »

Vente d'enfants

Le fait se passe en Bessarabie où l'émigration a pris des proportions fantastiques. Le Brésil cherche des bras ; les fermiers de là-bas prennent à leur compte les frais de voyage et accordent des primes aux familles les plus nombreuses. Et s'est ainsi qu'en Bessarabie s'est institué le « commerce d'enfants ». Les pauvres vendent leurs enfants pour quelques milliers de leis... Le phénomène comporte toute sorte de considérations sociales et philosophiques. Mais, pour ceux qui regardent les choses en face, il impose la constatation, douloureuse et cruelle, que la Bessarabie se dépeuple par désespoir.

(Aurora du 19 mars 1926)

Presse bulgare

Le XIV^e Congrès du Parti Radical bulgare

Au congrès de son parti M. St. Kostourkoff prononça sur les derniers événements en Bulgarie un discours, dont nous extrayons — d'après le *Radical* du 8 mars 1926 — les passages suivants :

« Nous avons prouvé notre fidélité à l'Etat, à la liberté et à l'ordre, même après les malheureux et effroyables événements que notre pays vécut après le 16 avril 1925. Ces événements troublent atrocement ma conscience. Un grand nombre de gens périrent sans jugement ni sentence. Tout le monde se demande quel est leur bourreau ? Où sont donc les milliers de citoyens bulgares qu'on arrêta et qui, depuis lors, disparaurent mystérieusement ? Pourtant, ils étaient aux mains des autorités. Or, dans tout Etat légal, le citoyen considère sa vie assurée, lorsqu'elle est aux mains du pouvoir. Aussi, le premier devoir de celui-ci est-il de protéger la vie et l'honneur des citoyens. Cependant, pour notre honte le vandalisme acquit le droit de cité dans notre pays et couvrit de honte et d'ignominie le nom de notre race. Ces événements demeureront inoubliables dans l'histoire de la Bulgarie. Aussi, l'humanité culturelle ne pourra pardonner facilement les crimes commis, non par le peuple bulgare, mais par ses gouvernants. »

Lorsque dans un Etat le citoyen n'a pas sa vie assurée, alors il n'existe de sécurité pour personne.

... Les élections des 14 et 21 février dernier eurent lieu dans des conditions inconnues jusqu'ici en Bulgarie. Personne n'était sûr d'avoir la vie sauve. Dans ces conditions, quelle est la garantie qu'on peut donner à l'électeur ? Aucune. Et si l'on ajoute les violences, dont sont capables les potentats bulgares, vous vous expliquerez les « grands » résultats des élections du Sgovor ! »

Impertinence des forces

Sous ce titre H. Nadeff écrit dans le *Narod* du 15 mars :

« Nous nous étonnons des déclarations faites par le ministre-président à la Chambre, disant que les employés sont bien payés et qu'ils sont en état de payer plus leurs loyers. Ignore-t-il donc que les salariés de l'Etat sont dans la misère ? Ne connaît-il donc pas la situation réelle et ne sait-il pas que, tandis que la vie a enchéri chez nous de 50 à 60, les émoluments ne furent augmentés que de 12 à 16 fois — en moyenne — et non de 24 fois, comme il le déclare. »

Lisez ! Propagez !

La Fédération Balkanique,
l'organe de combat des opprimés
et des exploités des Balkans.

PARTIE ALLEMANDE

Der Wettlauf um Mussolini!

Kaum hat Ninčić Rom verlassen, spricht Rufos bei Mussolini vor. Griechenland und Jugoslawien wetteifern darin, die Freundschaft oder doch die wohlwollende Neutralität des italienischen Diktators sich zu sichern. Was will Ninčić? Was bietet er dem italienischen „Nationalfeind“? Offiziell spricht man über Sicherungen des bestehenden Zustandes, über die Verhinderung des Anschlusses Österreichs an Deutschland, in Wahrheit stehen die Fragen anders. Ninčić, der Vertrauensmann König Alexanders in der Regierung und in der radikalen Partei, hat die Aufgabe, den Vorstoß Jugoslawiens zum Meere diplomatisch vorzubereiten. Jugoslawien besitzt keinen Hafen, der dem Bedürfnis des Exportes entspräche. Anknüpfend an die Traditionen des österreichisch-ungarischen Imperialismus, an die Abenteuer einer volksfremden Diplomatie, die den Weg nach den Worten des Berliner Vertrages „Ou de la Mitrovica“ durch den Sandschak Novibazar bis Saloniki bahnen wollte, will die jugoslawische Regierung den Weg zum Meere frei machen, alle Widerstände beseitigen. Mit den Waffen der Diplomatie, wenn es möglich ist, mit der „Diplomatie der Waffen“, wenn friedliche Mittel versagen. Der jugoslawische Staat, die serbische Bourgeoisie, die ihn regiert, der König als Beauftragter der jugoslawischen Handelsinteressen, alle erstreben gemeinsam den Weg zum Meere. Die kroatischen Großbauern unterwerfen sich der Führung der serbischen Großbürger und ihrer parasitären Verwaltungsorgane weit lieber, ehe sie auf den Absatzmarkt für ihre Waren verzichten würden. Sie brauchen Export, sie wollen einen Hafen, der einheimische Markt ist nicht aufnahmefähig. Radić unterstützt aktiv die imperialistischen Bestrebungen der serbischen Herrenklasse, Kulak und Großbürger bilden die Einheitsfront, Jugoslawien geht zum Angriffe über.

Die Angliederung Griechisch-Mazedoniens an Jugoslawien muß Pašić schon darum erwünscht sein, weil die Einbeziehung einer pravoslavischen Bevölkerung seine Position innerhalb der Koalition festigen würde. Der Weg nach Saloniki entspricht also nicht nur dem Gesamtinteresse der jugoslawischen Oberschichten, sondern auch dem Sonderinteresse der serbischen Herrenklasse, eine Stärkung ihrer Macht gegenüber den anspruchsvollen, wenn auch nicht gleichberechtigten Bundesgenossen. Um einen Kampf gegen Griechenland führen zu können, die diplomatischen Voraussetzungen eines Vorstoßes zu schaffen, bedarf Jugoslawien der Neutralität, zumindest der Neutralität Italiens. Achmed Bey Zogu, der jugoslawische Präfekt Albaniens, bedarf der italienischen Kredite. Italien, das in seinen Aspirationen durch die serbische Konkurrenz zurückgedrängt würde, könnte die Gelegenheit ergreifen, eine Machtverschiebung auf albanischem Boden zu organisieren, mit dem Mbred, wenn er gefügig ist, gegen ihn, wenn er widerspricht. Nicht umsonst hat die Einigungskonferenz der albanischen Patrioten in Brindisi stattgefunden. Pašić weiß, daß Mussolini auch das Bündnis mit einer revolutionären Bewegung nicht scheut, wenn sie ihm Vorteil bringt, und — nicht in Italien stattfindet. Im diplomatischen Kampfe um die Bahnstrecke Gewgeli—Saloniki und den Schutz der „serbischen Minderheit“ in Mazedonien, die nächsten Etappen der jugoslawischen Offensive, braucht Pašić die Rückenbedeckung, die Sicherung gegen italienische Angriffe auf Albanien, die jugoslawische Präfektur.

Wohl wurde den Italienern wirtschaftspolitisch großer Spielraum gewährt, aber saturiert wurden sie keineswegs, und die Aussicht, die politische Vorherrschaft an sich zu reißen, kann unter Umständen verlockend sein. Gelegenheit macht nicht nur in Jugoslawien Diebe.

Ninčić tritt vor Mussolini nicht mit leeren Händen. Außerstande, die Adria flottentechnisch zu beherrschen, ohne guten Adriahafen den Angriffen der überlegenen feindlichen Flotte stets ausgesetzt, leistet Jugoslawien bloß auf etwas Verzicht, was es nicht besitzt, auf die Mitherrschaft über die Adria. Der alte Traum der italienischen Irredenta, der Traum D'Annunzios vom „mare nostrò“, der „italienischen Adria“, steht vor der Erfüllung. Valona ist der Preis, den Ninčić für Saloniki wird bezahlen müssen. Auf Kosten des „selbständigen“ albanischen Staates erkaufte Jugoslawien die wohlwollende Neutralität Mussolinis. Aber nicht allein diese nicht zu unterschätzende Konzession muß Mussolini dazu bewegen, Jugoslawien zu unterstützen. In Italien sind große Gebiete von jugoslawischer Bevölkerung bewohnt. Slowenen und Kroaten stehen unter faschistischer Fremdherrschaft, werden entnationalisiert und sozial und national entrechtet. Die kroatische Bauernschaft hat stets ein Gefühl der Solidarität für die unterdrückten Brüder in Italien bewahrt. Unter dem Drucke der Massenstimmung mußte auch Radić, selbst als er Minister geworden war, scharfe Worte gegen Mussolini finden, die er freilich unter dem Drucke des

Königs und seiner Ministerkollegen immer wieder rechtzeitig zurücknimmt. Ninčić gibt die unerlösten Brüder, über die seine Ministerkollegen so oft begeisterte Reden gehalten, ohne Wimperzucken dem italienischen Faschismus preis. Weiß er doch, daß ein Kampf gegen Italien größere militärische Anforderungen an Jugoslawien stellen würde, außerdem aber, daß die katholischen Kroaten und Slowenen zumindest die Position der kroatischen Großbauern innerhalb der Koalition stärken, wenn nicht gar der Opposition gegen die RR.-Regierung zugute kämen. Ninčić bietet Mussolini also nicht weniger als die Beherrschung der Adria und die Preisgabe der jugoslawischen Minorität.

Was hat Rufos zu bieten? In Südalbanien haben sich die Kräfteverhältnisse zu Ungunsten Griechenlands verschoben, die von den Griechen entwaffneten Bauern sind Achmed Zogu in die Arme getrieben worden und keineswegs bereit, eine Tyrannei mit der anderen zu vertauschen. Den Besitz von Valona könnte Italien wohl militärisch auch gegen Jugoslawien forcieren, aber unter Preisgabe wirtschaftspolitischer Interessen. Griechenland muß daher im Wettlauf um die Bundesgenossenschaft Mussolinis ins Hintertreffen kommen. Auf jugoslawischem Boden sitzt Plastiras, der Held der republikanischen Schilderhebung. Griechenland kann keinen neuen Krieg riskieren. Ein rebellisches Proletariat im Rücken, Bauernerhebungen in Mazedonien, Unzufriedenheit in Thessalien — Pangalos ist nicht kampffähig. Mag England ihn noch so unterstützen, falls Jugoslawien trotz der Mahnungen der großen Entente zum Kampfe um Saloniki schreiten würde, wäre Pangalos verloren. Mussolini wird sich nicht für ihn entscheiden. Was immer kommen mag, der Balkan steht vor neuen Erschütterungen und Italien wird den serbischen Imperialismus unterstützen.

Melingos

Für die Balkanföderation

I

Die Häfen und die wirtschaftlichen Absatzpforten

Eine der häufigsten Ursachen der internationalen Nebenbuhlerschaften und Schwierigkeiten besteht in der Suche nach und in dem Besitz von maritimen Absatzpforten. Der Ausgang zur See, zu einer freien See ist eine Unabhängigkeitsbedingung für einen Staat.

Die eingeschlossenen Staaten hängen in der Tat sehr oft, vom wirtschaftlichen Standpunkte aus, von ihren Nachbarstaaten ab, wenn nicht besondere Abmachungen das Recht vom freien Transit und vom freien Verkehr festsetzen.

Auf der Balkanhalbinsel sind diese Fragen immer im Vordergrund gestanden. Schon vor der Umwälzung der politischen Karte nach dem letzten Kriege war der Zustand Serbiens, das zwischen der Türkei, Bulgarien und Österreich-Ungarn gepreßt war, eine Quelle von Reibungen. Serbien hatte nicht die Freiheit seiner Ausfuhr; und man erinnert sich der Machenschaften der k. k. österreichisch-ungarischen Zollbehörden und der geschickten und heuchlerischen Benützung der prophylaktischen und hygienischen Maßregeln, um die Ausfuhr des serbischen Viehes zu hemmen.

Serbien suchte ganz natürlicherweise einen Ausgang zum Adriatischen Meer, aber die österreichisch-ungarische Diplomatie wachte und der Anschluß von Bosnien und Herzegowina warf Serbien zurück nach dem Ägäischen Meer; und es erfolgte der serbo-bulgarische Konflikt, aufrechterhalten von den Zentralmächten. Enttäuscht in seinen adriatischen Ambitionen; wandte Serbien sich nach dem Wardar und nach Mazedonien.

Bulgarien hatte seinerseits in seiner Politik die Erlangung der vier maritimen Fenster erstrebt: das Ägäische Meer, das Marmarameer, das Schwarze Meer und das Adriatische Meer. Dieses Programm des großen bulgarischen Imperialismus wurde im Pariser Kongreß vereitelt.

Der Weltkrieg hat diese Schwierigkeiten vermehrt, Jugoslawien erreichte die Adriaküste, stieß aber dabei auf Italien: da entstanden die Fragen von Fiume, von Zara, von Spalato, von Ragusa — da entstand die dalmatinische Frage.

Das mißtrauische Italien bewacht den adriatischen Ausgang und den Otrantokanal — und wir stehen vor den Fragen von Wallona und von Albanien.

Die hellenische Expansion bis in Westthracien stellt Griechenland gegen Jugoslawien, welches seinen Ausgang zum Ägäischen Meere will; und da bildet sich die Salonikifrage.

Und schließlich Bulgarien, geopfert, zerteilt, verwundet, fordert den kommerziellen Ausgang zum Ägäischen Meer: Dedeaghatsch; denn es besitzt nur die Häfen von Warna und Burgeas auf dem Schwarzen Meere, welches der Bosphorus sperrt.

Diese sehr summarische Skizze zeigt deutlich den Umfang und die Verwickeltheit dieser Fragen.

Falls man die traditionellen Methoden der Kanzleien befolgen will, so bleiben diese Konflikte unlösbar. Es handelt sich nicht, territoriale Abschlüsse zu vollbringen — um sich Seeausgänge zu sichern. Die Frage besteht jetzt darin, in welchem Maße wirtschaftliche Lösungen die Roheit der politischen Grenzen geschmeidiger gestalten können.

Dies ist die neue internationale Technik, welche der Sozialismus aufrechtstellen muß, wenn es eine Politik eines realistischen Friedens durchsetzen will.

Die Balkanhalbinsel ist eine Gegend, wo die Suche nach solchen Lösungen sich direkt aufdrängt: eine Verfassung für Saloniki, welche Jugoslawien eine Benützung dieses Hafens erlaubt ohne eine politische Oberherrschaft, welche sich in gar keiner Weise erklären könnte; eine Verfassung für Dedeağatsch für den kommerziellen Ausgang Bulgariens — da sind schon zwei „neuralgische“ Punkte, welche verschwinden müssen.

Es ist aber offensichtlich, daß die Prüfung solcher Lösungen sehr erleichtert sein würde durch die Schaffung einer Balkanföderation, welche alle Völker der Halbinsel miteinander verbinden würde. Diese alte sozialistische Forderung bleibt immer in gleichem Maße dringend, es sind aber die jetzigen Regierungen nicht, welche dieselbe verwirklichen könnten.

Das Leben und die Sicherheit des Balkans, die Unabhängigkeit der Balkanvölker hängen jedoch davon ab.

Jean Zyromski

Der Diktator Pangalos an der Arbeit!

Die Militärkamarilla setzt ihr Werk fort. Das Endziel ist klar erkennbar, keine Spur von Freiheit dem Volke übrigzulassen. Unmittelbar nach dem zweiten Pangalosputsch war die Losung des Diktators die Bekämpfung der kommunistischen Gefahr. Nun erstehen scheinbar noch andere Gefahren für das Regime Pangalos — nun macht er keinen Unterschied mehr zwischen seinen kommunistischen und nichtkommunistischen Gegnern. Die Losung nach dem siegreichen Putsch war nur Demagogie. Durch sie wollte Pangalos bloß seine wahren Absichten verhehlen, indem er die Aufmerksamkeit des Volkes von wirklichen Gefahren abwandte und auf andere eingebildete Gefahren hinlenkte. So gelang es dem schlaunen Diktator, seine Herrschaft noch mehr zu befestigen, die durch seine Losung hervorgerufene Verwirrung für die Stärkung seiner Position zu benutzen.

Nun erst wird die wirkliche Gefahr klar. Da steht der Militärdiktator im Glanze seiner absolutistischen Gewalt, der alle Macht in sich konzentriert hat. Ein neues Kapitel der neugriechischen Geschichte trägt seinen Namen, das war sein Ehrgeiz — er ist daran, ihn zu befriedigen. All jene Fragen, welche die Lebensinteressen des Volkes berühren, blieben weiter ungelöst. Die öffentlichen Mittel werden für Vorbereitung neuer Kriege verwendet. Englische und französische Kommissionen werden mit teurem Gelde dafür gezahlt, damit nun die Militaristen Griechenlands wieder einmal die Söhne des Volkes neuen Schlachtfeldern entgegenführen. Für die Interessen einer fremden Großmacht werden sie dort verbluten müssen.

Unterseeboote, Luftschiffe werden um das Hab und Gut der griechischen Bauern und Arbeiter bei französischen Firmen gekauft. Die Korruption ist offiziell erlaubt und amtlich gesichert. Die keusche Staatsmoral des Diktators erlaubt das Weiterbestehen einer „Kommission zur Unterbringung der Flüchtlinge“ und einer „Flüchtlingsaustauschkommission“. Letztere beschäftigt sich mit dem Austausch der Flüchtlinge zwischen Griechenland und Bulgarien und „hat bisher 80.000.000 Leva verausgabt, während die von ihr festgestellten Entschädigungen an Emigranten 10.000.000 Leva nicht überschritten haben“. Arbeitslosigkeit, Not und Krankheit dezimieren die Flüchtlinge und die Arbeiterbevölkerung. Die Aufhebung des Mieterschutzes steht bevor. Die politische Opposition wurde in jeder Form unmöglich gemacht. Pangalos und seine Exekutivorgane besitzen das Monopol der politischen Meinung. Die Kritik an Maßnahmen der Regierung ist in der Presse verboten. Viele Zeitungen wurden eingestellt. In erster Linie die Arbeiterzeitungen, aber auch die übrigen republikanischen Blätter „Elepharos Logos“ (Das freie Wort) und „Dimokratia“ (Demokratie). Der Direktor dieser

Zeitung, H. Puruaras, wurde verhaftet und wird vor Gericht gestellt werden. Die Führer der republikanischen und übrigen Oppositionsparteien werden stets von den Organen der „allgemeinen Sicherheit“, der neugegründeten griechischen, nach bewährten Mustern organisierten Siguranza beobachtet, verfolgt und bestraft.

Am 17. Februar ließ Pangalos fünfzehn Personen, politische Führer, höhere und untergeordnete Offiziere, den Führer der „republikanischen Union“ Papanastasiu, den früheren Minister des Innern und Führer der national-demokratischen Partei Kondilis, den Admiral Gherontas sowie andere bekannte Führer verhaften; unter ihnen: Diamessis, Oberstleutnant, Spais, Oberstleutnant, Ventiris, Oberst, Gryparis, Leontopolus, Loukidis, Koussintas und Kailoglou, Reserveoffiziere, Anaquostiadis, Kapitän. Das Communiqué des politischen Bureaus des Diktators lautet: „Damit die durch Verbreitung von Alarmnachrichten während der letzten Tage hervorgerufene Beunruhigung der Bevölkerung aufhört, ist es zweckmäßig, daß Loukidis, Koussintas, Papanastasiu, Kailoglou, Kondilis, Gryparis, Diamesis und zwei oder drei andere aus Athen entfernt werden.“

Die Verhafteten wurden auf eine Insel des Archipels deportiert.

Die neue politische Moral Pangalos erfordert also, daß jeder, der durch seine bloße Existenz zur Verbreitung von beunruhigenden Nachrichten den Vorwand liefert, verhaftet und deportiert werde. Vergebens versucht Pangalos durch das Communiqué und seine übrigen Erklärungen die wahren Ursachen dieser Tat zu verbergen. Die Bewegung gegen Pangalos hat sich in letzter Zeit verschärft.

Die übliche Form des politischen Kampfes ist in Griechenland der Militärputsch. Eine militärische Aktion war gegen Pangalos in Vorbereitung. Darum will er die öffentliche Meinung beruhigen. Das Volk aber täuscht er nicht.

Wird es Pangalos gelingen, weiter die Rolle Mussolinis zu spielen, oder wird das griechische Volk ein für allemal mit solchen Führern aufräumen, die als Henker die Massen bedrücken, das Land in ihr Privateigentum verwandeln und schrankenlos nach eigener Willkür regieren? In einer Zeit, da durch die falsche Politik von Pangalos und den Druck der Pasüreregierung Saloniki allmählich in eine Basis des serbischen Kapitalismus verwandelt wird, glaubt der griechische Diktator durch drakonische Gesetze die Empörung ersticken zu können, deren Notwendigkeit bisher nur instinktmäßig empfunden wurde, aber allmählich die Revolutionierung des Bewußtseins immer greifbarere Gestalt annimmt. Noch äußert sich die Empörung in einer Opposition der übrigen Parteiführer und Militärhauptlinge, welche die Diktatur bekämpfen, weil sie sie nicht selbst erlangt haben.

Das Volk aber ist der militärischen und absolutistischen Regierungen müde, es will allein aus eigener Kraft seinen Staat schaffen. Bauern und Arbeiter sollen die Herren in ihrem Hause sein, im griechischen Staat. Das Volk will selbst sein Schicksal bestimmen, seine inneren Verhältnisse regeln, seine Außenpolitik führen. Die Außenpolitik darf nicht nach den Interessen der fremden und einheimischen Plutokraten, sondern auf Grund der Interessen des armen arbeitenden Volkes geregelt werden. Das Volk darf nicht dulden, daß Tag für Tag ein neuer Brand auf dem Balkan entzündet werde — die Politik Pangalos' ist eine solche Brandstifterpolitik. Das Volk will eine wirkliche Demokratie, eine solche, welche von der geographischen Lage Griechenlands erfordert wird. Griechenland muß sich davon befreien, im Schlepptau dieser oder jener Großmacht, heute Englands, morgen Italiens, dahinzuleben. Griechenland muß ein freies Mitglied der großen Balkanfamilie werden, ein Glied in der Kette der Balkanföderation.

K. Mantos

Berichtigung.

In dem Aufsatz „Feudalismus und Imperialismus als Würger Albaniens“ soll es in dem ersten Satz auf Seite 614 heißen: „... daß die Rückkehr der nationalen Elemente nach Albanien gleichbedeutend ist mit dem Ende der Vorherrschaft der Beysklasse.“

PARTIE BULGARE

Един исторически документ

Декларация на Вътрешната Македонска Революционна Организация (Обединена)

Апел към македонския народ и към международното обществено мнение

Централния комитет на Вътрешната Македонска Революционна Организация (Обединена) е издал една декларация, в която излага своето гледище по македонския въпрос, като

едновременно апелира към македонския народ и към международното обществено мнение, за да бъде подкрепена Организацията в нейната борба за Независима Македония и Балканска Федерация.

Помежуето застъпването от В. М. Р. О. (Обединена) гледище съвпада със становището, което Балканска Федерация има по македонския въпрос, то и с готовност даваме място в нашия вестник на тоя исторически документ.

Положението на македонския народ, в трите части на Македония, става от ден на ден по-непоносимо. Колкото и да са раз

лични средствата, с които си служат българието, сръбското и гръцкото правителства за да го угнетяват, в едно те всички си приличат, а именно, че са подложили целия македонски народ на един режим на терор, мъчения и убийства.

В Македония под българието власт правителството на Цанков си служи с всички средства, с които военно-фашистката диктатура може да разполага, за да угнетява македонския народ. То арестува, бие, подлага на инквизиционни мъчения, убива всеки македонец, който се бори за самостоятелността на македонското освободително движение, който не желае да продаде интересите и идеалите на македонския народ на кървавата реакционна и фашистка диктатура, който иска освобождението на Македония.

В Македония под сръбска власт, наред с административния произвол, политическото безправие, духовния гнет, системно се преследва една политика на асимилация и денационализация на македонския народ.

В Македония под гръцка власт, едновременно с провеждането на една реакционна и насилническа политика, която засага всички македонски националности, македонското население се изгонва от неговите родни места; това население, ограбено, лишено от всекакви средства, е принудено да търси прибежище в чужди страни, като по тоя начин увеличава континента на нещастните бежанци.

Такъво е днес положението на македонския народ. Потиснически и кървави са режимите, при които той е принуден сега да живее.

За македонския народ стана ясно, че балканските „християнски“ правителства всекога са гледали на Македония и македонския народ като на обект за завладяване и експлоатирание. Той се убеди, че тия правителства всекога са гледали да създават и да раздухват враждите между македонските деятели, че те са се старали да си служат с македонското освободително дело за своята завоевателна политика. Македонския народ е убеден, че тия правителства и сега се отнасят към него като към чужд, завладен народ. За него стана ясно, че тия правителства са негови угнетители и поробители. Това стана ясно даже и за македонските шовинисти и реакционери, които бежа успели да присвоят името на Вътрешната Македонска Революционна Организация.

Под натиска на революционно настроените македонски народни маси в Петричкия край; под натиска на македонските еснафи, работници, селяни от македонската емиграция и бежанци в България; под натиска на бившите македонски революционери, групирани в Илинденската организация, които в своя Меморандум от м. април м. г. издигнаха лозунгите за Невисимна Македония и Балканска Федерация и се обявиха против вмешателството на българието правителство в македонските работи — **от една страна** —; преследването на македонски революционери и емигранти; интернирането на няколко стотин души от тях в разни места на България; спирането на всички македонски вестници в България; с една реч, големото преследване, на което правителството на Цанков беше подложило македонската мисъл и борящите се за независимостта на своята родина македонци — **от друга** — всичко това създаде в началото на миналата година едно такъво настроение на духовете в македонските народни маси против българието фашистки правителства, че ревизиата на дотогавашната политика и възприемането на една нова ориентация в македонската революционна организация се наложи дори на ръководители на В. М. Р. О. като Т. Александров и Ал. Протогеров.

След като направиха един щателен преглед на дотогавашните свои разбирания и дейност, Т. Александров, Ал. Протогеров и П. Чаулев, в качеството си на Ц. К. на В. М. Р. О., изразиха в един „Манифест към македонския народ, към населението в Македония и към македонските революционери“ новите насоки на революционната организация и на целото македонско движение. В тоя манифест, подписан на 6 май 1924 г., те посочиха на македонския народ, че никое от балканските правителства не мисли за освобождението и обединението на македонското население; че всеко едно от тия правителства се стреми да завладеа кърсове македонска земя, владена от съседните държави и че това стремление за завладяване на нови територии представлява една постоянна опасност за мира между балканските народи. Ц. К. на В. М. Р. О. заяви още, че освобождението и обединението на Македония ще бъде възможно само като води македонския народ самостоятелна революционна борба, като работи за обединението на разпокъсаните сили на македонското освободително движение в един общ македонски революционен фронт. В него той обяви още, че В. М. Р. О., в тесно сътрудничество с всички прогресивно-революционни движения на Балканите и в Европа — опирайки се върху единния балкански фронт — ще засили своята революционна дейност за свободата и независимостта на Македония, надевайки се да наложи създаването на Балканска Федерация, по който начин ще може да се осигури мира на Балканите и се подпомогне възстановяването на мира в цела Европа.

Манифестът се посрещна като откровение от македонските народни маси. Балканските правителства бежа в тревога. Специ-

ално правителството на Цанков се изплаши от издигнатите в него лозунги. То употреби всички насилнически мерки, на които беше способно, за да застави Александров и Протогеров да се откажат от своите подписи. И те се отрекоха от манифеста, който обявиха за мистификация.

Въжрлените, обаче, лозунги в тоя исторически документ се възприеха от македонските народни маси, които направиха свои прокламираните в него принципи. Това беше опасно за господството на фашистката диктатура в България.

След станалите съвещания през април—май м. г. в резултат на които се изработи и подписа манифестът, правителството на Цанков неможеше напълно да верва на Александрова, макар че той публично беше се отрекъл от своя подпис. При съдействието на Протогеров, правителството на Цанков уби Александрова. Но, пред македонското и българието обществено мнение то се опита да представи убийството на Александрова като некакъв заговор на левицата в македонското движение. То направи това, за да може да се справи с левицата в В. М. Р. О., която беше успела да групира целата македонска емиграция в България и целото македонско население в Петричкия край около издигнатите в манифеста лозунги, и с надеждата, че ще може да оправдае или поне да обясни пред българието и македонския народ в България избиването на истинските македонски революционери, които бежа против неговата завоевателна и кървава политика.

При пълното съдействие на Протогеров, Ив. Михайлов, Баждаров, Пърличев, Монеф и други изменници и предатели на македонското дело, българието фашистко правителство изби през септември 1924 г. 160 македонски революционери, между които Д. Х. Димов, Ст. Ковачев, Ар. Йовков, Ч. Кантарджиев, Ал. Буйнов и др. Правителството на кървавия професор Цанков, което при активното съдействие на същата тая мафия, чийто шеф е Протогеров, изби през септември 1923 г. няколко хиляди българието селяни и работници в Фердинанд, Берковица, Лом, Сарамбей, в Самоковско, Белъво, Т. Пазарджик, Пловдив и другаде в България, и повече от 100 македонски революционери в Горно-Джумайско и Мехомийско, продължава всеки ден да избива македонски революционери и македонски селяни, работници, интелектуалци и младежи. През тая година броя на избитите само в Петричкия край е над 100 души. Но правителството на Цанков не се задоволи с избиването на противниците на неговата завоевателна политика в територията, където се простира неговата кървава власт. То изпрати свои емсари в чужбина, които, при съдействието на неговите легасти и консулства, успеха да убият двама видни македонски революционери: П. Чаулев, убит в Милано на 23 декември 1924 г., и Т. Паница, убит във Виена на 8 май 1925 г.

Обаче, въпреки терора и убийствата, които се възприят ежедневно над македонските маси в българието Македония и македонските бежанци и емигранти в България, принципите на новата революционна борба, прокламирани в манифеста, станаха ново верую за македонския народ, живущ в територията на България. Тия принципи се възприеха и от македонските маси, от всички народности, в сръбска и гръцка Македония. Принципиите на манифеста се възприемат днес от всички македонски организации и групи, които са си поставили за цел да служат на македонския народ.

Въз основа на тия принципи, днес се обединява македонското революционно движение.

Обединението на македонското революционно движение в една единствена революционна организация означава преди всичко край на борбите между различните македонски организации и групи.

Ние, представителите на тия организации и групи оповестяваме на македонския народ, че обединението на разпокъсаните сили на македонското революционно движение е свършено факт. Единния македонски революционен фронт е дело свършено.

В състоялата се учредителна конференция на обединеното македонско революционно движение бежа представени всички организации и групи в Македония, които възприемат изложените в манифеста принципи.

Наред с представителите на левицата на В. М. Р. О. и новообразуваните комитети и групи, на базата на манифеста, в самата Македония, в учредителната конференция взеха участие деятели от групата на бившите серски революционери и такива от емигрантския комунистически съюз, от съюза на македонската емиграция и от Илинденската емигрантска организация. Ние говорим от името на целия македонски народ.

Ние се явяваме представители на целия македонски народ, не само защото сме представители на неговите организации и групи, но и защото нашата програма единствено съответствува на идеалите и стременията на целия народ.

Понеже ръководните лица в представяваните от нас организации и групи, кои по-малко, кои повече, са били деятели на В. М. Р. О., когато тя имаше народен характер; понеже ние се явяваме носители на високите идеали на основателите и дейците на организацията в първите ѝ години, когато тя високо държеше знамето на самостоятелността на македонското революционно движение и се бореше искрено за автономията на

Македония — то за това ние нарекохме нашата организация В. М. Р. О. (Обединена). **Ние издигаме нейното чисто революционно знаме.**

В. М. Р. О. (Обединена) ще се бори против фашисткото правителство на Цанков, което избя неколко стотин честни македонски революционери и всеки ден убива искрени македонски дейатели и което отнема всека възможност на независимата македонска мисъл да се прояви. Тя ще се бори против това правителство, което, бидейки най-големия отговорник за изгонването на македонските бежанци — то носи главната отговорност за изселването на македонското население —, проявява пресъжно безгрижие и нехайство и се гаври със страданията на тия нещастници, които масово напуцат своите домашни огнища, бегат толи и боси в Бялгария и скитат от едно място на друго в тази страна, където всеки ден умират от глад и болести.

В. М. Р. О. (Обединена) ще се бори против потисническата политика на белградските управници, които избиват масово македонското население, които арестуват, бият и убиват невинни македонци: мъже жени и младежи; които угнетяват политически, икономически, социално, културно и национално македонския народ; които дават пълни права и свобода на едрите землевладелци да експлоатират земеделското население и не само не снабдяват с земя безимотното и малоимотно население, но и отнимат малкото земя, които имат македонските селяни, за да настаняват там колонисти от разните краища на Югославия, като по тоя начин се стремят да изменят етническият характер на Македония. Тя ще се бори против тия насилници, които посегат на най-сжкровените чувства у македонския народ — лишават го от всички културни и национални свободи — и с една рафинираност преследват своята политика на денационализация и асимилация, като не се спират пред никакъв избор на средства, за да внесат деморализация всред народа.

В. М. Р. О. (Обединена) ще се бори против насилническата политика на атинските управници, които прилагат сжщите варварски методи на Пашич в унищожение на македонския народ, в избиване на македонските селяни (Търлис, Бутим, Ливадице); които малтретират, заточват и убиват трудолюбивите македонски селяни, работници и еснафи; които тероризират политически, експлоатират икономически народа, сжвместно с разни чужди капиталистически компании, изгонват насилствено всички негржци народности от македонското население от неговите места, ограбват неговите имоти, за да ги дадат на преселници от Мала-Азия, Кавказ и Тракия — братя по нещастие на македонския народ, жертви на империалистическата политика на гржцкото правителство и неговите протектори; тя ще се бори против диктатурата на гржцките властници, които, в стремение си да изменят етническият характер на страната, подобно на сржбските управници, с една перидност преследват своето сатанинско дело — да денационализират и асимилират неизгненото от своите места население.

В. М. Р. О. (Обединена) ще се бори против водителите на бялгаро-македонската фашистка организация — Протогеров, Михайлов, Баждаров, Пърличев и тия на „Удружение“ на сржбското правителство — Каламатиев, Циклев, Терзиев, Риндов, както се води борба срещу предатели и изменници на македонското дело; тя ще води борба с тех до окончателното им сгромоляване.

Ние се обржщаме към тия от македонците, които продължават да дават своята подкрепа, морална и материална, на организацията на Протогеров и Ив. Михайлов и им казваме:

Подкрепата, която вие давате на тая организация, е подкрепа дадена не за освобождението на Македония, а за нейното още по-големо поробване; като подкрепвате тая организация, вие помагате на едно правителство, което избя 20.000 бялгарски селяни, работници, занаятчии, интелигенти и младежи — единствените искрени приятели на освобождението и обединението на македонския народ; като участвувате в тая организация или като й давате своята морална и материална подкрепа, вие ставате съучастници в предателството й към македонския народ, защото тая организация продължава да поддржа Цанков и след като той продаде интересите на македонския народ на най-големия враг на свободата на Македония — правителството на Пашич.

Ние се обржщаме към всички тия македонци, които, неразбирайки истинския характер на тая организация, участвуват в нея и ги кажим да напуснат нейните редове.

Ние се обржщаме към венчки македонци в Брегалничката област, които участвуват в „Удружението“ на Каламатиев и шайката на Циклев и Со, и ги кажим да се обвоят против тия народни изверги, които са се турили в услуга на правителството на Пашич за прокарването на неговата асимилаторска и денационализаторска политика и които са сжздани главно за да се деморализира македонското население.

Ние се обржщаме към венчки македонски емигранти в Бялгария, в централна и западна Европа и Америка и ги кажим не само да откажат своето морално и материално сждействие на разните македонски фашистки организации, които служат не на Македония, а на кжрравите балкански реакции, но и да подкрепят нашата борба, която единствено ще донесе освобожде-

нието и обединението на Македония и федерирането на македонския народ с останалите балкански народи.

Ние се обржщаме към македонската младеж в чужбина и я кажим да се обяви решително против убийците на македонския народ, които с избиването на истинските македонски революционери и с наемническата рол, която изпълняват в услуга на угнетителите на македонския народ, като продължават да служат на Цанков, дискредитират и позорят македонското революционно движение пред чуждото обществено мнение; ние я кажим да се обяви против разните македонски наемнически организации и да подкрепи делото на В. М. Р. О. (Обединена).

Ние се обржщаме към всички македонци, които, изгубили вера в реализирането идеалите за освобождението и обединението на Македония, до сега са били, а и по настоящем продължават да са вжи от организациите и групите, които ние представляваме, и ги кажим да подкрепят нашата борба, защото нашата организация е единствената революционна сила в македонското освободително движение. **Вжн от В. М. Р. О. (Обединена) нема революционна сила в Македония.**

Борбата на македонския народ за Независима Македония и Балканска Федерация намира сжчувствие и подкрепа всред потиснатите народи в балканските страни, които сжщо тжй испытват ударите на балканската реакция. Хървати, албанци, черногорци, словенци, бошняци, тракийци, добруджанци и други балкански народи се намират в сжщото положение, в което се намира македонския народ. Те и ние имаме едни и сжщи врагове — балканските реакционни правителства. Те и ние имаме едни и сжщи интереси. Те и ние се стремим към национално освобождение. Те и ние се стремим, цето извоюваната свобода да бжде трайна, а това ще бжде възможно само при федерирането на всички балкански народи в една политическа единица.

Борбата на потиснатите балкански народи е обща. Тия народи са готови да подкрепят с всички свои сили борбата на македонския народ за национално самоопределение, както и македонския народ от своя страна е готов да даде всичката своя подкрепа на техната борба за национално освобождение.

Но не е само това.

В нашата борба за Независима Македония и Балканска Федерация ние намираме сжчувствие и подкрепа всред потиснатите класи на Балканите. Бялгарските, сржбските и гржцките работници и селяни доказаха на дело, че са искрени приятели на угнетените балкански народи. Те подкрепиха и продължават да подкрепят нашата борба. Ние, от своя страна, както и революционните организации и групи на угнетените балкански народи, ще подкрепим техната борба за сжбарянето на фашистките диктатури в балканските страни, защото знаем, че докато те сжществуват, не е възможно освобождението на балканските народи и техното сжюзване в Балканска Федерация.

Сегашното положение на Балканите продиктува образуването на единния балкански революционен фронт.

По силата на условията в балканските страни, тоя фронт се сжздаде, той сжществува.

Определяйки нашите отношения към разните извжнбалкански фактори, ние заявяваме:

В. М. Р. О. (Обединена) не може да се отнася с доверие към балканската политика на западно-европейските джржави, които изработиха и подписаха робските за македонския народ мирни договори; които санкционираха специалните договори за изселването на македонското население; които продължават да поддржат тия договори, като са готови да подкрепят сегашните балкански правителства против всички македонци, които се борят за техното премахване и за освобождението и обединението на Македония.

Но, В. М. Р. О. (Обединена) знае, че тия договри се осжждат в Европа и Америка от трудящите се маси; тя знае, че прогресивното обществено мнение в целия свет е против сжздането от тех положение на Балканите и в Македония.

Към тия важни фактори в международната политика ние апелираме да подкрепят нашата борба.

В името на Независима Македония и Балканска Федерация, ние ще продължим нашата революционна борба. В името на тия идеали, ние ще водим нашата пропаганда в чужбина. В името на тия принципи, ние ще апелираме към всички организации и лица в чужбина, които се борят против кжрравите режими в света — да подкрепят нашата борба.

Ние ще се борим и нито за минутка не се сжмняваме, че само чрез революционна борба, рамо до рамо с угнетените народи и потиснатите класи на Балканите, македонския народ ще добие своето освобождение и обединение и балканските народи ще заживеят свободен живот.

Да живее самостоятелната революционна борба!

Да живее единния македонски революционен фронт!

Да живее единния балкански революционен фронт!

Да живее свободна и независима Македония!

Да живее Балканската Федерация!

Октомври 1925 година.

Ц. К. на В. М. Р. О.
(Обединена)

Целите и характера на В. М. Р. О. (Обединена)

За да имат нашите читатели по-ясна представа за целите и характера на тази народна революционна организация, в която са групирани всички честни македонци, ние правим някои извадки от нейния устав.

Устав на В. М. Р. О. (Обединена)

1. Цел, задачи и характер.

Чл. 1. В. М. Р. О. (Обединена) си поставя за цел:

Извоюването на свободна и независима Македония в рамките на нейните географически и економически граници и обособяването ѝ в самостоятелна политическа единица, влизаща като равноправен член в бъдещата Балканска Федерация.

Чл. 2. Независимата и свободна македонска държава се изгражда върху базата на пълното национално, политическо, гражданско и културно равноправие на всички населяващи я народности.

Чл. 3. За постигането на тази цел, В. М. Р. О. (Обединена) си поставя следните задачи:

а) Изграждането на една масова революционна организация, която да обхване народните маси в трите части на Македония, разделена между Сърбия, Гърция и България, а така също и целата македонска емиграция, намираща се във всички предели на Македония, като ги организира, възпитава и подготвя за едно масово народно въстание.

б) Да обедини всички македонски народни сили, притегляйки в своите редове всички организации, групи и лица от всички социални среди, без разлика на народност, поданство, вера и пол, които искрено възприемат, целта, принципите идеите и методите на В. М. Р. О. (Обединена).

в) Да влезе в тесни връзки с всички национал-революционни и социал-революционни организации и партии на Балканите, които поддържат принципа за самоопределение на народите и са готови да съдействуват на дело за създаването на Македония на една независима политическа единица.

г) При днешните условия на пълнен национален, политически и економически тнет, при които е поставен македонският народ, В. М. Р. О. (Обединена) си поставя като главна задача да се бори за извоюването на езикови и културно-просветни свободи за всички националности в Македония, за политически свободи и равноправие, за оземляване на селяните и широка подкрепа на економически слабите слоеве.

Чл. 4. При така поставената цел и задача, организацията, по своя характер, е революционна. Тя действа конспиративно, но не изключва легалната борба във всичките ѝ възможни, според местото и обстоятелствата, прояви. Легалната борба ще съдействува за широкото развъртане на пропагандаторската и организаторска дейност на В. М. Р. О. (Обединена) и ще заздравя и задълбочи връзките с народните маси.

Нови бесилки в България

Всеки нов ден Липчев дава все повече доказателства, че неговото правителство по нищо, абсолютно по нищо, не се отличава от това на Цанков. Покровителство на спекуланти и банкери, повсеместен терор, побои, насилия, убийства и «безследни изчезвания»; престъпно безприличие към интересите на работниците, селяните, занаятчиите, дребните търговци, държавното наемничество, бежанците, инвалидите, пенсионерите; съспендиране на конституционните свободи и пълна свобода на неогорнителните фактори да убиват български работници и селяни — ето каква е политиката, която новото фашистко правителство следи.

Даде се амнистия, но тя беше за разбойниците и крадците.

А, да, «амнистията» засегна и няколко стотин работници, селяни, интелегенти и младежи, за да се хвърли прах в очите на българския народ и се заблуди международното обществено мнение, че в управлението на България е настъпило промена. Обаче, тия от емигрантите, които се уловиха на вждицата на военната диктатура, също платиха за своето лековерие. Току що се завърнали, те требаше да вършат всичко онова, което властта искаше от тях. А тя искаше да изкове нови оръжия против комунистическата партия и земеделския народен союз. Емигрантите требаше да дават показания за мними планове и конспирации на тия партии. Тази наивност коштува на някои от емигрантите живота. Тринадесет души емигранти от Кюстендилско, още с завръщането по домовете си — беха избити. Други няколко души от Бургаско са убити или са на път да бъдат убити. Това възвести на българската публика, чрез «Слово», известния мракобесник и убиец ген. Жостов, който съобщил, че бил чел във вестниците, па и от частни писма узнал, че «убийците на поручик Пеев в Каяли били амнистирани, завърнали се в селото си и били посрещнати от учителя и учениците с цветя, песни и речи, и че един от убийците бил се похвалил, че били изново организирани и пак щели да вадят очи и убиват». Наверно, скоро ще «изчезнат безследно» тия емигранти, учителя в селото, а и кой знае да ли не ще попаднат между тях и някои от родителите на учениците!

След вдигането на военното положение военните съдилища престанаха да съдят комунисти и земеделци.

Но, палаческата рол, която те вършеха, сега успешно изпълняват гражданските съдилища. Процесите не спират. А и как ще спират? Хилядниците затворници трябва да бъдат осъдени; мнозина от тях трябва да не живеят. И редат се процесите. Произнасят се чудовищните присъди. Приемите при изтръгване на показанията и разглеждането на делата са известните приеми на кървавото военно правосъдие. Изтръгват се показания с бой и инквизиционни мъчения; в съдилищата се явяват, като главни «свидетели» чиновници на обществената безопасност и разни нагласени от полицейската власт свидетели. Присъдите са стереотипни: същите мотивировки, същите наказания, както при военните съдилища.

Тук ще посочим само на два процеса, по които произнесените «присъди» предизвикаха всеобщо възмущение в страната и в чужбина.

Процес против задграничното представителство:

Обвиняеми 118 души; осъдени на смърт чрез обесване на публично място 11 души, от които двама, Петр Янев и Кирил Павлов, бивши министри от кабинета Стамболийски, изгорени преди 10 месеци в пещта при обществената безопасност; 16 осъдени на смърт, които трябва да се екзекутират не на публично място; 6 души осъдени на дългогодишен строг тъмничен затвор и няколко милиона лева глоба.

Процес против 151 «конспиратори» в Сливен: осъдени 32 души на смърт, 12 души на доживотен затвор и 26 души от 1 до 15 години затвор.

Нови бесилки готви правителството на воената диктатура!

Нови 59 смъртни присъди! И, ако осъдените по първото дело български граждани за участие, не се намират в България, то всички осъдени в Сливен на смърт са в занданите на Липчев-Вълков.

Тези присъди са едно ново предизвикателство на офицерската лига към българския народ, те са ново предизвикателство и към работническите маси и общественото мнение в чужбина.

Г. Казановски

Към балканските народи!

Народният лозунг е:

Побратмяване под униформата на мизерията и под униформата на войника.

Аз бех между вас. Аз стиснах на вас, мъже, жени и младежи, в предприятията и жилищата, където вие бехте зорко следени, вашите работнически и селски ръце. Ние разговаряхме в Букурец, София, Белград, Будапеща, Виена, а също тук и в далечни от родните ви места страни, от където сте били принудени да избегате като от чума.

Аз виждам образа на вашето мъченичество; аз чувствавам тугиенята на вашите сърца и мисля, че за напред ще трябва да ви се казва само следното: Пролетарии, въпреки подкрепата, която някои благородни умове дават тук-таме на вашето дело, разчитайте единствено на себе си. От горе очаквайте само удари и преднамерени лъжи. Както истинските ветерани от войната, които не могат да успокоят съвестта си, че са изпълнявали заповеди, освободете се от всичко онова, което все още може да напази у вас уважение към господстващите режими и управляващите личности, които чувствуват нужда от вас само да вършат злодеяния.

Вашите управници — ето вашите врагове!

Големата европейска сцена кхити от надутите тиради на дипломатите и министрите за правата на народите и мира.

Аз зная — това говоря като французин, фаталната рол, която Франция играе от войната насам. Аз съм честит, че при много начинания от обществен характер, аз съм бил заедно с братята чужденци, които разкриваха грешките и престъпленията на французкото правителство и аз никога не съм помислявал да смесвам Франция с лицата, които един другия са са сменявали в Парижките дворци. Тази официална Франция одуши първата германска революция, тя одуши унгарската пролетарска революция и преко подпомогна царството на старите крвници. Тя подпомогна, по един тържествен начин, в Полша и в балтийските държави, за да бъдат оковани народите във вериги, и направи всичко, което ѝ бе възможно, за да постави по същия начин и с Русия.

Днес правителствата на Братиньо, Вълков, Пашич, Пангалос и до вчера правителството на Хорти, не са имали по здрава опора от тая на представителите на революционна Франция и свободна Англия. Всички тия хора се смеят и взаимно поддържат. При това те си приличат: едините представляват по-кървав образ от другите. Те възплащават на всекъде една и съща система, една и съща идея: да предприемат офанзива против народа, от градовете и селата, да попречат на всека цена на трудящите се да реализират, посредством един разумен съюз, своите идеи и реални стремежи, да унищожат техните водители, да избият живите и да запушат устата на останалите още живи.

Вашите управници, слуги на големите международни аферисти, са ваши неприятели. Те са от другата страна на бари-

кадата. Ваши неприятели са така сжщо и онези, които си служат с демократическия претекст и с патриотически лозунги, за да ви тласкат към една унизителна дисциплина и срамна послушност.

Вашата страна—това сте вие. Пролетарията образува едно тело със страната, както и самата хлебородна земя. И единствения сжществен и здрав принцип, който произлиза от сжвременния социален хаос, това е солидарността на пролетарията: всички пролетарии и целия пролетариат, вие, работници и селяни, и вие, експлоатирани служачи и интелектуални работници и вие, учащи се младежи, в които живее буйното сжзнание на самия народ.

Чрез солидарността вие ще отхвърлите един ден робското подчинение.

За да избиват селяните в полетата, работниците по улиците, за да обезлюдяват къщите и да пжнлят затворите, трябва им войски. За да имат войски, трябва им вашето сжгласие. Българския и ромжнекия войници, както и френския войник, ето кои са авторите на бедствията, които се ширят. Войниците—това сте вие.

Чрез солидарността вие ще организирате, върху логични и естествени основи, бждащето общезитие на човечеството, чиято буржуазно-демократична идеология днес е едно бледо отвлечено изображение, което за официалните водачи има стойността на шпект. В тоя ден, вашата сждба ще бжде най-сетне вжв вашите ржце.

Но, до тогава, вашата задача, на вас; ромжни, бжлгари, югославяни, македонци, гжрци, е най-тежка. Вашата сждба е най-мрачната вжв великата борба, която още наполовина е та-

кава, каквато ние искаме тя да бжде, като се мжчим да я осмжществим, като се групираме в тази освободителна гражданска война, в която сами образуваме авангардите и която един ден трябва да се развжрне по всички стари вековни бойни полета на расовите войни, за да рухне веднаж за винаги разбойничеството и варварството.

Ние предчувствуваме бждащето. Но, между това, вашата кръв тече. Ние всеки ден с болка чуваме за данжка, който вие плащате на свещената класова борба, и траура, който ние изпитваме от това, е още, уви, само един вик на гнев.

При все това, вашите усилия, даже когато вие се колебаете, когато вие за момент сте обезсилени, не са напразни.

Те са за нас един великолепен пример. Вашето несжкрушимо упорство на мжченици, вжпреки получените печални жертви, буди нашата надежда и засилва нашата акция. То ни побужда отчаяно към плодоносната организационна дейност, към освободителното единение на потиснатите и към смелост. То ускорява историческата развжзка.

Аз, който дойдох между вас, за да тжрся гробовите и да преброя умрелите, добих при вас по-добро сжзнание за нашия жив джжг. Когато аз говорих за вас на пролетариите в Франция и централна Европа, след като вие ми бехте дали вашето приятелско доверие, и им описах вашите страдания—аз почувствувах как от тия уроци народа добива по-ясно понятие за гения на своята сила и за повелението на неговия блескав лозунг:

Побратимяването на хората под униформата на мизерията, под униформата на войника, под униформата на кръвта.

Анри Барбюс

PARTIE GRECQUE

Πρὸς τοὺς βαλκανικοὺς λαοὺς

Τὸ λαϊκὸ σύνθημα:

Συναδέλφωση κάτω ἀπὸ τὴ στολὴ τῆς ἀθλιότητος, κάτω ἀπὸ τὴ στολὴ τοῦ στρατιώτη.

Ὁ μεγάλος ἐπαναστατικὸς συγγραφέας ἐδημοσίεψε πρὸ ὀλίγου μιὰ συγκινητικὴ καὶ δυνατὴ ἐκκλήση πρὸς τοὺς βαλκανικοὺς λαοὺς, πού δημοσιεύουμε στὸ σύνολό της.

Εὐρέθηκα ἀνάμεσα σας. Ἐσφίξα τὰ χέρια σας τὰ ἐργατικά καὶ τὰ χωριάτικα, ἄντρες, γυναίκες καὶ νέοι, στὶς διάφορες αἰθουσες ἢ στὶς κατοικίες ὅπου βρισκόσαστε σπριμωγμένοι, καὶ ἐπεκωνήσαμε ἀναμεταξύ μας στὸ Βουκουρέστι, στὴ Σόφια, στὸ Βελιγράδι, στὴ Βουδαπέστη, στὴ Βιέννη — καὶ κάποτες σὲ χώρες ξένες, μακριὰ ἀπὸ τὴ γῆ πού σας γέννησε καὶ πού ἀναγκασθήκατε νὰ ἀποφεύγετε σάν τὴν πανοῦκλα.

Γεμάτος ἀπὸ τὴν εἰκόνα τοῦ μαρτυρίου σας, καὶ δυνατὸς ἀπὸ τοὺς παλμούς τῶν καρδιῶν σας, θαρρῶ πὺς δὲν πρέπει πιά ἀπὸ τώρα καὶ στὸ ἐξῆς νὰ σὰς λέγω ἄλλο πράγμα ἀπὸ τοῦτο: Προлетάρια, μ' ὄλην τὴν ὑποστήριξη πού κάμνουνε στὴν ὑπόθεσή σας μερικὲς εὐγενικὲς ψυχὲς ξεχωριστές, μὴ βασίζεστε μέσα στὸν κόσμο παρὰ ἀπάνω στὸν ἑαυτὸ σας. Ἀπὸ ψηλὰ δὲ θὰ σὰς ἔρθει ποτές τίποτε ἄλλο ἀπὸ ἀπάτες καὶ χτυπήματα. Σάν καὶ τοὺς πραγματικούς παλαιούς πολεμιστές, πού αἰσθάνονται τύψεις τῆς συνειδήσεως τους γιατί ἔδειξαν τότες ὑπακοή, νὰ χάσετε ὅτι μπορεῖ ἀκόμα νὰ σὰς ἔχει μείνει ἀπὸ σεβασμὸ πρὸς τὰ καθήκοντα καὶ τὰ πρόσωπα πού κυβερνοῦν, πού σὰς ἔχουνε ἀνάγκη γιὰ νὰ ἀποτελειώσουνε τὰ κακουργήματά τους.

Οἱ ἐχθροὶ σας εἶναι οἱ ἄρχοντές σας.

Ἡ μεγάλη εὐρωπαϊκὴ σιγὴν ἀντηχεῖ ἀπὸ τὶς πομπώδικες φράσεις περὶ τῶν δικαιωμάτων τῶν λαῶν καὶ περὶ εἰρήνης, πού ἀπαγγέλλουνε προσωπικότητες ντυμένες μὲ τὸ φόρεμα πληρεξουσίων, καὶ ὑπουργῶν.

Ξέρω, ἐγὼ ὁ γάλλος, τὸν ἀπαίσιον ρόλο πού ἔχει παίξει ἡ ἐπίσημη Γαλλία στὴν Εὐρώπη ἀπὸ τὸν πόλεμον κ' ἐδῶ. Τῶς γιὰ τιμὴ μου, πὺς σὲ πολλὰς περιστάσεις δημόσια ἐνώθηκα μὲ ξένους ἀδερφικά πού ἐκαυθέριαζαν τὰ λάθη καὶ τὰ ἐγκλήματα τῆς γαλλικῆς κυβερνήσεως, καὶ δὲ μοῦρθε ποτές στὸ νοῦ νὰ ταυτίσω τὴ Γαλλία μὲ τοὺς ἀνθρώπους ἐκείνους πού διαδέχονται ὁ ἓνας τὸν ἄλλο στὰ παλάτια τοῦ Παρισιῦ. Ἡ δικιὰ τους ἡ Γαλλία εἶναι ἐκείνη πού ἐπνίξε τὴν πρώτη γερμανικὴν ἐπανάσταση, πού ἐπνίξε τὴν οὐγγαρέζικην προλεταρικὴν ἐπανάσταση καὶ ἔδωκεν ἄμεσα βοήθεια στὸ κράτος τῶν ἐμμίσθων, πού ἐβοήθησε μὲ θριαμβευτικὴν ἐπιτυχία, στὴν Πολωνία, στὰ βαλτικὰ κράτη, νὰ ξαναπέσουνε οἱ λαοὶ στὶς ἀλυσίδες τους, καὶ πού ἔκαμεν ὅτι μπορούσε νὰ συμβεῖ τὸ ἴδιον καὶ στὴ Ρωσία.

Οἱ κυβερνήσεις Βρατιάνου, Βόλκωφ, Πάσιτε, Παγκάλου, καὶ ὡς τὰ χτές ἡ κυβερνήση τοῦ Χόρτυ, δὲν βρήκανε ἄλλη πὺς σταθερὴ ὑποστήριξη ἀπὸ τὴν ὑποστήριξη τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Γαλλίας τῆς Ἐπαναστάσεως καὶ τῆς ἐλεύθερης Ἀγγλίας. Ὅλοι αὐτοὶ οἱ ἄνθρωποι ἀνταλλάζουνε μειδιάματα καὶ ὑποστηρίζονται ἀναμεταξύ τους. Ἄλλωστε μοιάζουνε ὅλοι τους. Ὁ ἓνας εἶναι μονάχα ἡ εἰκόνα ἢ πιδ αἰμοβόρικη τοῦ ἄλλου. Ἐσαρκώνουνε παντοῦ τὸ ἴδιον σύστημα, τὴν ἴδια ἰδέα: νὰ ἐξακολουθήσει ἡ ἐπίθεση κατὰ τοῦ λαοῦ τῶν πόλεων καὶ τῶν ἀγρῶν, νὰ ἐμποδισθοῦν μὲ κάθε τρόπο οἱ ἐργάτες νὰ πραγματοποιήσουνε μὲ μιὰ λογικὴ συμμαχία ὅτι ἀπουτοῦνε τὰ συμφέροντά τους, νὰ σκοτώνονται οἱ ἀρχηγοὶ τους, νὰ ἐξολοθρεύονται οἱ ζωντανοὶ, νὰ ἐξαναγκάζονται νὰ σιωποῦνε οἱ ἐπιζώντες.

Οἱ κυβερνήτες σας, ὑπηρετές τῶν μεγάλων διεθνῶν ἐπιχειρηματιῶν, εἶναι οἱ ἐχθροὶ σας. Βρίσκονται ἀπὸ τὴν ἄλλη μεριά τοῦ ὀδοφράγματος. Ἐχθροὶ σας εἶναι ἀκόμα καὶ ἐκείνοι πού πού χρησιμοποιοῦναι προφάσεις δημοκρατικὲς, ὅπως ἄλλοι μεταχειρίζονται πατριωτικὲς προφάσεις, γιὰ νὰ σὰς παροτρύνουνε νὰ ὑποταχθεῖτε σὲ μιὰ πειθαρχία ἀποκτηνωτικὴ καὶ μιὰν ἐπαίσχυντη εὐπειθειά.

Ἡ χώρα σας, εἶσθε ἐσεῖς. Τὸ προλεταριάτο ἀποτελεῖ ἓνα σώμα μὲ τὴ χώρα, ὅπως καὶ ἡ γῆς ἡ ἴδια πού τὸ τρέφει. Καὶ ἡ μόνη οὐσιώδικη καὶ σταθερὴ ἀρχὴ πού ξεπροβέλνει ἀπὸ τὸ σύγχρονον κοινωνικὸ χάος, εἶναι ἡ προλεταρικὴ ἀλληλεγγύη. Ὅλα τὰ προλεταριάτα καὶ ὀλόκληρον τὸ προλεταριάτο: ἐσεῖς, ἐργάτες, χωριάτες, καὶ ἐσεῖς ἀκόμα ὑπάλληλοι ἢ ἐκμεταλλεῦμενοι διανοοῦμενοι, καὶ σεῖς ἀκόμα οἱ νέοι τῶν σχολειῶν πού μέσα σας ζῆ ἡ νεαρὴ μακριασμένη συνειδηση τοῦ λαοῦ τοῦ ἴδιου.

Μὲ τὴν ἀλληλεγγύη εἶναι πού μιὰ μέρα θὰ ἀρνηθεῖτε τὴν δουλικὴν ὑπακοή. Γιὰ νὰ πετοσκόβονται οἱ χωριάτες στοὺς ἀγρούς, οἱ ἐργάτες στοὺς δρόμους, γιὰ νὰ ἐρμῶνίζονται τὰ σπίτια καὶ νὰ γεμίζουνε οἱ φυλακὲς, χρειάζονται στρατοὶ: γιὰ νὰ γίνουνε στρατοὶ χρειάζεται ἡ συγκατάθεσή σας. Εἶναι ὁ βούλγαρος ὁ στρατιώτης καὶ ὁ ρουμάνος ὁ στρατιώτης, ὅπως σἄλλα μέρη εἶναι ὁ γάλλος ὁ στρατιώτης πού γίνεται ὁ πρόξενος τῶν συμφορῶν πού ἀπλώνονται. Ὁ στρατιώτης, εἶσθε ἐσεῖς.

Μὲ τὴν ἀλληλεγγύη εἶναι πού θὰ οργανώσετε πάνω σὲ λογικὲς καὶ φυσικὲς βάσεις τὴν κοινότητα τῶν ἀνθρώπων, πού ἡ ἀστικὴ δημοκρατικὴ ἰδεολογία δὲν τῆς εἶναι παρὰ μιὰ ὠρχὴ ἄυλη εἰκόνα πού ἔχει γιὰ τοὺς ἐπίσημους ἀρχηγούς ἄξια ὡς πρόφαση μονάχα. Ἐκείνην τὴν ἡμέρα θὰ ὑπακούσετε ἐπὶ τέλος στὴ δικὴ σας μοῖρα καὶ μόνο.

Στὴν ἐποχὴ ὅμως πού περνᾶμε τώρα, εἶναι τὸ καθήκον τὸ δικὸ σας ἐσᾶς Ρουμάνοι, Βούλγαροι, Γιουγκοσλάβοι, Μακεδόνες, Ἑλληνες, τὸ δυσκολώτερον. Ἡ μοῖρα σας εἶναι πιδ σκοτεινὴ μέσα στὴ μεγάλη πάλη τὴν ἀκόμα ἀπραγματοποίητη πού προσπαθοῦμε νὰ

πραγματοποιήσουμε πέρνοντας ό ένας δίπλα στον άλλονε θέση μέσα σ' αυτόν τον άπελευθερωτικόν έμφύλιον πόλεμο όπου ακόμα μονάχα μάχονται οι έμπροσθοφυλακές, και πού πρέπει μια μέρα να ξαπολύσωμε πάνω σ' όλα τ'α παλιά προαιώνια πεδία των φυλετικῶν μαχῶν — για να καταστρέψουμε μια για πάντα την πειρατεία και τή βαρβαρότητα.

Προαιθανόμαστε τὸ μέλλον. Για τήν ὥραν ὅμως, τὸ αἷμα σας χύνεται, και κάθε μέρα μαθαίνουμε με αγωνία για τὸ φόρο πού πληρώνετε στον ἱερὸν ἀγῶνα τῶν τάξεων, και τὸ πένθος πού δοκιμάζουμε, δὲν εἶναι, ἀλόγιστον, ακόμα παρὰ μιὰ φωνὴ ὀργῆς.

Καὶ ὅμως ἡ προσπάθειά σας δὲν εἶναι μάταιη, ἔστω και ἂν διστάζετε, ἔστω και ἂν εἴσθε καταδικασμένοι για τήν ὥρα σὲ ἀδυναμία.

Εἶναι για μᾶς ἕνα μεγάλωπρεπο παράδειγμα. Ἡ ἀκατάβλητη ἐπιμονή σας ἡ μαρτυρικὴ πάνω ἀπὸ τίς ἀπαίσεις συγκομιδῆς, ξυπνᾷ μέσα μας τήν ἐλπίδα και παροτρύνει τή δράση μας. Μᾶς σπρώχνει ἀπελπισμένους πρὸς τήν γόνιμη ὀργάνωση, πρὸς τήν ἐνότητα τήν ἀπελευθερωτικὴ τῶν καταπιεζόμενων και πρὸς τήν τόλη. Ἐπισπύδει μιάν ἱστορικὴ λύση.

Κοντὰ σας, ἔγω πὸ ἦρθα σὲ σας για νὰ ζητήσω νεκροταφεία και νὰ μετρήσω νεκρούς, εἶδα πιδ συνειδητὰ τὸ ζωτικὸ μας καθήκον.

Ὅταν ἐμίλησα για σᾶς στους προλετάρους τῆς Γαλλίας και τῆς κεντρικῆς Εὐρώπης, ὅταν τους μετεβίβασα, σὴν πὸ μου τὸ ἐζητήσατε, τὴ φιλία σας και τήν ἐμπιστοσύνη σας και τους ἐπερίγραψα τὰ πάθη σας, αἰσθάνθηκε πόσο τὸ βᾶρος τέτοιων μαθημάτων δίδει στὸ λαὸ μιάν πιδ σαφῆ ἐπίγνωση τοῦ πνεύματος τῆς δυνάμεις του και τῶν ἀπαιτήσεων τοῦ λαμπροῦ συνθήματος: συναδέλφωση τῶν ἀνθρώπων, κάτω ἀπὸ τὴ στολὴ τῆς ἀθλιότητος, κάτω ἀπὸ τὴ στολὴ τοῦ στρατιώτη και κάτω ἀπὸ τὴ στολὴ τοῦ αἵματος.

Ἀνρὺ Μπαρμπύς

Ὁ δικτάτωρ Πάγκαλος ἐργάζεται

Ἡ μιλιταριστικὴ κλίμα συνεχίζει τὸ ἔργο της. Ὁ τελικὸς σκοπὸς εἶναι σαφῆς, νὰ μὴν ἀφήσει οὔτε ἕγνος ἐλευθερίας στὸ λαὸ. Ἀμέσως ὕστερα ἀπὸ τὸ δεῦτερο πραξικόπημα τοῦ Παγκάλου ἦταν τὸ σύνθημα τοῦ δικτάτορος ἡ καταπολέμηση τοῦ κομμουνιστικοῦ κινδύνου. Τώρα φαίνεται πὼς γενήθησαν και ἄλλοι κίνδυνοι για τὸ καθεστὼς τοῦ Παγκάλου — τώρα δὲν κάμνει διάκριση καμμιά μεταξύ τῶν κομμουνιστῶν και μὴ κομμουνιστῶν ἀντιπάλων του. Τὸ σύνθημα ὕστερα ἀπὸ τὸ νικηφόρο πραξικόπημα ἦταν δημογραφικὸ. Ὁ Πάγκαλος ἐπέδωκε με αὐτὸ μονάχα νὰ κρύψει τοὺς πραγματικοὺς τὸν σκοπὸς, στρέφοντας τήν προσοχὴ τοῦ λαοῦ ἀπὸ τοὺς πραγματικοὺς κινδύνους πρὸς ἄλλους φανταστικούς. Ἔτσι ἐπέτυχε ὁ πονηρὸς δικτάτορας νὰ στερεώσει ακόμα περισσότερο τήν κυριαρχία του, νὰ ἐνμεταλλευθεῖ τὴ σύγχυση πὸ ἐπροξένησε τὸ σύνθημά του για τήν ἐνίσχυση τῆς θέσης του.

Τώρα μόλις γίνεται φανερὸς ὁ πραγματικὸς κίνδυνος. Ὁ μιλιταριστὴς δικτάτορας στέκει μέσα στὴ λαμπρότητα τῆς ἀπολυταρχικῆς ἐξουσίας του ἔσυχνέντρωσε κάθε ἐξουσία ἐπάνω του. Ἐνα καινούργιο κεφάλαιο τῆς νεοελληνικῆς ἱστορίας φέρει τὸ ὄνομά του αὐτὴ ἦταν ἡ φιλοδοξία του και τώρα τήνε πραγματοποιεῖ. Ὅλα τὰ ζητήματα πὸ ἐγγίζουνε ζωτικὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ ἐξακολουθοῦν νὰ μένουν ἄλυτα. Τὰ δημόσια χρήματα σπαταλοῦνται για τήν προετοιμασία καινούργιων πολέμων. Ἀγγλικῆς και γαλλικῆς ἀποστολῆς ἀκριβοπληρώνονται για νὰ ξαναπαρασύρουν ἄλλη μιὰ φορὰ ακόμα οἱ μιλιταριστῆς τῆς Ἑλλάδας τὰ παιδιά τοῦ λαοῦ σὲ καινούργια μακελειά: για νὰ χύσουν τὸ αἷμα τους για τὰ συμφέροντα καμμιάς ξένης μεγάλης δυνάμεις.

Ἐποβρύχια, ἀεροπλάνια ἀγοράζονται με τὸ ἔχει τῶν ἐλλήνων χωρικῶν και ἐργατῶν ἀπὸ γαλλικῆς ἐπιχειρήσεις. Ἐξακολουθεῖ νὰ ὑφίσταται ἡ ἐπίσημα ἐπιτροπομένη και ἐξασφαλιζόμενη ἐξαχρείωση ἡ ἀγνή κρατικὴ ἠθικὴ τοῦ δικτάτορος ἐπιτρέπει νὰ ὑφίσταται ακόμα μιὰ „Ἐπιτροπὴ ἀποκαταστάσεως προσφύγων“ και μιὰ Ἐπιτροπὴ ἀνταλλαγῆς προσφύγων. Ἡ τελευταία καταγίνεται με τήν ἀνταλλαγῆς τῶν προσφύγων μεταξύ Ἑλλάδος και Βουλγαρίας και „ἔδα πάνησε μέχρι τοῦδε 80,000.000 λέβα ἐνῶ αἱ καταδικασθεῖσαι παρ' αὐτῆς ἀποζημιώσεις εἰς μετανάστας δὲν ὑπερέβησαν τὰ 10,000.000 λέβα“.*)

*) „Ἐλευθερον Βῆμα“ 18. Φεβρ. 1926. Ἄρθρον Ν. Ζαρίφη „Ἡ μετανάστευσις Ἑλλήνων και Βουλγάρων“.

Ἀεργία, δυστυχία και ἀρρώστεια ἐξακολουθεῦνε τοὺς πρόσφυγες και τὸν ἐργαζόμενο κόσμο. Ἡ ὄρη τοῦ ἐνοικιοστατοῦ ἐτοιμάζεται.

Ἡ ἀντιπολίτευση ἔγινε ἀδύνατη, ὑπὸ ὁποιαδήποτε μορφή. Ὁ Πάγκαλος και τὰ ἐκτελεστικά του ὄργανα κατέχουν τὸ μονοπώλιο τῆς πολιτικῆς γνώμης. Ἡ κριτικὴ κυβερνητικῶν μέτρων στὸν τύπο ἀπαγορεύεται. Πολλῆς ἐφημερίδες ἐπαύθησαν. Πρῶτα πρῶτα οἱ ἐργατικῆς ἐφημερίδες μὰ ακόμα και τὰ ὑπόλοιπα δημοκρατικὰ φύλλα „Ἐλευθερος Λόγος“ και „Δημοκρατία“. Ὁ διευθυντῆς τῆς τελευταίας κ. Πουρνάρας συνελήφθη και θὰ δικασθεῖ. Οἱ ἀρχηγοὶ τῶν δημοκρατικῶν και λοιπῶν κομμάτων τῆς ἀντιπολίτευσης παρακολουθοῦνται και τιμωροῦνται ἀπὸ τὰ ὄργανα τῆς „Γενικῆς ἀσφαλείας“ τῆς νεοδουλειῆς και ἐπὶ τῆ βᾶσει δοκιμασιμῶν δειγμάτων ὀργανωθεῖς ἐλληνικῆς Σικουράντζας.

Στις 17 Φεβρουαρίου συνελάβην ὁ Πάγκαλος δεκαπέντε πρόσωπα, πολιτικοὺς ἀρχηγούς, ἀνώτερους και κατώτερους ἀξιωματικούς, τὸν ἀρχηγὸ τῆς „δημοκρατικῆς ἐνώσεως“ Παπαναστασίου τὸν πρῶτον ὑπουργὸ τῶν ἐσωτερικῶν και ἀρχηγὸ τοῦ ἐθνικοῦ δημοκρατικοῦ κόμματος Κονδύλη, τὸν ναύαρχο Γέροντα και ἄλλους μεταξύ τῶν ὁποίων: Διάμησης, Σπαῆς ἀντισυνταγματάρχαι, Βεντήρης συνταγματάρχης Λουκιδῆς ἰδιώτης, Γυπάρης, Λεοντόπουλος ταγματάρχαι, Κουσίνας, Καρλόγλου ἐφεδροὶ ἀξιωματικοί, Ἀναγνωστιάδης λοχαγός. Τὸ ἀνακινωθὲν τοῦ πολιτικοῦ γραφείου τοῦ Δικτάτορος λέγει: „Ἦνα μὴ συνεχίζεται ἡ ἐκ τῆς διαδόσεως φημῶν τῶν τελευταίων ἡμερῶν προκληθεῖσα ἀνησυχία τοῦ κόσμου ἐθεωρήθη σκόπιμον ὅπως ἀπομακρυνθῶσι τῶν Ἀθηνῶν οἱ Λουκιδῆς, Κουσίνας, Παπαναστασίου, Καρλόγλου, Κονδύλης, Γυπάρης, Διάμησης και δύο τρεῖς ἕτεροι“.

Οἱ συλληφθέντες μετεφέρθησαν σὲ ἕνα νησί τῶν Κυκλάδων.

Ὅστε, ἡ καινούργια πολιτικὴ ἠθικὴ τοῦ Παγκάλου ἀπαιτεῖ νὰ συλλαμβάνεται και νὰ ἐξορίζεται ὁποιοσδήποτε δίδει με τήν ὑπαρξὴ τοῦ ἀφορμῆ νὰ διαδίδονται ἀνησυχαστικῆς εἰδήσεις. Ἄδικα προσπαθεῖ ὁ Πάγκαλος με τήν ἀνακίνωσιν αὐτῆ και τίς ὑπόλοιπες δηλώσεις του νὰ κρύψει τίς πραγματικῆς αἰτίες τῆς πράξης του αὐτῆς. Ἡ κίνηση ἐναντίον τοῦ Παγκάλου δξύνθηκε τὸν τελευταῖον καιρὸ.

Ἡ συνειθισμένη φόρμα τοῦ πολιτικοῦ ἀγῶνα στὴν Ἑλλάδα εἶναι τὸ πραξικόπημα. Ἐνα στρατιωτικὸ κίνημα ἐτοιμαζόταν ἐναντίον τοῦ Παγκάλου. Γι' αὐτὸ ζητᾷ νὰ καθησυχάσει τήν κοινὴ γνώμη. Ὁ λαὸς ὅμως δὲ γελιέται.

Θὰ κατορθώσει ὁ Πάγκαλος νὰ ἐξακολουθεῖ νὰ παίζει τὸ ρόλο τοῦ Μουσοσλίνη ἢ θὰ φροντίσει ὁ ἐλληνικὸς λαὸς νὰ ξεκαθαρίσει μιὰ για πάντα με τέτοιους ἀρχηγούς, πὸ καταπιέζουνε σὰ δῆμιοι τίς μάζες, μεταβάλλουνε τὴ χώρα σὲ τσιφλίκι τους και κυβερνοῦνε ἀπεριώριστα σύμφωνα με τὴ θέλησή τους; Σὲ μιὰ ἐποχὴ πὸ με τήν λανθασμένη πολιτικὴ τοῦ Πάγκάλου και τήν πίεση τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Πάσις, ἡ Θεσσαλονικὴ μεταβάλλεται σιγὰ σιγὰ σὲ μιὰ βᾶση τοῦ σερβικοῦ καπιταλισμοῦ, νομίζει ὁ ἐλληνας δικτάτωρ πὸς με δρακόντεια μέτρα θὰ μπορέσει νὰ πιῆσει τήν ἀγανάκτηση, πὸς ἦταν ὡς τὰ τώρα ἐνστικτώδικη μόνον, μὰ πὸς σιγὰ σιγὰ με τήν ἐπαναστάτηση τῆς συνειδήσεως πέρνει ὅλο και πιδ συγκεκριμένες μορφές. Ἡ ἀγανάκτηση ἐκδηλώνεται ακόμα σὲ μιὰ ἀντιπολίτευση τῶν ὑπόλοιπων πολιτικῶν και στρατιωτικῶν ἀρχηγῶν, πὸς πολεμοῦνε τὴ δικτατορία, γιατί δὲν εἶναι ἐκεῖνοι οἱ δικτάτορες.

Ὁ λαὸς ὅμως ἔχει χορτάσει ἀπὸ στρατοκρατικῆς και ἀπολυταρχικῆς κυβερνήσεις, θέλει νὰ φτιάξει μόνος του με τὴ δικιὰ του δύναμη τὸ κράτος του. Οἱ χωριάτες και οἱ ἐργάτες πρέπει νὰ γίνουνε οἱ κύριοι στὸ σπιτί τους, στὸ ἐλληνικὸ κράτος. Ὁ λαὸς θέλει νὰ ὀρίζει μόνος του τίς τύχες του, νὰ κανονίζει τίς ἐσωτερικῆς σχέσεις του, νὰ καθοδηγεῖ τήν ἐξωτερικὴ του πολιτικὴ. Ἡ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ πρέπει νὰ κανονίζεται ὄχι σύμφωνα με τὰ συμφέροντα τῶν ξένων και ντόπιων πλουτοκρατῶν: παρὰ σύμφωνα με τὰ συμφέροντα τοῦ φτωχοῦ ἐργαζομένου λαοῦ. Ὁ λαὸς δὲν πρέπει νὰ ἐπιτρέψει νὰ ἀναστῆ ἀπὸ τὴ μιὰ μέρα στὴν ἄλλη μιὰ καινούργια φωτιὰ στὰ Βαλκάνια ἡ πολιτικὴ τοῦ Παγκάλου εἶναι μιὰ τέτοια πολιτικὴ ἐμπροστικῆ. Ὁ λαὸς θέλει μιάν ἀληθινὴν δημοκρατία, μιὰ δημοκρατία ὅπως τήν ἀπαιτοῦνε ἡ γεωγραφικὴ και ἡ οικονομικὴ θέση τῆς Ἑλλάδος. Ἡ Ἑλλάδα πρέπει νὰ ἐλευθερωθεῖ ἀπὸ τὸ νὰ σέρνεται πίσω ἀπὸ τὸ ἄρμα τῆς μίας ἢ τῆς ἄλλης μεγάλης δυνάμεις, σήμερα τῆς Ἀγγλίας, αὔριο τῆς Ἰταλίας ἢ Ἑλλάδα πρέπει νὰ γίνῃ ἕνα ἐλεύθερο μέλος τῆς μεγάλης βαλκανικῆς οἰκογένειας, ἕνας κρικός στὴν ἀλυσίδα τῆς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας.

Κ. Μάντος

PARTIE ALBANAISE

Shqypnia, bejlert e fqinjët

Politika e një shteti për t'i dhënë vendit një stabilitet s'munt të jenë as momentane as personale, pse si oportuniteti i momentit ashtu persona kalojnë, e mbas këtyne munt të lëjnë një gjëndje që e shtynë vendin në shkatërrim; politika e vertetë duhet të shohë më gjatë, dhe të basohet në themele të shëndoshta e të sigurta e jo në hipotezë.

Ka shqyphtarë të ndershëm e patriot të vertetë që sot presin përshtimin e Shqypnisë prej ndo'j fqinit të tij, jo për tieter por pse oportuniteti i momentit i këtij fqinj kërkon një ndryshim të mbrendshëm të politikës shqyptare, — ashtu ka edhe që kujtojnë se me rërximin e Begut të Mates, çeshtja shqyptare a zgjidhë.

Pikë së pari duhet konstatue se si e para çeshtje, d. m. th. oportuniteti i momentit e ndo'j fqinit që do të ndihmojë, ashtu edhe e dyta, rrëzimi i Begut të Mates, në vedvedi janë hipotezë, pse nuk është provue ende se po u pranue në princip, de facto munt edhe të zbatohen; për lehtësim të arsytimit veçse, po i admetojnë të dyja, e po arsyetojnë këtu vehtem këtë: A munt të pritet zgjidhje e problemit shqyptarë vehtëm prej rrëzimit të Begut të Mates, e prej ndihmes të ndo'j fqinit? Një zgjidhje provisorë e një persritje e tragi-komedis së regimit gjysëjetuër të Qershorit, po! duhet mendue veçse që reaksioni që kish me ardhë mbas kësaj persritje kish me këndë definitivisht fikja e popullit e vorri i Shtetit shqyptarë; për s'atë i perket zgjidhjes stabile të çeshtjes shqyptare, kjo s'është kurrsesi e mundur vehtem prej realisimit të hipotezës të paravume më nalt.

E përnjiment të flasim me dorë në zëmër: a thue bejlert e Toptanit, të Verlacit, të Vrionit, të Libohoves s'janë të rrezikshëm për popullin e Shtetit shqyptarë? A kaq shpejt u harrue se në kohën e kuvëndit Kushtetues, makina shtetnore kje ndalue fare, jo për tjetër, po për kundërshtimin e interesave shpijake të bejlervet?

Po ç'hall e ç'interesë ka populli me mbajtë 5—6 shpija për dam e për fikje të tij? Mos të harrojmë se të gjithë trahatnin e mjerimet që i kan ardhë popullit shqyptarë, kan vulen Toptani, Verlaci, Vrioni a Libohova. Begu i Mates u ba sot me zotsin kriminele të tijen, kryetari e exponenti i Lidhjes së Bejlervet, që është fara e dekes për popullin shqyptarë; me mendue veç se me rrëzimin e Ahmetit, munt të bëhen kompromise me bejlert të tjerë e munt të veprohet për të mirë të popullit, është naivitet a por trahatni naj popullin shqyptarë; interesat e popullit shqyptarë s'munt të vëhen kurr në barasim me interesat e kater shpijavet bejlërsh, këto interesa janë aq në kundërshtim, s'është e mundur me i vjefhtë njanes anë pa i damtue t'jaters, m'u ba bashkëpunet me njanes pa kenë kundërshtar i t'jeters, çeshtja është vehtem a ka ma randsi populli shqyptar a por kater shpija bejlërsh? Kujtoj se për ç'do shqyptarë të vertetë, përgjegjja duhet të jenë për popullin, e pra është kot me thanë, të rrëzojmë Ahmetin, pse me tjetër e njëditim, pse kjo lojë nuk është sincere naj popullin: kjo s'është një politikë e k'jartë, kuër admetohet bashkëpunimi me bejlert të tjerë, pse i pari hap me to, të bëjë në një lamë intrigash të poshtme, ku përherë shkelen interesat e popullit për interesat e bejlervet. — Kjo lamë politike është e mlueme me njëgull, e nuk shef rrugen që do të shkojë më gjatë, e niegulli është kurdoherë shkaku i naufrage-vet!

Kjo njëgull zhduket vehtëm atherë kuër me rrëzimin e Ahmetit, të jenë edhe rrëzimi, a s'paku lufta kundra klasit të bejlervet: një rrugë t'jater këtu s'ka, po kje se vëm për basë themelimin e një politikës stabile për të mirën e popullit shqyptarë.

Të vëm tash të pvetia e dytë: A munt të pritet ndihmë përshtimi për Shqypni, prej shtetevet fqinjë, të cillat janë Jugosllavia, Italia e Greqia?

Jugosllavia: Sundon këtu diktatorisht e me mjete terrori, partia radikale e kryesuem prej Pashiqit, e rrethue prej një klipes militare, rreth shpis Karagjorgjeviçit. — Lidhja me Radiç-in, është për ç'do nieri që e njëf popullin kroat një trahatni personale naj popullin që perfaqëson, por kurr një fusion programesh të partis radikale me partin kroate-bujqësore. Radiç-i i a shtrua plotësisht programit të Pashiqit, partia radikale s'ka ndrue as një vizë të programit të tij, me himjen e Radiçit, pra sundimi në Jugosllavi është e do të jenë s'atë të rrënoj Pashiqi në dorë të partis radikale.

Cilla ish politika e kësaj parti për Shqypni, cilla është kjo politikë sot? Kjo parti ka pasë e ka në program politik të sajë, për s'atë i perket Shqypnisë, zhdukjen e popullit e Shtetit shqyptarë prej faqes së botës. Edhe praktikisht e ka zbatue Pashiqi fare rrehtë ket pikë deri tash: me mija kjenë mytë Kosovarët prej Serbet, gjyçjë nuk kje kerkuë kurr për këto kerd; ma se krejt popullësia shtetnore, gjinden nën robni e Serbis, pa kurrnjë të drejtë minoriteti; të gjithë bejlert trahatnar, që deshtne me shqimë Shqypni, gjetne kurdoherë ndihmë e mrojtje në prëhen të Pashiqit: Essad Pasha, Hamid Bej Toptani, Ahmet Bej Zogolli etj.; në ç'do Konferencë Pashiqi kje kundërshtar i independences shqyptare, në ç'do levizje që vente në rrezik Shtetin shqyptarë, Pashiqi kje spiritus rector i sajë; prej 14^{dhjetë} deputetvet që perfaqësoshin minoritetin

shqyptarë në Skupçinë 13^{dhjetë} kjenë ndalue me dalë deputetë, Ferhad Draga, që duel kundra terrorit të Pashiqit kje që të në haps; ner zgjedhjet, ato shqyptarë që duene kundra terrorit kjenë vrë e shtë në haps; Vermoshi e Sh. Naumi kjenë grabitë me trahatin e Zogut e të tjerë bejlervet; oficerat serb janë ende sot rregulluest e ushtris shqyptare; lista e veprimevet damtuese të Pashiqit naj Shqypni është teper e madhe për t'u plotësue këtu, k'jartas shifet prej kësaj listë kaq: *partija radikale serbe e Pashiqit s'ka lutjë as një vizë prej bases së sajë që është zhdukja e popullit e shtetit shqyptarë.*

Sot basa e kësaj politikë deke për Shqypni s'ka ndrue aspak, vehtëm format duket se do të ndrojnë.

Pë pritë pa kujtue, dhelpira e Belgradit na del sot propaguese e një federacionit balkanik, i cili federacion do t'u bëka veçse copë mbas copë, s'atë për tash një-herë kenka i nevojshëm, federacioni jugosllav me Bulgarin e me Shqypni, nën sovrenitetin e shpis së Karagjorgjeviçit!

Kjo është një profkë e imperialismes së partis radikale të Pashiqit, që ka për fill anexionin e Bulgaris e copëtimin e Shqypnis, tuj këndë që Federacioni i vertetë, është ay ku krejtë popuj e Balkanit kan lirin e plotë ner kufit etnik të tyre, ku këta popuj janë të lidhurë si shtete të bashkueme, nën kryesinë e një Presidentit që e zgjedhin vehtë; federacioni jugosllav e principi monarkik janë principe që rrinë në themel në kundërshtim me federacionin e vertetë, janë mina për të rrezue idën e federacionit balkanik, që do të binë librimin e të gjithë popujvet të Balkanit, at idë që dita me ditë po hapet me shpejtësi rrefeje.

Federacioni i Balkanit do të binë për Shqypni, librimin e Koves e të Çameris, por jo anexionin të t'jervet pjesë të Shqypnis që ka për fill federacioni i Pashiqit.

Prë prej profkavet të hapura prej Belgradit, veç dam munt t'i vij Shqypnis, pse basa e politikës së Pashiqit — *zhdukja e popullit e shtetit shqyptarë nuk ka ndrue as një vizë*, — e ndihma që munt t'i nabin Shqypnis Pashiqi është vehtem një çap për t'realizue ket politikë s'atë parë; ç'do patriot shqyptarë duhet t'a kuptojë ket, pse ndryshej bëhet pë-ditë responsabel për realizimin e politikës deke të Pashiqit naj Shqypni.

Italia: Sundon këtu diktatorisht partia fashiste me në krye duce-n e sajë Mussolinin. Ç'do liri që është kundra partis fashiste është e shtypur me terror; shtypi i lir është i ndaluem; gjyçet s'janë independente, (si provon për Shqyptarët edhe falja e kriminelit Stambolles, e nenshkrimi i koncesionevet të Bankes etj. me gjakun Gurakuit; e për Italianët vrasja e Matteottit;) zyrtarët e ushtria janë fashistisue radikalisht; shkurt tana këto shtypje s'janë t'jater por shtypja radikale e sistemit konstitucional prej terrorit të një partis personele.

Të gjithë këto janë një damkë për Europen demokrate, por ç'ka na intereson në ket artikull është politika që ka fashisma për Shqypni e a munt t'vinë përshtimi i Shqypnis prej kësaj anë.

Politika e fashismes është thieshtë imperialiste; përgjithësisht, ket fashisma s'e ka mshehtë as pak, as në deklaracionin e Mussolinit për italianisimin e Tirolit, as në vajin e tij për lëshimin e Vlonës; Banka Kombetare, Huaja, nenshkrimet e Begut të Mates e të Libohoves, s'janë t'jater veçse çapa të parë, për shkëljen e atdheut prej thundres t'Italianëve; ç'do ndihmë që vjen prej Italis pra s'është t'jater por një bakshish për një copë tokë shqyptarë, copëtimi e invasioni i Shqypnis është filli i politikës imperialiste fashiste.

Greqija: Është sot një fuqi dependente që balancon ner duert e Mussolinit e t'Albionit: ato të mira që munt të presim prej këtyne munt t'i presim edhe prej Grekis.

Posë kësaj gjindet Greqija sot në duert të diktatorit militar që për t'u mbajtë në fuqi është tuj lutjë teper me fjalë të ndryshme; herë pakt balkanik, herë fille imperialistike naj Turkin, herë ket, herë atë, shkurt ka kapë Greqija një rrjedhë aq labile, s'atë as vehtë s'e di se ku do të dalë; prej kësaj politikë pa-themel e pë-fille kurgjës s'ka ç'ka pret Shqypnia, aq ma teper kuer kanalet nëper të cillat kalon edhe sot politika greke, janë po njato, që kurdoherë kan luftue për deken e popullit e Shtetit shqyptarë.

* * *

Perfundimi logik i gjithë ç'thame pra është ky:

1. Rrëzimi e Begut të Mates në vedvedi nuk është kurrnjë fitim po s'u muer si hapi i parë i luftes kundra klasit feudal, që do të jenë basa e politikës së mbrendshme shqyptarë.

2. Ç'do ndihmë që na vjen prej fqivet t'onë, është vehtem një hap i asaj politikë që ka për fill deken e popullit e Shtetit shqyptarë; përshtimi i Shqypnis veçanerisht — e i të gjithë popujvet të Balkanit përgjithësisht — munt t'i vinë prej lidhjes të gjithë popujvet të Balkanit nermjet të tyre nën një republikë federative.

Atenë, Mars.

Y. Kalori

PARTIE SERBE

Главњача

Београдска тамница. Народ је назива Бастиљом реакционарног југословенског режима. Она датира још из турског доба. Под феудалним режимом Обреновића затварали су у њу политичке противнике и мучили их тако исто вешто као и данас. Вође радикалне партије: Пашић, Стојан Протић, Пера Тодоровић и други који су у том давном времену проповедали анархистичке и социјалистичке идеје, били чланови Прве Интернационале и марљиво похађали конференције Михајила Бакунина у Цириху, провели су године у самцама „Главњаче“. Њихова мучења и патње беху достојне Шпањолске Инквизиције и Торквемада.

Од 29. Маја 1903. траје феудално капиталистичка ера. Династија Карађорђевића је на престолу Србије и Радикална партија дефинитивно на власти. Као под турским пашама и под Обреновићима влада крваве тираније настављена је и под новим режимом. И Главњача игра исту улогу као и у прошлости. Страшна тамница Краљевине. Народ шапуће ово место патње са страхом и мржњом.

Тек што су дошли на власт, нови сатрапи су убили два млада официра, два њихова противника, браћу Новаковиће. У самом почетку режим Пашић-Карађорђевић дао је своју меру. Од тада крвавим корацима ишло се неуморно и рушило све што је било на путу и што је пречило ход ка добити и рату. Од 1903—1918. колико су невиних жртава побили целати Главњаче у сени муклих, тајних сутерена.

Завршетак империјалистичког рата и инфамни Версајски уговор донесоме на свет једно мртворођење и назваше га краљевином Срба, Хрвата и Словенаца. У ствари је то била хегемонистичка Велика Србија, о којој су од увек сањали српски империјалисти. Од тога времена историја Главњаче је чврсто везана са перманентним белим терором против радника и сељака, потлачених народа и националних мањина у Југославији. Увек препуна револуционара, бораца за радничку ствар и присташа националног револуционарног покрета.

Обзано год. 1921. превршена је свака мера. Најбруталнија реакција је завладала у целој земљи.

Али овога пута није се успело, да се угуше јауци мученика у зидовима Главњаче. И европско јавно мишљење најзад дознаје и памти име Главњача, које се почиње изговарати са истом језовитишћу као и Петро-Павловска тврђава Романова и Стољичина или Монжи. Ту су комунисти и револуционари македонски, хрватски, црногорски, и сви они који се боре за социјално и национално ослобођење, мучени средњовековним мукама. Тучење на смрт, забијање клинаца под нокте, видање меса са живог људског тела — били су најчешћа процедура. Мучење у димњану, које се састоји у томе да се ухапшеник остави у врућем димњаку све док не изгуби свест, клања и уби-

јања под изговором као да је ухапшеник починио самоубијство, мрење глађу и присиљавање несрећника да пију своју мокраћу, била су такођер средства, која су београдски целати употребљавали.

Овакве процедуре су вршене без милости тако исто и против жена и деце као и против старца. Сцене, које су се одиграле у југословенској Бастиљи половином год. 1921. после неуспелог Стејићевог атентата на краља и Алиагићевог који је донео смрт иницијатору Обзане Драшковићу, могу се мерити са дивљаштвом у тамницама Цанкова-Љапчева и њихове Војне Лиге или румунске Сигуранце.

Нови талас терора који је понова прошао Југославијом, да би се угушило буђење револуционара радника и сељака потсећа на дане из год. 1921. Опет се почело говорити о Главњачи и о страхотама, које се у њој збивају. Али је протест европских радника био тако снажан, да су сатрапи морали пустити жртву.

Писмо, које је упутио Коста Новаковић, вођа југословенских комуниста Југарњем Листу у Загребу 21. фебруара о. г. показује најбоље драконске мере којима је био третиран он и остали милитанти радничког покрета.

„Осим мене, каже К. Новаковић, тукли су Миливоја Каљевића, Милорада и Милутина Петровића, обућарске раднике; Ивановића, Миливоја Стојанчевића из Ниша, који је био тучен у толикој мери, да је полиција била присиљена да га казни најпре са 10 а затим са 15 дана затвора само зато да би му нестало трагова од задобивених удараца, и да суд не би могао учинити никаквих констатација.“ Мало даље, овај одлучни и храбри револуционар говори о вереници једног ухапшеника, која је позвала да сведочи и „коју је полиција дивљачки тукла и чупала јој косе“. Помињући капо Главњаче, који је велик 45—50 cm² где су бацали једне ноћи 138 људи. Новаковић каже да је слушао „валијуће гласове: воде! воде!... Топлота је била таква, да су се у њој људи гушили. Те ноћи два су човека изгубили свест. Једноме од њих текла је крв на уста и на нос. Били су присиљени, да га пренесу у болницу.

Може се навести још много других сведочанстава о вандализму над политичким затвореницима тако исто неопобитних. Сва констатују, да се у Главњачи врше најбруталније тортуре.

Када ови сатрапи употребљавају ове методе у престоници земље, шта се тек догађа у градовима и у селима унутрашњости где је контрола ако не немогућа а оно веома тешка. Извесно је да се тамо догађају нечувена насиља.

Београдска Главњача је симбол једног крвавог режима, који се одржава терором и најодвратнијим злочинима. Под Пашићем-Карађорђевић-Прибићевићем она је оно исто што и под Пашић-Карађорђевић-Радићем.

И онога дана само, када нестане режима социјалног и националног насиља несташе и Главњаче.

Н. Мермет

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Šarl Vildrak

ŠARL VILDRAK je rođen u Parizu 1882. Počeo je saradnju u revijama mladih. Objavio je postepeno ova pesnička i kritička dela: *Poèmes*, u 1925. zatim *IMAGE ET MIRAGES*, *LE LIVRE D'AMOUR*, *DÉCOUVERTES*, *LES CHANTS DU DESESPÉRÉ*, i u 1925 god. *L'ILE ROSE*.

Ali tek njegovo prvo veliko dramatsko delo *LA PAQUEBOT TENACITY*, donelo mu je slavno ime. Ovo je delo prevedeno na sve jezike i predstavljano u Londonu, u Ženevi i u Pragu.

Sva dela Šarla Vildraka imaju princip jednostavnosti, koja je u ostalom vrlo znanstvena.

LE PAQUEBOT TENACITY bio je aklamiran u Parizu za vreme dvesta predstava.

Očevidno je da je položaj Makedonije prema izrazu Vanderhelda, jedan evropski skandal. On je jedno od mnogobrojnih svedočanstava farisejstva kojim je rukovodjeno prigotovljavanje versajskog ugovora i zločina državnika, koji su se za vreme velikog rata pozivali na pravo samoopredeljenja naroda.

Balkanske države biće stalno izložene krvavim sukobima dok god ne ostvare svoje jedinstvo i svoju federaciju, pod režimom čovečanskog respekta, mira i slobode. Svadje i etničke rivalnosti više ili manje krive, prirodno će se umiriti kod naroda ako ne

budu brižljivo podržavane i eksploatisane od onih, koji ih stavljaju u službu svojih političkih ambicija i svojih kastinskih interesa.

Ništa ne treba očekivati od vlada, tim više jer balkanske države pate od pooštrene krize reakcije, vojničkog i nacionalističkog varvarstva, koje je uvek posledica rata, kod pobedilaca kao i kod poraženih.

Ovde kao i svuda od naroda treba da dodje spas i mir. Treba da ideja Balkanske Federacije obuhvati u isto vreme, kako evropsko javno mišljenje tako i široke narodne mase svake od pojedinih zainteresovanih zemalja. Ova ideja može biti dovoljno jaka da očisti terorističke vlade i da pobedi, jer ona predlaže ideal mira i sigurnosti stanovništvima stalno gonjenim od soldateske.

Nema sumnje da će ona okupiti sve slobodne duhove i sva plemenita srca.

Šarl Vildrak

Leon Vert

Leon Vert je rođen u Remirmonu god. 1878. Počeo je sa člancima o modernom slikarstvu god. 1909. u reviji „LA PHALANGE“. Oktav Mirbo oduševljen talentom ovoga mladoga pisca, prijatelji se sa njim i uvede ga kao hroničara u „Paris-Journal“. Leon Vert je odmah bio vršten među revolucionarne pisce. Jedan članak o Baresu, u kome je pokušao da prikaže koliko je bilo

žalosnog i siromašno intelektualnog kod ovoga pisca učinio je, da se je o njemu mnogo govorilo. God. 1913. izdao je svoju prvu knjigu „BELA KUĆA“, roman koji se odigrava u jednoj hirurškoj kući i koji je dobio pet glasova za Gonkurovu nagradu. On je ratovao dve godine i posle je bio oslobođen. Ispoljavao je svoju mržnju protiv rata u „Journal du Peuple“. 1917 i 1918 objavio je romane protiv rata: „CLAVEL SOLDAT“ i „CLAVEL CHEZ LES MAJORS“. Posle toga izdao je postepeno: „YVONNE ET PIJALET LES AMANTS INVISIBLES, DIX NEUV ANS...“, „PIJALET DANSE“, roman izvanredna literarne vrednosti. Njegovo poslednje delo naziva se „DANSE, DANSEURS, DANCINGS“. Leon Vert je putovao na Daleki Istok i Indokinu odakle je doneo bogatu dokumentaciju o kolonijalnim običajima. Nekoliko fragmenata knjige koju o tome misli izdati, objavio je u reviji Evropa.

Leon Vert znači u istini savest.

Ja mislim da je makedonsko pitanje kao i sva druga pitanja te vrste bilo rešeno prema finansiskim interesima i diplomatskim fikcijama.

Svi posleratni ugovori kao, čini mi se, i većina velikih ugovora u istoriji bili su redigirani od „Ubu-Roi“.

Velika je progreska što se o diplomatima iz ambasada misli, da imaju preciznije misli od kafanskih diplomata. Postoji finansiska realnost, postoji kapitalizam. Ali ni finansiska realnost ni kapitalizam ne bi bili tako jaki, da nisu našli kao izraz legendarnu i detinjnu diplomatsku fikciju i da nije bilo misterioznih saglasja i nesaglasja između ove fikcije i osećaja, koji se fabrikuje za narode.

Zapadna Evropa se je borila za utopije u koje je verovala da veruje. Balkansko poluostrvo hoće da se bori i ide u borbu za fikcije kojima se ona opire. Ima naroda razdrobljenih: Makedonija, Austrija, Ugarska.

Sa ostacima naroda jedna diplomacija umornih staraca i mladih esteta htela je da nastavi izigravanje naroda. Ti komadi pate i bore se. Makar kako bili glupi ovi diplomati, ne može se zamisliti, da oni nisu predviđjali i želeli ovu borbu i ovu patnju. Ne mogavši želeći odmah rat između Amerike, Francuske i Engleske trebalo im je stvoriti na Balkanu neki izvor rata, da bi se mogao podneti ovaj mir, koji je već i onako suviše dug.

Umetne granice stvorene ugovorima Versaja, Trianona i Neija podržavaju agresivni nacionalizam i umnožavaju uzroke rata. To je bio slučaj sa poslednjim grčko-bugarskim sukobom.

Imperijalistički političari misle, možda pogrešno, da za vreme dok se narodi bore, oni izbegavaju revoluciju. Oni nemaju straha od ratne varnice, nego od jedne druge.

Šta je sa pravima narodnih manjina?

Evo nešto što mora da nasmeje diplomatu ili političara pa makar on pripadao zapadnoj Evropi ili Balkanskom poluostrvu.

Ali federacija balkanskih naroda stvorio se onoga dana kada ovi narodi razoružaju svoje političare i svoje militariste diplomate.

Ako balkanski narodi ispune ovaj zadatak, ako ostvare ovu drugu formu razoružanja, oni se mogu nadati i u Evropi i u celom svetu, zahvalnosti sviju onih koji zaslužuju ime čoveka.

I trebalo bi da oni već od sada mogu računati takodjer na njihove tople simpatije.

Leon Vert

Žan Longe

Žan Longe je rođen, ima skoro 48 god. u Londonu gde mu je otac, izgnanik Pariske Komune, bio profesor jezika i francuske literature u kraljevskom koležu london-skog univerziteta. God. 1872. oženio se je sa Ženi Marx, mladjom ćerkom Karla Marxa.

Posle gimnazijskih studija Žan Longe pohađao je predavanja na pravnom fakultetu pariskog univerziteta, i u isto vreme započinjao svoju žurnalističku karijeru saradjući od 1898. u „PETITE REPUBLIQUE“ listu, koji je tada bio glavni organ socijalističke partije i u kome je on dao studije već prilično primećene o pitanjima strane politike.

Borac za francusku radničku partiju (Gedista) uz koju je pristao god. 1895. on je u isto vreme bio i sekretar grupe kolektivista studenata u Parizu.

Kada je Žores 1904. god. osnovao „L'HUMANITÉ“ pozvao je Longea za redaktora rubrike za stranu politiku, koju je dužnost vršio sve dok nije bio izabran god. 1914. za poslanika.

U međuvremenu Žan Longe je učestvovao na svima socijalističkim kongresima francuskim i internacionalnim od 1904—1914.

Od svoga izbora u parlament 1914. igrao je vrlo aktivnu ulogu u socijalističkoj parlamentarnoj grupi. Longe je bio na strani Žoresa, kada je ovaj činio poslednje napore da spase mir u svetu, za tragičnih dana

jula 1914. i one iste večeri kada je bio podlo iz zasede ubijen.

Ceo svet se seća njegove uloge za vreme rata i borbe koju je vodio za mir i pored svih gadnih napada, za sporazum naroda i posebno za uspostavljanje internacionalnih odnosa između proletarijata.

U septembru 1919 god. on je bio prvi, koji je sa parlamentarne tribune poveo proces protiv versajskog ugovora i čije je zle posledice za budući mir sveta pokazao, i u isto vreme prvi koji je tražio priznanje Sovjetske Rusije.

Žan Longe je održao stotine konferencija i propagandističkih skupština u Francuskoj isto tako kao i u Engleskoj, Belgiji, Holandiji, Nemačkoj, Austriji, Italiji, Danskoj i najposebe u Americi gde je u zimu 1922—1923 učinio jednu turneju od 70 konferencija.

Longe je osim toga saradjuvao na velikom broju novina i revija u Francuskoj, Engleskoj i u Americi. On je publikovao izvestan broj knjiga koje su imale veliki odjek d specijalno 1907. studiju o čuvenoj aferi Azeva, poličajca i carističkog provokatora. God. 1913. objavio je znamenito delo „SOCIJALISTIČKI INTERNACIONALNI POKRET“ kao i vrlo dobro dokumentovanu studiju „INTERNACIONALNA POLITIKA MARKSIZMA“. Osim toga izdao je čitav niz brošura: „EVOLUCIJA SOCIJALIZMA U FRANCUSKOJ“ (1905), „SOCIJALIZAM U JAPANU“ (1907), „NEMAČKI SOCIJALISTI PROTIV RATA I MILITARIZAM“ (1913), „SOCIJALIZAM I RELIGIJA“ (1916) itd.

Za poslednje dve godine redovno drži predavanja na koležu Socijalnih Nauka: ISTORIJU INTERNACIONALE U 1922 i 1923 god. i EVOLUCIJA RADNIČKOG I SOCIJALISTIČKOG POKRETA U ENGLESKOJ U 1923 i 1924 god.

Opšti princip kojim je prožeta vojnička pobeda saveznika primenjen brutalno na istoku kao i na zapadu Evrope, doneo je svuda teško nepravedne solucije, koje sadrže toliko uzroka unutarnjih nemira u novim državama i opasnosti za mir sveta uopšte.

Kada je, već pre svetskog sukoba Makedonija bila pripojena Srbiji, ja sam u „L'Humanité“ (oficijelni organ socijalističke partije, gde sam redigovao rubriku za stranu politiku), od moje strane stalno protestovao, i taj protest nije bio, nego samo skroman izraz misli koju je u isto vreme tako veličanstveno razvio u parlamentu i u štampi naš besmrtni učitelj Žan Žores.

Već od tog vremena, ja sam isto tako mislio da ne bi pravdna solucija bila ni ona koja bi Makedoniju oduzela od Srba i dala je Bugarima, prema nacionalističkoj koncepciji ove zemlje, ograničenoj i fanatičnoj kao i svaka druga, pa bila ona bugarska, srpska, nemačka ili francuska.

Naravno, ugovori bazirani na sili, koji su tako različite narodne manjine dali drugim narodima završili su za Makedoniju, kao i za druge narode sa jednim režimom u kome prava ovih manjina niti su čuvana niti respektovana.

Svakako se može zamisliti (Engleska nam je dala zato dobre primere) jedna država u čijem su okviru ova prava potpuno respektirana. Tako u Južnoj Africi, gde je odmah nakon burskoga rata potpuna jednakost prava između Bura i Engleza odmah ustanovljena od Sir Campbel Bannerman-a, ovog plemenitog prestavnika engleskog liberalizma. Nemamo li i bliže nas veličanstveni primer Švajcarske, gde Nemci, Francuzi i Talijani Švajcareci žive u potpunoj harmoniji tako da nijedan od njihovih prava i nijedan od njihovih jezika nije ni u čem zapostavljen. Ali kako je u osnovi švajcarskog režima federalizam, to svih 22 kantona predstavljaju toliko malih autonomnih republika koje ujedinjaju federalne veze sa jednim pametnim i umerenim centralizmom u Bernu.

Ja verujem, da bi ovaka jedna solucija bila najprirodnija za Balkan i da je ona jedina koja odgovara ekonomskim i političkim potrebama. Već pre rata otpočeo je kampanju u tom smislu moj prijatelj Rakovski, tada šef socijalističke rumunjske partije, koji je kako vam je poznato docnije postao sovjetski ambasador u Engleskoj.

Dogadjaji koji su nadošli posle svetskoga rata ostavili su Bugarsku kao i Srbiju, Grčku i Makedoniju bukvalno upropaštene. Ne treba naglašavati važnost jedne take solucije; međjutim ona se sukobljava sa uskim nacionalizmom svake od ovih država kao i sa interesima dinastija i kasta koje neće biti lako pobediti.

Medjutim nesumnjivo je, da je tu spas za izmučene balkanske narode i da internacionalni socijalizam treba, kao što je to činio i pre 12 godina, da pomaže slobodnu federaciju balkanskih naroda, koja će jedina omogućiti razvitak svakoga u poštovanju prava, ekonomskom progresu ostvarenom uspostavljanjem jednog tržišta od 30 miliona konsomatora. U isto vreme će solidaritet među balkanskim narodima sprečiti put svima imperijalizmima zapada i istoka i pretenzijama intervencija i dominacije Pariza, Londona i Moskve.

Žan Longe

Žan Rišar Blok

Žan Rišar Blok rodjen u Parizu 1884 god. od buržoaske familije, pripadao je još od svoje mladosti kolektivističkim grupama. Posle univerzitetskih studija bio je profesor istorije i geografije na državnim licejima, a zatim se odao literaturi. Započeo je jednim pozorišnim komadom „L'ENQUIETE“ koga je igrao Antoen u Odeonu 1912 god., zatim jednom knjigom pripovedaka „LÉVY“, jednim romanom o jevrejskom industriskom svetu u Francuskoj, jednom knjigom revolucionarne estetike CARNAVAL EST MORT itd. On je literarni direktor jedne pariške izdavačke firme i saradjuje u različitim revijama. On je jedan od najvećih pisaca savremene Francuske.

Dragi Druže!

U koliko ja poznajem stanje stvari na Balkanu, ja mislim da je sadanje rešenje makedonskog pitanja tako isto varvarsko, nečasno, hipokritsko i nepravedno kao i rešenje pitanja poljskog, čehoslovačkog, šleskog, sarskog ili besarabskog — da ne citiram druge — i jedno i drugo je plod politike podele merkantilizma, imperijalizma i nacijonalizma.

Izgleda mi zatim da sadanje balkanske vlade nikako ne vode računa o etničkim manjinama.

U koliko sam ja informisan o stvarnosti događaja, nalazim da je ruska boljševička vlada dala način i primer kojim se može u duhu pravde i lojalnosti izmiriti svadja narodnosti. Ali trebalo

bi za to jedno istinsko požrtvovanje prave komunističke partije i političkog genija; doktrinalne sigurnosti i gipkosti jednog drugog Lenjina, da bi se prenela na Balkan metoda koja je uspeła kod manje nervoznih i manje izukršanih populacija. U svakom slučaju ja držim, da ni jedna od sadanjih balkanskih vlada nije u stanju da se digne do ove koncepcije. Odakle bi one u ostalom crple potrebni autoritet za ostvarenje i postavljanje ove koncepcije? Samo jedan veliki narodni pokret, vodjen elitom apsolutno ujedinjenom i disciplinovanom, imao bi izgleda na uspeh. Celu se pitanje dakle svodi na sledeće: uništiti na Balkanu (kao i inače) duh partikularizma, duh nacijonaliteta, dogme i prestiža nacijonalne ideje, sliti sva nezadovoljstva, sve nade, sve težnje u jednoj jedinstvenoj političkoj partiji, sa pravim linijama, neumoljivom metodom i ciljem vrlo jednostavnim i jasnim.

U svom hodu prema civilizaciji balkanski narodi nalaze protiv sebe, kao i drugi narodi sveta dve prepreke: religiju i naciju. Volter i francuski revolucionari 18. veka borili su se protiv onoga što su oni zvali Infamija, protiv crkve. Mi imamo da uništimo dve Infamije. Ne smeta što je nacija nekad bila, kao i religija, faktor progressa i kulture. One nisu danas ništa drugo nego maska kapitalističkim i bankarskim preduzećima. Treba gledati sadašnjost i budućnost. Dokgod čovečanstvo bude — iz interesa ili iz osećaja — ljubilo ove leševe, ono će se njima trovati. Ovo važi za Balkan kao i za ostali svet.

Bratski Vaš

Pariz, 22. Novembra 1925.

Žan Rišar Blok

PARTIE ROUMAINE

Schimbare de regim sau schimbare de decor?

România se zbate într-o profundă criză. Nu numai economică — așa cum o dovedesc miile de polițe protestate zilnic, zecile de mii de șomeri și sutele de mii de țărani infometați; nu numai politică — așa cum o dovedește rezultatul alegerilor comunale și noua lege electorală mussoliniană; dar și adânc socială. În timp ce Universitățile se închid terorizate de bandele fasciste, care silesc majoritatea studențimei la grevă contra voinței ei, vedem cum barourile au proclamat greva generală a avocaților pentru a protesta împotriva noilor legi, ce prefac în minciună chiar și minimul de „garanție“ pe care procedura de judecată îl dădea până acum nevoiașului ajuns în fața justiției oligarhice. Grevă universitară și grevă a avocaților — iată două simptome care caracterizează destul de criza socială ce zgudue viața publică în România.

Și totuși: criză economică, criză politică și criză socială — dar nu criză de guvern. E drept că „se vorbește“ că la sfârșitul acestei luni (Martie) liberalii vor părăsi guvernul. Inșă — deși chiar nici asta nu-i încă decât o versiune — plecarea liberalilor dela guvern e departe de a însemna o criză de guvernare, o schimbare de regim guvernamental. Dacă se va adevări plecarea liberalilor, atunci asta va însemna cam același lucru ca și plecarea lui Tankof și venirea lui Liapcef în Bulgaria: o schimbare de decor în scopul înșelării aparențelor și al întăririi reale a regimului oligarhic.

Situația în România este de așafel, încât plecarea liberalilor dela guvern nu este determinată decât de voința liberalilor înșiși. Nu există în acest moment nici-o forță organizată, care să-i silească la aceasta, și dacă ar vroi, ei ar putea rămâne mai departe la cârmă fără ca astăzi să-i poată cineva împiedica. D. N. Jorga, inconstant și inconștient, are totuși câteodată scăpări de sinceritate, ceea ce l-a făcut să prindă trăsătura situației actuale foarte exact. D-sa este menit să fie unul din factorii esențiali ai viitoareii formații guvernamentale și ar avea deci tot interesul să prezinte acest viitor guvern ca un guvern puternic, *adus și impus de voința populară*, de „opinia publică“. Și totuși d. Jorga, vorbind într-un interviu de „criza“ de guvern, este silit să recunoască: „Cu ce e lăsat să facă, guvernul (liberal) poate să mai guverneze încă cel puțin zece ani... Dacă se va duce, va fi din partea sa un act de grație față de succesorul cel mai comod.“

Pricinile acestei situații le-am expus în articolele noastre precedente și cetitorii *Federației Balkanice* le cunosc. În afară de teroarea albă, liberalii mai au două sprijine: primul este nevolnicia opoziției capitulare. Al doilea sprijin constă în faptul că conducătorii opoziției, pentru grația Palatului, împiedică și se împotrivesc la mobilizarea maselor, deși numai o acțiune de masă de jos în sus ar mai putea într-adevăr doborâi nenumai guvernul liberal, dar și regimul oligarhic. După ce am putut vedea cum înșăși unele ziare de opoziție (*Adevărul*, *Lupta*, etc.) ne-au dat dreptate și au recunoscut că conducătorii opoziției „își orientează politica după indicațiile Palatului și ale camarilei“, iată că acum aceleași ziare confirmă spusele noastre și în ceea ce privește atitudinea acestor conducători față de acțiunea de masă. „*Tochmai când este nevoie de mișcarea maselor, opoziția nu se adresează acestora, ci discută în mod parlamentar și privește, fără prea multă emoțiune, ingenunchierea țării.*“ Aceste

rânduri sunt datorite d-lui Mille, care astăzi nu poate fi socotit ca radical și revoluționar. Dar tocmai deaceia ele sunt deosebit de importante. Căci, dacă d. Jorga recunoaște că plecarea guvernului liberal este „un act de grație“, adică o pomană dată de liberali cu scop interesat, apoi atunci d. Mille ne dă cheia la aceasta. De ce își pot permite liberalii asemenea „acte de grație“ cu puterea, ca într-o despoție? Pentru că în fața unei lovituri de stat conducătorii opoziției nu fac apel la mișcarea maselor, ci „discută în mod parlamentar“ ne răspunde d. Mille.

Dar d. Mille, ziaristul de încredere al conducerii Partidului Național și deci dotat cu priviri ce pătrund între enlusele politice, mai adaugă că „opoziția nu se prea emoționează de ingenunchierea țării“. Asta sună a complicitate cu guvernul liberal pentru conducătorii opoziției, — mai ales când o spune un personaj ca directorul *Luptei*. Și într-adevăr: trădarea se întinde și ia forme concrete. După pactul dintre Partidul Liberal și Partidul Maghiar, după trecerea definitivă și fățișă a Partidului Poporului de partea liberalilor, iată că și Partidul Național trece acum și el cu arme și bagaje în tabăra oligarhiei. Conducătorii acestui partid dau mâna cu oligarhia, după ce timp de doi ani de zile au dus tratative cu Partidul Țărănesc pentru constituirea unui bloc *anti-liberal*.

Blocul oligarhic este astfel întărit tocmai în clipa când democrația mioapă îi trimetea la tipar anunțul de înmormântare. Oligarhia își poate deaceia permite acum — înarmată și cu noua lege electorală — să schimbe decorul fără teamă ca stăpânirea ei de fapt să fie atinsă. Oligarhia își poate acum permite un *intermezzo* pe gustul „opinie publice“. Bineînțeles că naționalii, cari au fost pe gustul unei părți a opiniei publice pentru că au făgăduit doborârea regimului oligarhic, trădând acum această făgăduială de căpetenie au încetat de a mai reprezenta nici măcar în parte această opinie publică... În schimb însă ei au devenit pe gustul oligarhiei și așteaptă ca, în schimbul trădării, „actul de grație“, predarea temporară a guvernului și a avantajelor lui suculente, să se facă în favoarea lor, deveniți astăzi „succesorul cel mai comod“ pentru oligarhie.

Ca opoziție legală — Partidul Comunist fiind ilegal — mai rămâne Partidul Țărănesc și organizațiile muncitorești. E drept că în ultimul timp conducătorii țărăniști și-au dat toată silința să se apropie de Palat și să însufle încredere oligarhiei. Ei au amuțit în chestiile fundamentale: desființarea constituției și legislației liberale, lărgirea reformei agrare, desființarea stării de asediu, amnistia, etc., etc. În schimb au repetat *urbi et orbi* că „continuitatea“ este o necesitate istorică ce nu poate fi ignorată, că și legiurile napoleoniene, deși purcese dela izvorul loviturii de stat dela 18 Brumariu, nu au putut fi pur și simplu înlăturate după restaurarea Bourbonilor, și că deci... țărăniștii la guvern nu vor putea face *tabula rasa* cu constituția și opera liberală. Dar degeaba toate aceste lingușiri reptiliene la picioarele tronului și în anticamera oligarhiei. Degeaba chiar au fluturat conducătorii țărăniști prin fața ochilor oligarhiei speranța că numai ei țărăniștii, ar putea asigura recunoașterea de către U. R. S. S. a raptului Besarabiei, pentru că numai ei, țărăniștii, au credit democrație la... Soviete. Degeaba toate acestea.

Liberalii le-au promis puterea dacă dau dovadă de cumișenie și garanții de ordine: conducătorii țărăniști au dat aceste dovezi și

garanții, trădându-și programul și făgăduelile dar compromițându-se în fața masselor. Odată însă compromiși oligarhia le-a dat cu tifa: „Nu mai avem nevoie de voi!”

Este foarte probabil ca aceeași politică s'o urmeze oligarhia și față de conducătorii Partidului Național. Ei s'au predat în fața oligarhiei acceptând platforma oligarhică. Când, în ultimele zile, ministrul de interne, d. Tătărescu, a afirmat în Cameră că d. Maniu, venind la guvern, nu va desființa starea de asediu și nu va da amnistia, d. Maniu care era de față nu a făcut nici-o mișcare de dezmințire. Dar tocmai această acceptare a platformei oligarhice va face foarte curând inutil intermezzo-ul naționalo-averescan la guvern și îi va pune capăt cu o reîncepere a guvernării liberale. Căci pedeapartea guvernul național, continuând politica liberalilor, va înăspri criza și ascuti nemulțumirile populare. Jar pedealta guvernul național, executând programul liberal, dece nu ar pretinde atunc liberalii peste 6 luni (cum promite d. Vintilă Brătianu) sau peste un

an (cum promite d. Al. Constantinescu) să-și execute ei-inșiși programul propriu cu mai multă competență decât alții?

Ori care ar fi schimbarea de decor guvernamentală, astăzi este limpede că atât pe tărâmul economic, cât și pe cel politic nu va avea loc *nici-o schimbare esențială*. Singura schimbare se va produce în sânul masselor: ele vor înțelege zădărnicia speranțelor puse în actualii conducători ai opoziției și se vor convinge că numai frontul unic *de luptă* al masselor muncitorești, țărănești și al naționalităților asupraite poate înlătura definitiv regimul oligarhic.

I. Mateescu

P. S. Guvernul liberal a demisionit și ultimele telegrame confirmă prevederile colaboratorului nostru: cu toată abdicarea conducătorilor naționali, la guvern a fost chemat omul de pae al liberalilor, generalul Averescu.

Nota Red.

SOMMAIRE

Texte français (625—636)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — V. Alphonse Aulard — Daniel Renoult — Louis Piérard — Bernard Lecache

La Presse et notre Enquête

Un document historique: La Déclaration de l'O. R. I. M. (Unifiée)

Buts et caractère de l'O. R. I. M. (Unifiée)

Henri Torrès: En combattant le fascisme dans les Balkans, nous combattons pour notre propre cause

Jean Zyromski: Pour la Fédération Balkanique. I. Les ports et les débouchés économiques

I. Mateescu: Changement de régime ou changement de décor en Roumanie?

G. Kazanovsky: Nouveaux gibets en Bulgarie

K. Pouloupoulo: Pangalos, président de la République

K. G.: La session en mars de la Chambre et du Sénat albanais

M. Vladimirov: La responsabilité du gouvernement serbe dans la guerre mondiale

Louis Mesnard: Protestation à Bruxelles contre la terreur blanche dans les Balkans

N. Mermet: Pour Voukachine Markovitch

Revue de la Presse

Texte allemand (637—638)

Melingos: Der Wettlauf um Mussolini

J. Zyromski: Für die Balkanföderation

K. Mantos: Der Diktator Pangalos an der Arbeit

Texte bulgare (638—642)

Един исторически документ. Декларация на В. М. Р. О. (Обединена)

Целите и характера на В. М. Р. О. (Обединена)

Г. Казановски: Нови бесилки в България

Апри Барбос: Към балканските народи!

Texte grec (642—643)

Ἀπὸν Μπαριπὸς: Πρὸς τοὺς βαλκανικοὺς λαοὺς

Κ. Μάντος: Ὁ δικτάτωρ Πάγκαλος ἐργάζεται

Texte albanais (644)

Y. Kalori: Shqypnia, bejleret e fqinjët

Texte serbe (645)

H. Mermet: Главњача

Texte croate (645—647)

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Šarl Vildrak — Leon Vert — Žan Longe — Žan Rišar Blok

Texte roumain (647—648)

I. Mateescu: Schimbare de regim sau schimbare de decor?

